Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 14164 – 5 F — SAMEDI 11 AOUT 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Sommet arabe au Caire et condamnation unanime de Bagdad par le Conseil de sécurité des Nations unies

Des milliers d'étrangers sont retenus en Irak
La France renforce sa présence militaire dans le Golfe

Tandis que les pays arabes entament vendredi 10 août au Caire, sans trop d'illusions, des discussions pour tenter de désamorcer la crise du Golfe, les Etats-Unis poursuivent «avec succès» le déploiement de leur dispositif militaire.

Le président Mitterrand, pour sa part, a évoqué jeudi 9 août l'éventualité d'une intervention militaire française, «si cela était nécessaire», cependant que la décision était prise d'envoyer dans le Golfe le porte-avions «Clemenceau».

● **Fermeture des frontières.** – L'Irak, où des milliers d'étrangers sont retenus, a décidé, jeudi 9 août, de fermer ses frontières ainsi que celles du Koweït. La soixantaine de pays étrangers représentés dans l'émirat ont été priés de retirer leurs ambassades et légations et d'en évacuer les personnels diplomatiques. Vendredi matin, seule la frontière avec la Jordanie restait ouverte, mais de manière *«sélective»*. Les ressortissants américains et européens ne pouvaient apparemment pas la franchir.

Page 3

● **Aux Nations unies**, le Conseil de sécurité a déclaré *«nulle et non avenue»*, à l'unanimité de ses quinze membres (Cuba et la République yéménite) l'annexion du Koweït par l'Irak.

Page 3

● **A Washington**, le Pentagone s'est déclaré prêt à envisager, à long terme, l'envoi de 250 000 hommes dans la région du Golfe. Selon plusieurs sondages, l'action du président George Bush est approuvée à une écrasante majorité par l'opinion américaine. Le secrétaire britannique à la défense a annoncé jeudi à Londres l'envoi de deux escadrons de chasseurs, respectivement en Arabie saoudite et dans le Golfe *«à titre purement défensif»*. Par ailleurs, le Pentagone a observé un mouvement de quelque 50 000 soldats irakiens en direction du Koweït.

Page 3

● **A Bruxelles**, les ministres des affaires étrangères des douze pays de la CEE, réunis vendredi matin, ont souligné l'importance de ne pas donner, dans le conflit actuel, *«l'impression d'une croisade anti-arabe»* des Occidentaux. Ils ont souhaité qu'il soit fait référence, dans le communiqué que devait publier l'OTAN, aux *«efforts arabes pour trouver une solution arabe à un problème arabe»*.

Page 3

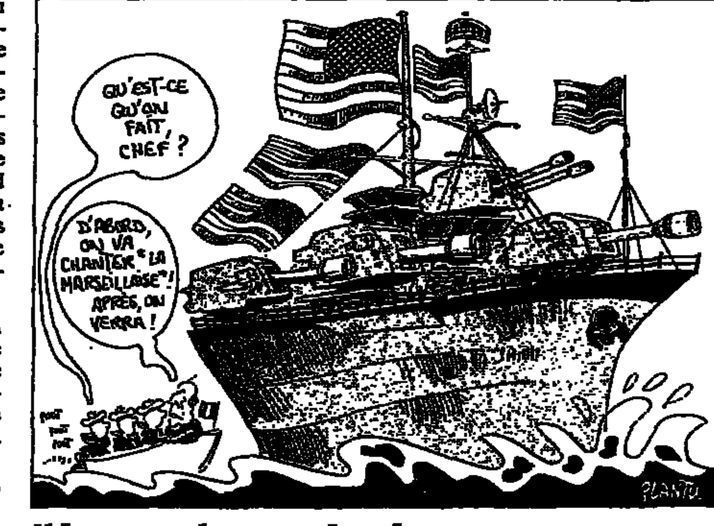
● **Au Caire**, le sommet extraordinaire des pays arabes, retardé en raison de profondes divisions internes, s'est finalement ouvert vendredi matin.

Page 4

● **A Paris**, après la réunion, jeudi 9 août, d'un conseil ministériel restreint sous la présidence de M. François Mitterrand, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a approuvé, vendredi matin, les décisions prises par le président de la République et le gouvernement. M. Roland Dumas devait rendre compte de la situation à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, convoquée pour vendredi en fin d'après-midi.

M. Michel Rocard a reçu, en fin de matinée, le président de cette commission, M. Michel Vauzelle (PS), puis M. Jean Lecanuet, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Page 5



Amende honorable

«LA France pourrait être amenée à revoir ses positions dans la région», avait déclaré M. Roland Dumas au lendemain de l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes. Voilà qui est fait : M. François Mitterrand, apparemment désireux de jouer cartes sur table, a expliqué jeudi 9 août pourquoi Saddam Hussein fut l'ami des dirigeants français et pourquoi il ne l'est plus.

En soutenant l'Irak pendant la guerre du Golfe, la France – ou en tout cas lui-même – entendait se ranger du côté du monde arabe, qu'elle jugeait menacé par l'intégrisme du régime iranien de l'époque, a expliqué en substance M. Mitterrand. Ce n'est bien évidemment qu'une explication partielle, mais c'est une explication nécessaire pour faire comprendre aux peuples arabes que la décision de la France de se doter aujourd'hui des moyens d'une intervention militaire dans la région n'est pas dirigée globalement contre eux et ne participe pas d'une croisade occidentale de type post-colonial, comme le prétend Saddam Hussein.

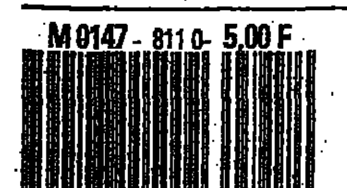
Le droit a été violé et risque de l'être à nouveau ; c'est pour son respect que la France se dispose éventuellement à intervenir, tout en souhaitant n'avoir pas à le faire et que la crise puisse se régler entre Arabes. Elle le fait en son nom propre et non pour obéir aux consignes américaines, a souligné M. Mitterrand. Elle entend poursuivre enfin ses contacts diplomatiques, y compris avec certains représentants du monde arabe tentés de se laisser séduire par le coup de force de Saddam Hussein.

CE renversement de la diplomatie française par rapport à l'Irak, qui était clair depuis le début de la crise mais qui est aujourd'hui explicité, est une petite victoire pour M. Roland Dumas. Il avait engagé depuis deux ans un rééquilibrage de la diplomatie française au profit de l'Iran et, ces derniers mois, discrètement marqué quelques distances par rapport à Bagdad.

C'est lui qui a mené tambour battant les réactions françaises depuis le début de la crise koweïtienne. C'est grâce à lui enfin que la France donne l'impression depuis dix jours de jouer la clarté et de n'avoir rien à cacher.

LES décisions annoncées jeudi ne sont pas un alignement pur et simple sur les positions américaines qui priverait la France de ses moyens diplomatiques propres dans la région. C'est pourtant l'analyse faite par Washington des menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'Arabie saoudite, demain sur d'autres peut-être, dont Israël, qui s'est imposée à Paris.

La lucidité a ainsi triomphé de ceux qui, y compris dans l'administration que dirige M. Dumas, estimaient encore que la France n'avait pas à «expier» son soutien passé à Saddam Hussein, qu'elle devait avant tout tenir compte de la popularité du chef de l'Etat irakien en tant que «dirigeant nationaliste arabe» et qu'il ne fallait surtout pas se laisser entraîner dans une logique militaire à l'américaine. Souhaitons que cette lucidité ait définitivement triomphé des thèses de ce que l'on appelle «le lobby pro-irakien» français.


M 0147 - 811 0 - 5,00 F

Israël sur le qui-vive

JÉRUSALEM
de notre correspondant

«Il ne faut pas paniquer, mais le moment n'est-il pas venu d'ouvrir les dépôts de matériel de lutte contre la guerre chimique et de commencer, tranquillement, la distribution au public ?» D'une phrase, le *Yedioth Aharonot*, le plus gros tirage du pays, a résumé l'humeur.

La tension est très vite montée en Israël depuis que l'Irak a menacé d'impliquer l'Etat hébreu dans la crise du Golfe (*le Monde* du 10 août) et la presse évoque ouvertement la possibilité d'une attaque aux missiles sur les villes du pays.

La menace irakienne de s'en prendre à Israël si l'armada américaine entrait en confrontation avec les forces de Bagdad n'a pas surpris les analystes.

Mais, répercutée à la «une» de la presse, accompagnée de scénarios détaillant les possibilités de guerre à venir, elle a provoqué de vives réactions dans le public. L'impression que le conflit s'est dangereusement rapproché est ressentie par beaucoup ; le sentiment que la situation a rarement été aussi «chaude, perméable à tous les dérapages, est omniprésent. Rien n'a changé dans la vie courante : cafés, restaurants bondés, embouteillages «normaux».

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 4

Percée sanglante vers Monrovia

Tandis que les massacres continuent, les rebelles de Charles Taylor s'efforcent d'enlever la capitale du Libéria avant l'arrivée des «casques bleus» africains

CONGOTOWN
(Faubourgs de Monrovia)
de notre envoyée spéciale

Seule au milieu de la route, le regard fixe, une vieille femme avance comme un automate. Un parapluie en guise de canne, elle marche comme si elle ne sentait pas la pluie, comme si plus rien n'avait d'importance, comme si elle ne voyait pas la trentaine d'hommes armés qui la croisent, en file indienne, de chaque côté de la chaussée. Mercredi 8 août, elle est partie de chez elle, les mains vides, sans savoir où elle allait, quittant Congotown, une zone jusqu'à ce jour aux mains des soldats gouvernementaux.

Drôle de guerre. Depuis une quinzaine de jours, les soldats du Front national patriotique du Libéria (NPLF) piétinaient à une quinzaine de kilomètres de Monrovia. Avancées et retraites se succédaient quotidiennement autour des locaux de «FM Radio», à Paynesville. Et voila que mercredi, le champ se libère : la route en direction de la ville appartient aux rebelles. Les hommes de Charles Taylor avancent vers le palais présidentiel, vers celui que chacun rêve de tuer de ses propres mains, Samuel Doe, le tyran déchu qui refuse de quitter le pays.

«On a attaqué à 4 heures du matin, explique, très fier, «Rebelle 99». *On était trente-six au total.»* Une camionnette revient du point le plus avancé. Debout à l'arrière, une vingtaine d'hommes chantent, le poing de la victoire levé. A leurs pieds, le butin : deux motos. Déjà, on balise le terrain . Une corde est tendue en travers de la route tous les 200 ou 300 mètres, marquant le territoire pris sur l'ennemi.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Lire la suite page 7

L'été zoulou

Les bandes de jeunes Noirs sont de plus en plus nombreuses en région parisienne

Rambo est mort. Cela devait bien arriver. On a beau avoir dix-neuf ans, se croire béni des dieux et aimé des filles, on finit toujours par tomber quand on joue sa vie entre asphalte et ciel gris. Une histoire de vengeance, une affaire d'hommes, des coups de pieds, de poings et de batte de base-ball... Omar Touré, Malien d'origine et banlieusard d'adoption, est mort comme meurent les gosses d'aujourd'hui, sur ce bitume de la Défense qu'il croyait sien, entre une station de RER et une boîte de nuit, à deux pas d'un McDonald's.

Omar était un «Mendy». Il aurait été tué par des «Black unis» (BU). C'est du moins l'une des versions qui circulent dans le Paris des bandes à propos de cette bagarre. D'autres assurent qu'il était CKC, un «Criminal Killer Crew». Certains s'étonnent que les «Black unis» soient dans le coup, ils avaient quitté le macadam à force d'être pourchassés par les «Black dragons» (BD). Mais cet après-midi-là, dimanche 29 juillet, des «Requins juniors» (RJ) et des «Black Fist» (BF) étaient également présents.

Dragons, criminels, requins, mais aussi «Derniers Salauds» ou encore «GI Joe» ? Depuis 1988, les bandes se multiplient en banlieue parisienne. Peu importent les noms de codes : pour les usagers du métro et du RER comme pour les policiers, ce sont simplement des «zoulous», des jeunes gens en majorité originaires d'Afrique noire (à 90 %, selon la police) et de la Guadeloupe, qui sévissent surtout dans les centres commerciaux, dans les halls de gare ou encore à la sortie des collèges.

Agressions, règlements de compte, viols collectifs... Le phénomène inquiète. Paris imiterait-il New-York où les gangs se disputent le macadam et le marché de la drogue à coups de 357 magnum ? Le cliché est trop facile. La comparaison tient du fantasme. Mais le risque existe car ces gamins de plus en en plus nombreux vivent sur une étrange planète, quelque part entre Manhattan, Dakar et Argenteuil. Ils jouent les guerriers de Harlem à Cergy-Pontoise, s'inventent des Central Park à Evry.

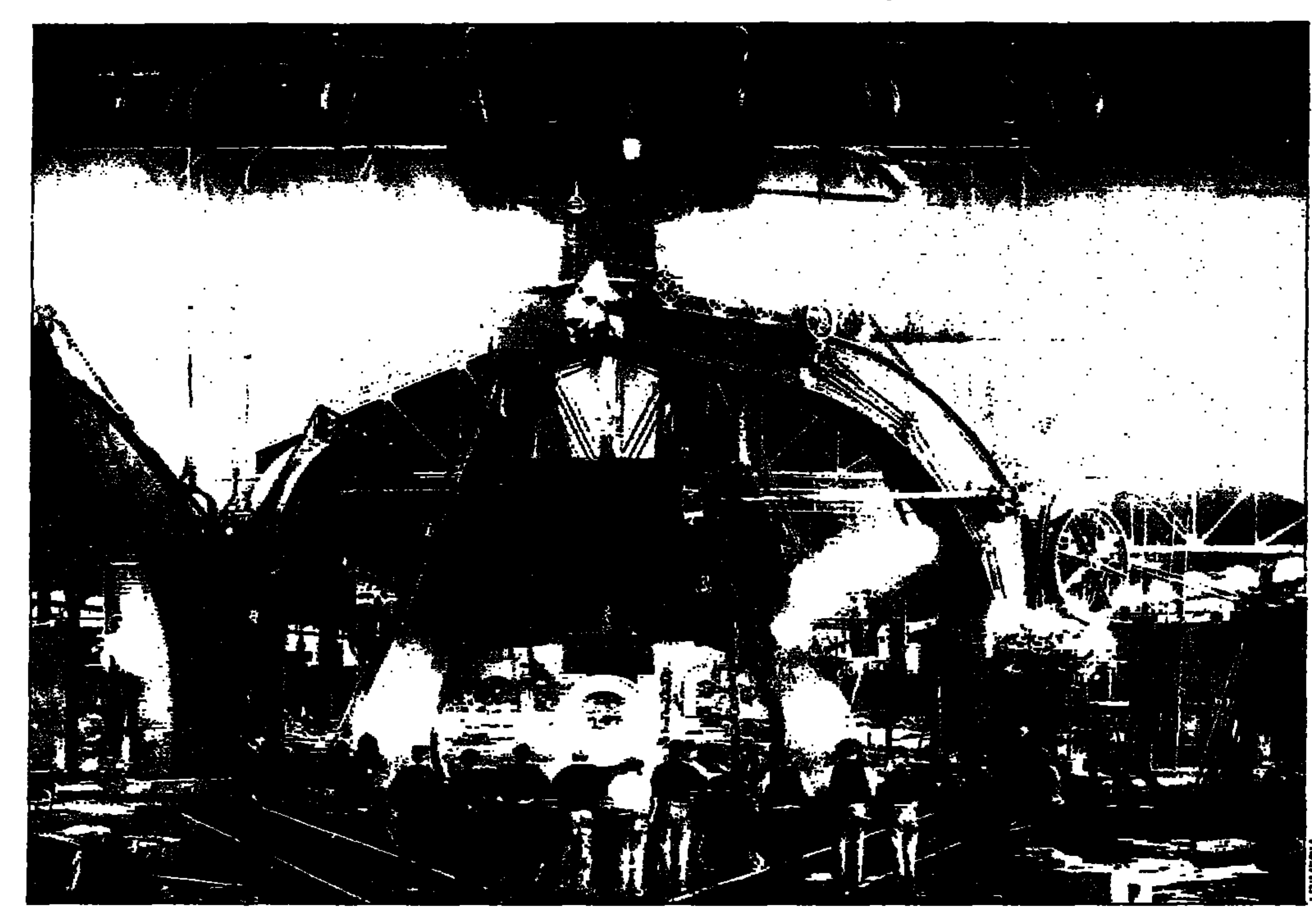
PHILIPPE BROUSSARD

Lire la suite page 8

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA , G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS , Suisse, 1,70 FS , USA (NY), 1,75 $, USA (others), 2 $.

Frissons fin de siècle

1889-1900 — par Jean-Pierre Rioux



Le marteau-pilon à vapeur pèse cinq tonnes. Mais il est capable de reboucher une bouteille au ras du goulot.

EDIMEDIA

20. Confessions d'un maître de forges

Capitalisme et paternalisme.
Henri Schneider, maire du Creusot, règne sur la plus grosse usine du pays.
Seize mille ouvriers, des mines aux hauts fourneaux.
Seize mille sujets.

AVEC sa *« tête de grand jars prêt à siffler »*, son air de *« vilain singe qui aimerait faire battre les gens »*, Jules Huret est un grand, un très grand reporter de la fin du siècle : *« Il a perfectionné son appareil d'instantanéité »*, doit convenir cette méchante langue d'Edmond de Goncourt, qui eut, lui aussi, à subir les assauts pressants du prince de l'enquête journalistique. Cet Huret est partout, au bon endroit et à la meilleure heure, dans les coulisses des théâtres et les cabinets des grands, au fond des provinces, dans les pampas d'Argentine, à San-Francisco comme à Berlin, son carnet à la main, pour dire la gésine d'un monde tout neuf aux lecteurs de *l'Echo de Paris* ou du *Figaro*. En 1891, son *Enquête sur l'évolution littéraire* a fait du bruit en sonnant la fin du naturalisme. En 1896, le voici sur la piste des bouleversements de la production et du travail, par temps d'âpre concurrence après la crise, de grèves violentes et de poussée des révolutionnaires, interrogeant pied à pied patrons et ouvriers.

Pour cette *Enquête sur la situation sociale en Europe*, qui sera reprise en volume en 1897, il débarque au cœur de la plus ancienne région industrielle française, dans la plus grosse usine du pays. Seize mille salariés, des produits lourds vendus dans le monde entier, un maître de forges connu comme le loup blanc par toute l'Europe du pouvoir et des affaires : M. Huret, trente-deux ans et l'esprit vif, va délier les langues au Creusot et notamment, avec un plaisir particulier, celle de M. Henri Schneider.

Le voici près du but à la nuit tombée, du haut des collines avoisinantes : *« Un gouffre immense est sous nos pieds, borné, au fond, par une rangée de feux sombres ; au centre, dans le trou, un flamboiement extraordinaire illumine les façades vitrées de halls gigantesques, les spectres prodigieux de tourelles de fer, les pignons des hangars, les bras rigides des grues, des amoncellements de métaux ; sur le ciel bleu profond sali de tourbillons de fumée, toutes les choses prennent des développements surhumains ; c'est un chaos inouï de formes inattendues, heurtées, rudes, disproportionnées, sur lesquelles se projettent, démesurées, les ombres d'hommes gesticulant follement devant la gueule des fours, enjambant des ruisseaux de feu liquide qui serpentent dans la terre noire ; de temps en temps, des guichets de brasiers s'ouvrent sur des constructions basses d'où s'échappent, par vingtaines, des flammes ardentes, et c'est, par ces portes d'enfer, une dégringolade continue de gros blocs rouges qu'un plancher roulant entraîne sous les jets d'eau. »*

Il visite tout, les puits de mine d'où l'on hisse la houille, les fonderies aux hauts fourneaux chauffés à blanc, les ateliers de construction où la fonte et l'acier sont de nouveau triturés pour devenir rails et poutrelles, blindages, hélices de navires, canons, grues, corps de pompes, tabliers de ponts, locomotives et même la banale plaque de cheminée ou la marmite. Il s'émeut des sanglots de la *« Machine soufflante qui boit au ciel, avec sa grande gueule, l'air nécessaire au fonctionnement du monstrueux organisme »*, admire le marteau-pilon à vapeur de 5 tonnes qui façonne au rythme de cinq cents coups à la minute les blocs de fer rouge, avec une délicatesse qui lui permettrait de reboucher une bouteille au ras du goulot.

PUIS, au détour des kilomètres d'ateliers, au fond des jardinets et des cabarets, sur les pas de portes, il aborde les contremaîtres et les derniers puddleurs. Il voit la sueur qui colle à l'âme et les mioches qui se chamaillent. On lui dit la hiérarchie vétilleuse qui commande tous les gestes quotidiens, les dix heures de travail par jour pour trois francs, l'aumône d'une retraite de dix à trente francs mensuels pour les survivants, l'impeccable aide sociale aussi, qui suit l'homme et sa famille de l'école à la tombe avec une vigilance toute militaire. Il parcourt l'alignement des maisonnettes remboursées à M. Schneider pour quarante francs par mois. Il soupçonne que là, dans le *« grand bruit continu de métaux remués qui emplit la ville »*, toute grève est vouée à l'échec, l'appétit est perdu et l'évasion impensable. *« Est-ce juste ? »*, songe Huret : *« Je fis le projet de le demander au patron »*.

Il chemine, contournant sur la place un groupe de bronze dominé par la statue d'Eugène Schneider, le père d'Henri, le fondateur de la dynastie venue de Lorraine pour couler là son empire, le premier maître de la ville, devenu président du Corps législatif sous Napoléon III, mort en 1875 : *« Une femme du peuple indique, de son bras levé, le Bienfaiteur à un jeune forgeron d'une dizaine d'années »*. A sa gauche, l'église et, au fond, en surplomb, un grand rideau d'arbres couronnant l'interminable mur qu'il longe pendant vingt-cinq minutes. Un parc immense, les fours des premiers verriers du lieu pieusement restaurés dans la cour du château, un alignement des modèles de canons vendus par la firme à tant d'armées du globe, une terrasse, des salons gris aux stucs Louis XV.

M. Schneider paraît, rentrant de villégiature : *« Un homme de haute taille, au cou court et sanguin, blond, grisonnant, à la tête énergique et brutale, la moustache tombante poivre et sel, les yeux clairs, le teint rouge ; beaucoup d'entrain avec un peu d'affectation dans son aisance bon enfant »*. A cinquante-six ans, roi de l'armement et de la métallurgie, haute figure du Comité des forges, fier de l'œuvre sociale accomplie ici de père en fils, député, conseiller général et maire du Creusot, il est prêt à mourir à la tâche, en grand seigneur d'Ancien Régime, pour l'honneur de la France, de l'industrie et de ses gens. Il sera terrassé dix-huit mois plus tard, et son fils Eugène prendra le relais.

On bavarde, d'abord, des crimes de Ravachol et de ces socialistes qui veulent supprimer les patrons. Henri tranche : *« Aujourd'hui, où tout est aux sciences et aux arts, rêve-t-on un Pasteur sans tête qui trouverait, avec ses mains ou ses pieds, le moyen de guérir la rage ? Voit-on un artiste décapité peindre un tableau avec ses seuls doigts ? De même, comment admet-on une usine, même un simple atelier sans une tête qui pense pour tous les autres, sans patron ? C'est de la folie, de la folie pure. »* Le patron absorbe à lui tout seul tous les bénéfices ? La belle affaire : *« Pensez-vous qu'il ne faut pas d'argent pour faire marcher une boîte comme celle-ci ? A côté du directeur, de la tête, il y a le capitaliste qui aboule la forte somme. Le capital qui alimente tous les jours les usines des outillages perfectionnés, le capital sans lequel rien n'est possible, qui nourrit l'ouvrier lui-même, ne représente-t-il pas une force qui doit avoir sa part de bénéfices, n'est-il pas une collaboration indispensable qu'il faut intéresser ? Si vous supprimez au capital son intérêt, vous n'en trouverez plus quand vous en aurez besoin ! Ceux qui l'auront le conserveront, c'est tout simple. »*

D'ailleurs, tout ouvrier qui sait mettre de côté vingt sous par jour a l'espoir d'être lui-même son patron et peut laisser à son fils l'amorce d'une gentille fortune. Mais si l'ouvrier économe a femme et enfants à nourrir, objecte Huret, ne risque-t-il pas plutôt d'avoir faim ? Schneider lève les bras au ciel : *« Ça, c'est une loi fatale ! On tâche, ici, de corriger, le plus qu'on peut, cette inégalité. Nous faisons tout ce que nous pouvons. Mais sous ce rapport nous sommes un peu comme la douce violette, nous n'aimons pas beaucoup en parler. Mes ouvriers me montrent bien qu'ils sont contents de moi, puisqu'à chaque occasion qui s'offre à eux ils témoignent de leur confiance. »*

CROIT-IL que les crises de surproduction sont fatales et que les patrons doivent s'entendre pour lutter contre le chômage qui en découle ? : *« Pas du tout ! C'est un mal nécessaire, on n'y peut absolument rien ! La production dépend de la mode, ou d'un courant dont on ne peut prévoir ni la durée ni le développement. Un exemple : sous l'Empire, on portait des crinolines. Eh bien, les usines qui s'installèrent pour fabriquer des cercles d'acier se sont vues, le jour où la mode a changé, surchargées de produits et avec un outillage tout à fait inutile. [...] De même, il y a quelques années, lorsque M. Freycinet voulait créer partout des chemins de fer, une foule de métallurgistes se sont mis à produire et à surproduire des rails et tout ce qui est du matériel de traction. M. Freycinet a disparu, et tous les travaux faits à l'avance sont restés pour compte aux producteurs ! Aujourd'hui, tout est au « militaire », on ne fait que des canons en acier et des plaques de blindage ; demain, ce mouvement peut s'arrêter pour une cause ou une autre, qu'aujourd'hui nous ne pouvons pas prévoir. Donc : pléthore sur le marché, arrêt dans le travail, chômage, chômage forcé, fatal ! »*.

Dès lors, le ton monte et M. Schneider, échauffé, répond plus brutalement pour couper court. N'est-il pas inquiet parfois d'avoir à usiner tant d'engins de mort ? *« Oh ! je ne suis pas psychologue, moi ! Je suis maître de forges. Je fais des factures, c'est tout ! »*. La concentration des capitaux et des moyens de production, comme disent les marxistes, a-t-elle atteint son maximum ou doit-elle encore se développer ? *« Il n'y a pas de maximum ! Ça marche toujours, ça n'a pas de bornes, ça ! ... »* L'intervention de l'Etat ? *« Très mauvaise ! Très mauvaise ! Je n'admets pas un préfet dans les grèves. C'est comme la réglementation du travail des femmes et des enfants : on met des entraves inutiles, trop étroites, nuisibles surtout aux intéressés qu'on veut défendre, on décourage les patrons de les employer, et ça porte presque toujours à côté. »*

Et la journée de huit heures ? *« Oh ! Je veux bien, si tout le monde est d'accord ; je serai le premier à en profiter, car je travaille souvent moi-même plus de dix heures par jour. Seulement, les salaires diminueront ou le prix des produits augmentera, c'est tout comme ! Au fond, voyez-vous, la journée de huit heures, c'est encore un dada, un boulangisme. Dans cinq ou six ans, on n'y pensera plus, on aura inventé autre chose. Pour moi, la vérité, c'est qu'un ouvrier bien portant peut très bien faire ses dix heures par jour et qu'on doit le laisser libre de travailler davantage si cela lui fait plaisir. »* Jules Huret remercie, et sort.

Cette rude franchise du maître du Creusot est-elle représentative d'une opinion moyenne des patrons français face aux difficultés et aux espoirs de l'heure ? Assurément pas de celle des 580 000 petits entrepreneurs employant moins de 50 salariés que décompte le recensement de 1901, et qui peuplent pour l'essentiel encore le textile, l'alimentation, le bâtiment ou le commerce. Pour eux, la sortie du long marasme économique, à partir de 1895, signifie gêne, endettement, besoin d'équipements renouvelés et alarmes contre les *« féodalités financières »*, contre ces banquiers auprès desquels il faut désormais se lier les mains. Compétents et âpres, inquiets pour l'avenir, plus rentiers qu'industrieux, détestant toute agitation sociale et toute intervention de l'Etat, ils vont une fois encore entrer à reculons dans un nouveau temps de belle croissance.

Mais pour les 20 000 autres, en comptant large, ceux qui ont plus de 50 salariés, qui tiennent les rênes des anciennes industries de la mine et du fer, qui lancent les industries nouvelles et motrices de la chimie, de l'électricité ou de la mécanique, qui assurent le grand commerce et les transports, flanqués de leurs fournisseurs en capitaux et de leurs ingénieurs dynamiques ? Ceux qui, loin de tout malthusianisme, jouent le jeu de la concurrence et de la conquête des marchés extérieurs, innovent, modernisent leurs usines et acceptent la nouvelle législation du travail qui s'élabore ? Qui entreprennent au sens plein ?

Tels ou tels nuanceraient sans doute la brutalité des propos d'Henri Schneider, accepteraient mieux l'arbitrage des conflits ou géreraient moins paternellement les œuvres sociales de leurs maisons, accueilleraient chez eux sans haut-le-cœur les premiers vrais inspecteurs du travail, fignoleraient quelques-unes de ces combinaisons financières qui ruinent peu à peu le modèle familial et autoritaire de la gestion, écouteraient un peu plus leurs cadres supérieurs et les premiers délégués d'atelier. Mais ils ne transigeraient pas, eux non plus, sur l'autorité innée du chef d'entreprise et les vertus du capital, sur la terrible discipline de la production, sur le cynisme et la dureté sociale nécessaires à toute modernisation d'après-crise. A eux les taux de croissance en flèche, les profits à l'avenant et les joies de la compétition dans un monde meilleur. Tous ces Schneider-là vivent déjà la Belle Epoque.

Prochain épisode
La grève des naissances

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

- Vendredi 10 août : Confessions d'un maître de forges.
- Lundi 13 août : La grève des naissances.

Pour en savoir plus

▶ *La Croissance économique de la France (1815-1914)*, d'Alain Beltran et Pascal Griset, A. Colin, 1988.
▶ *Les Capitalistes en France (1780-1914)*, Louis Bergeron, Gallimard-Julliard, 1978.
▶ *Histoire économique et sociale de la France*, t. 4-1 (1880-1914), Fernand Braudel et Ernest Labrousse dir., PUF, 1979.
▶ *Histoire des Français (XIXe-XXe siècles)*, t. 2, Yves Lequin dir., A. Colin, 1983.
▶ *L'Evolution économique de la France du milieu du XIXe siècle à 1914*, d'Anthony Rowley, SEDES, 1982.
▶ *Histoire de la famille Schneider et du Creusot*, de Joseph-Antoine Roy, Rivière, 1967.

siècle

de forges

La crise du Golfe

L'Irak ferme ses frontières aux étrangers

- *Des dizaines de milliers d'Occidentaux pris au piège*
- *Scènes de pillages dans la capitale du Koweït*

Les missions diplomatiques en poste au Koweït ont reçu l'ordre de déménager à Bagdad dans les deux semaines, a confirmé jeudi soir 9 août le ministère irakien des affaires étrangères. Ces ambassades, au nombre d'une soixantaine, ont jusqu'au 24 août pour *« prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux activités de leurs missions au Koweït et de les transférer à Bagdad »*. Le ministère irakien a par ailleurs ajouté que les ambassades koweïtiennes à l'étranger *« n'avaient plus de statut officiel et étaient devenues illégales depuis la proclamation* (mercredi) *de la fusion totale »* de l'émirat avec l'Irak.

D'autre part, le Foreign Office britannique a indiqué jeudi que l'Irak avait fermé pour une durée indéterminée ses frontières aux étrangers, qui ne peuvent plus entrer ou sortir, à l'exception des diplomates. Ils se trouvent ainsi à la merci du régime de Bagdad. Par contre, la frontière avec la Jordanie demeure ouverte pour les ressortissants des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, ainsi que de l'URSS et des anciens pays socialistes européens, indique-t-on à Amman.

L'Irak avait pourtant annoncé il y a quelques jours que ses frontières resteraient ouvertes pour tous les étrangers porteurs de visas de sortie, notamment les touristes et hommes d'affaires munis de visas de courte durée. Plus de quatre cents Occidentaux ont réussi à quitter l'Irak *via* la Jordanie depuis mercredi, après avoir roulé pendant 950 kilomètres dans le désert. L'ambassadeur britannique a regagné jeudi la capitale irakienne pour tenter d'obtenir des garanties sur la sécurité de ses ressortissants, au nombre d'environ deux mille en Irak et trois mille au Koweït.

A la suite de cette décision de Bagdad, et du refus de laisser passer la frontière irako-jordanienne à dix diplomates américains, l'ambassadeur irakien à Washington a été convoqué au département d'Etat. Ces dix personnes avaient pourtant reçu l'autorisation du ministère irakien des affaires étrangères de quitter le pays; elles devaient tenter à nouveau de gagner Amman ce vendredi. Il y a actuellement 3 000 Américains au Koweït et 580 en Irak.

Quatre catégories

Selon le porte-parole du département d'Etat, le régime de M. Saddam Hussein aurait divisé les étrangers se trouvant sur son territoire en quatre catégories : 38 Américains et 130 autres étrangers retenus dans des hôtels de Bagdad sous surveillance armée et qui ne peuvent en sortir; les étrangers résidant en Irak depuis plus de trente jours et qui ont besoin d'un visa de sortie mais qui ne peuvent en obtenir; les étrangers avec des visas de touristes; enfin les diplomates et leur famille, qui ont besoin d'un délai de sept jours pour obtenir un permis de voyage pour partir. Cependant, la Pologne et la Yougoslavie ont annoncé avoir reçu la permission d'évacuer leurs ressortissants, respectivement au nombre de 4 000 et de 12 000. Plusieurs ambassades occidentales ont entrepris des démarches communes pour tenter d'obtenir pour leurs ressortissants l'autorisation de quitter l'Irak et le Koweït, a indiqué un porte-parole du ministère suédois des affaires étrangères.

Des diplomates de la CEE, des pays nordiques, du Canada et des Etats-Unis travaillent par l'intermédiaire d'émissaires communs pour discuter avec les responsables locaux et s'informent mutuellement, a-t-il précisé. Le Brésil a demandé l'autorisation de faire sortir ses trois cents ressortissants. L'Inde a demandé l'aide de la Croix-Rouge internationale pour aider à l'évacuation de ses 170 000 ressortissants au Koweït. Cependant, l'ambassadeur irakien aux Nations unies a affirmé que le départ des étrangers de son pays n'était qu'une question de jours.

Pendant ce temps, certains audacieux ont réussi à déjouer la surveillance policière. Ainsi 3 Américains et 3 hommes d'affaires espagnols ont passé jeudi la frontière jordanienne. Ils ont eu plus de chance que les 109 passagers de Swissair en provenance de Bagdad et qui ont été refoulés à la frontière irako-jordanienne.

Dans le reste du Golfe, l'exode des étrangers s'accélère. Le Japon a demandé à tous ses nationaux de quitter la région. La compagnie pétrolière Saudi Aramco procède à l'évacuation des familles de son personnel dans les installations situées sur la côte orientale du royaume. Près de 400 proches d'employés britanniques sont arrivés à Londres.

La tension dans la région, mais aussi les récits de ceux qui ont réussi à quitter le Koweït pour les pays voisins du Golfe ou pour l'Occident après l'invasion irakienne, expliquent cette fuite qui s'apparente parfois à un vent de panique. Ainsi des Koweïtiens qui ont fui vers l'Arabie saoudite avant de se réfugier en Suisse ont déclaré que les forces d'occupation irakiennes se livraient à des pillages, des viols et des arrestations massives.

« Donnez-nous vos bonnes ! »

Il y avait encore des poches de résistance dans l'émirat avant leur départ (l'agence Chine nouvelle parle de coups de feu entendus mercredi dans la capitale). La plupart des gens ont refusé les ordres du gouvernement irakien leur demandant de reprendre le travail et les banques, de même que la plupart des magasins, étaient fermées. Selon ces réfugiés, un mouvement baptisé Organisation de libération du Koweït a été formé et des tracts circulent clandestinement. Sur les murs de la capitale, des slogans proclamant *« Mort à Saddam »* ou *« Dieu bénisse l'émir »* sont apparus.

« Un de nos cousins nous a dit qu'ils l'avaient arrêté dans la rue. Ils lui ont pris sa montre, son argent, ses stylos, ses lunettes de soleil, tout ce qui avait de la valeur. Ensuite, ils l'ont giflé et ils lui ont donné des coups de pied, a déclaré un homme d'affaires. *Ils l'ont interrogé pendant longtemps, en pleine chaleur, et quand il a demandé à boire, ils lui ont dit : « Va à la mer, et bois. »*

L'homme d'affaires a raconté un autre incident, survenu au domicile de l'un de ses proches. Trois soldats ont fait irruption dans la maison pour demander à manger. *« Après avoir mangé, ils ont dit : « Donnez-nous vos bonnes ! » Quand nos proches ont demandé pourquoi, ils ont répondu : « Nous allons vous faire sauter la tête. » Les servantes philippines ont été violées. »* D'autres réfugiés ont fait des récits similaires et ont rapporté des scènes de pillages dans des bijouteries, des bureaux de change, des magasins d'automobiles et de matériel audiovisuel.

Les soldats ont fait irruption dans des maisons, en cherchant des hommes et des armes, avant de repartir avec tous les objets de valeur, a poursuivi l'homme d'affaires. *« Ils avaient des listes de gens qu'ils voulaient emmener. Ils ont pris beaucoup de gens, des gens importants. »* De nombreux Koweïtiens ont été conduits en Irak par convois et des familles irakiennes ont été acheminées au Koweït. Ces familles ont commencé à arriver lundi et ont rallié les commissariats de police dans l'attente d'instructions leur disant où aller. La nourriture, rare, a été rationnée, de même que le carburant. – *(AFP, Reuter, UPI, AP.)*

Les ventes d'armes chiliennes

Carlos Cardoen, fournisseur privilégié de Saddam Hussein

Banquier, premier exportateur national de kiwis, propriétaire d'un grand hôtel de la capitale, fournisseur en explosifs de l'industrie minière, le très entreprenant Carlos Cardoen est l'un des hommes les plus riches du Chili. L'origine de sa fortune ? La fabrication de « bombes-paniers » (des engins anti-personnel et anti-blindés largués à basse altitude), vendues à un prix défiant toute concurrence à l'Irak, alors aux prises avec l'Iran.

SANTIAGO

de notre correspondant

Il est des amitiés solides : celle par exemple qui lie le richissime Carlos Cardoen à Bagdad. Il est vrai que durant la guerre du Golfe, le régime irakien aurait déboursé plus de cent millions de dollars pour s'approvisionner auprès du marchand de canons chilien. Une fois la guerre du Golfe finie, M. Cardoen s'employa à diversifier ses activités, à tel point que ses ventes de matériel militaire ne représentent plus que 9 % de son chiffre d'affaires. Mais il ne se fit pas faute d'installer des usines d'armement au Guatemala, en Espagne, en Grèce... et en Irak. Sachant aussi prendre le vent des changements politiques, il s'éloigna peu à peu du régime militaire, qui lui avait pourtant prodigué aide financière, contrats, et un conseiller aussi précieux que le général Forestier, l'ancien responsable de la région militaire dont dépendait le camp de prisonniers de Pisagua, où un charnier a été découvert il y a deux mois.

A l'occasion de l'élection présidentielle de décembre dernier, l'homme d'affaires se déclara partisan de M. Patricio Aylwin, dont il contribua à financer la campagne.

Silence embarrassé

Mais ses fraîches convictions démocratiques n'ont pas mis Carlos Cardoen à l'abri d'une *« infame calomnie »* colportée par une chaîne de télévision (Chanel 4) et plusieurs journaux britanniques, qui le soupçonnent d'avoir commandité *l'« assassinat »* d'un journaliste britannique, Jonathan Moyle, retrouvé pendu dans la chambre d'un hôtel de Santiago le 31 mars dernier. Rédacteur de la *Défense Helicopter Review*, Moyle était arrivé au Chili une semaine plus tôt pour y couvrir la foire internationale de l'air. En vingt-quatre heures, la police conclut à un suicide, sans toutefois en convaincre le juge d'instruction. Arguant de la présence d'une substance toxique dans les viscères du mort, celui-ci se refuse toujours à classer l'affaire.

La presse d'outre-Manche s'en empara quelques semaines plus tard. Bien en peine de prouver son accusation, elle étaya son dossier de révélations sur les liens tissés entre le régime de Saddam Hussein et Cardoen, qui observe sur ce sujet un silence embarrassé. Des services de renseignements occidentaux, ainsi que le Mossad israélien, auraient opportunément soufflé des informations aux journalistes. Moyle est-il mort pour s'être trop intéressé à la filière chilienne de l'approvisionnement militaire irakien ?

Même si la campagne de presse déclenchée au Royaume-Uni prend l'allure d'un règlement de comptes international, elle est édifiante à plus d'un titre. Ainsi le groupe chilien achèterait du pétrole irakien, par l'intermédiaire d'une société opérant à Miami, pour le vendre à l'Afrique du Sud. Pretoria, à son tour, facilite à son fournisseur de brut l'acquisition de composants électroniques « sensibles », qui prennent ensuite le chemin de Bagdad.

Selon la revue spécialisée *Jane's Defense Weekly*, le régime irakien cherche à acquérir une centaine d'hélicoptères Bell 206L-III, construits sous licence par la firme chilienne. Une commande à laquelle il sera très difficile de donner suite, puisque la société Bell est américaine... D'autres sources signalent que la filiale espagnole du groupe Cardoen, IMECSA (Industria Mecanicas de Cantabrias), est soupçonnée par les autorités madrilènes d'avoir fabriqué des pièces pour le *« super-canon »* destiné à Bagdad, dont les principaux éléments ont été saisis par les douanes de plusieurs pays européens.

D'après Chanel 4, l'homme de Saddam à Santiago aurait acquis en Europe, pour le compte de son oriental client, un oscilloscope permettant de mesurer les effets d'une explosion nucléaire. De là à suspecter le brasseur d'affaires d'avoir pris part au trafic des krytons, composants électroniques servant à la mise à feu des bombes atomiques, dont quarante furent saisis à Londres, au mois de mars, avant leur embarquement pour l'Irak, il n'y a qu'un pas que certains journaux chiliens ont gaillardement franchi.

GILLES BAUDIN

Les Etats-Unis se déclarent prêts à envoyer jusqu'à 250 000 hommes dans la région

Les forces américaines *« ont été déployées avec succès pour aider la défense de l'Arabie saoudite »*, a annoncé jeudi 9 août la Maison Blanche. Alors que les concentrations de forces, tant occidentales qu'irakiennes, se poursuivent dans le Golfe, les Etats Unis se sont déclarés prêts à engager jusqu'à 250 000 hommes dans la région. Voici l'état, jeudi, des derniers mouvements de troupes et renforts :

• **Forces américaines.** Elles constituent le contingent le plus important envoyé à l'étranger par les Etats-Unis depuis la guerre du Vietnam.

– *En mer* : selon le Pentagone, neuf navires se trouvent dans le Golfe; onze navires de combat et six navires auxiliaires en Méditerranée; le porte-avions Eisenhower, escorté de cinq navires se trouve en mer Rouge, et fait route vers la mer d'Arabie; dans l'Atlantique le porte-avions Saratoga et un groupe de bataille de neuf navires; le porte-avions Independence et six navires d'accompagnement dans le Golfe d'Oman.

– *En Arabie saoudite* : toujours selon le Pentagone, des éléments de la 101e division aéroportée; des éléments de la 24e division d'infanterie mécanisée : des éléments de la 82e division aéroportée; des chasseurs F-15 et des avions d'attaque A-10, réputés la meilleure arme anti-char du monde; cinq avions-radars Awacs qui vont compléter ceux que possède l'Arabie Saoudite; enfin, quatorze bombardiers F-111 basés en Grande-Bretagne ont été envoyés sur une base de Turquie, à 680 km de la frontière irakienne.

Le Pentagone a refusé de préciser le nombre d'hommes engagés, dont le déploiement devrait prendre plusieurs jours . Selon la presse américaine, l'opération *« Desert Shield »* (Bouclier du désert) pourrait concerner 50 000 soldats américains.

• **Forces britanniques.** Le secrétaire à la défense, M. Tom King, a annoncé jeudi l'envoi d'un escadron de chasseurs-bombardiers Tornado en Arabie saoudite et d'un escadron de chasseurs Jaguar dans le Golfe, soulignant leur caractère *« purement défensif »*. Les Tornado, actuellement sationnés à Chypre, seront déployés *« très rapidement »*. Les deux escadrons, ainsi que des avions de patrouille maritime Nimrod, seront protégés par des batteries de missiles anti-aériens Rapier.

Trois dragueurs de mines de la Royal Navy vont être déplacés en Méditerranée orientale, et deux frégates doivent rejoindre le destroyer York pendant le week-end dans le Golfe.

Le premier ministre, Mme Margaret Thatcher, a demandé jeudi à l'Italie, au cours d'une conversation téléphonique avec son homologue Giulio Andreotti, d'envoyer également des forces navales dans le Golfe.

• **Australie.** Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a annoncé vendredi l'envoi lundi dans le Golfe de deux des quatre frégates lance-missiles du pays et d'un bâtiment de soutien, à la suite d'une entretien téléphonique avec M. Bush, nous informe notre correspondant à Sydney Frédéric Bobin.

• **URSS.** Deux navires de guerre soviétiques ont franchi jeudi le canal de Suez et se dirigeaient vers le Golfe, où se trouvaient déjà d'autres bâtiments soviétiques.

• **Forces irakiennes.** Pendant ce temps, le Pentagone a observé un mouvement d'environ 50 000 soldats irakiens vers le sud de l'Irak, en direction du Koweït. Washington estime à 120 000 hommes les effectifs irakiens déjà déployés dans l'Emirat. Ceux-ci sont désormais en position défensive et consolident leurs positions, a indiqué jeudi le porte-parole du Pentagone. Selon le correspondant à Koweït de l'agence Chine-Nouvelle, les forces irakiennes d'occupation ont reçu des renforts et *« semblent se mettre en position pour un combat à mort »*. – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne à l'unanimité l'annexion de l'Émirat

Pour la première fois depuis le début de la crise, c'est à l'unanimité de ses quinze membres, y compris Cuba et le Yémen, que le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, jeudi 9 août, sa troisième résolution condamnant l'Irak.

La résolution 662, présentée à l'origine par les monarchies du Golfe, déclare que l'annexion du Koweït par l'Irak, *« quels qu'en soient le prétexte ou la forme, est nulle et non avenue »*. Elle appelle aussi à *« s'abstenir de tout contact qui pourrait être interprété comme une reconnaissance »* de l'annexion et décide de *« conserver ce thème à l'ordre du jour »* pour mettre un terme à l'occupation irakienne.

Le Conseil se déclare en outre *« déterminé à rétablir l'autorité du gouvernement légitime du Koweït »*, ainsi que sa *« souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale »*.

Les Etats-Unis, pour leur part, ont demandé à leurs alliés de l'OTAN, avant leur réunion ministérielle, vendredi à Bruxelles, de soutenir, en cas de nécessité, une éventuelle action armée dans le Golfe, ont indiqué des sources proches de l'alliance atlantique.

Des responsables américains qui ont accompagné jeudi en Turquie le secrétaire d'Etat James Baker ont affirmé que, dans l'éventualité d'une guerre avec l'Irak, Washington « pouvait compter sur ses alliés turcs ». Ces derniers ont reçu de M. Baker l'assurance d'une aide de l'OTAN en cas d'agression irakienne. Dans l'entourage de M. Baker, on estime aussi qu'en dehors de l'OTAN deux ennemis régionaux de Bagdad, la Syrie et l'Iran, pourraient se joindre aux efforts entrepris pour amener l'Irak à se retirer du Koweït.

Une quasi-confirmation est venue jeudi de l'Iran : le journal *Teheran Times*, proche du gouvernement de M. Rafsandjani, s'est prononcé en faveur d'une *« action énergique de forces étrangères, supervisées par l'ONU, pour contrecarrer l'agression de l'Irak »*. Un communiqué du ministère des affaires étrangères a affirmé que l'Iran *« ne tolérera aucune modification géopolitique »* dans le Golfe.

Initiatives pro-irakiennes

Face à ce branle-bas diplomatique, de nouvelles initiatives pro-irakiennes ont été lancées par des mouvements arabes. Après la mobilisation en Jordanie, deux comités de soutien à l'Irak ont été créés en Tunisie *« pour contrer la mainmise des ennemis américains, israéliens et européens sur les richesses arabes »*. L'un regroupe des personnalités des différents partis d'opposition, l'autre est formé de Tunisiens baassistes pro-irakiens.

En Algérie, l'ancien président Ahmed Ben Bella, qui doit regagner son pays au mois de septembre, a appelé jeudi à des rassemblements pour condamner l'intervention étrangère dans le Golfe. Une manifestation contre l'envoi des forces américaines s'est déjà déroulée dans les Aurès, à Khenchela.

Enfin, M. Abou Abbas, le chef du Front de libération de la Palestine, faction extrémiste de l'OLP, qui a mené des opérations contre des objectifs occidentaux et israéliens, a menacé jeudi de *« frapper les intérêts impérialistes dès qu'un soldat étranger aura posé le pied en territoire arabe »*.

En Asie, enfin, une organisation rebelle communiste aux Philippines a annoncé vendredi une *« offensive totale »* sur des cibles américaines si Washington utilisait ses bases dans l'archipel pour une intervention contre l'Irak. – *(AFP, Reuter, AP.)*

LA CRISE DU GOLFE

La laborieuse préparation du sommet du Caire

L'impuissance des pays arabes se manifeste au grand jour

Réunis au Caire dans un sommet de la dernière chance pour tenter d'élaborer une solution au conflit irako-koweïtien et de désamorcer la crise dans le Golfe, les chefs d'Etat arabes se sont accordés, jeudi 9 août, au soir un délai supplémentaire de concertation avant l'ouverture officielle de leurs assises, reportées au vendredi 10 août.

LE CAIRE

de nos envoyés spéciaux

L'optimisme n'est pas de mise dans la capitale égyptienne, et c'est sans illusion sur leur capacité à faire reculer l'Irak que les délégués s'attellent à leur tâche. « *Ce sommet est le dernier appel à la raison que nous adressons à un frère égaré*, nous disait jeudi soir un officiel égyptien. *Devant la communauté internationale, notre opinion, notre conscience, nous pouvons dire que nous avons fait tout ce que nous avons pu, mais je ne vois pas de compromis.* »

Arrivée en fin d'après-midi dans un avion au nom évocateur de *Saladin*, le conquérant de Jérusalem – rappel appuyé au triomphe arabe sur l'Occident, – la délégation irakienne, trois vice-premiers ministres, MM. Taher Yassine Ramadan, Saadoun Hamadi et Tarek Aziz, a été suivie peu après par la délégation koweïtienne avec à sa tête l'émir Jaber. Reçu par le président Moubarak et le roi Hussein de Jordanie, M. Ramadan aurait déjà fait savoir que l'Irak contestait la présence de l'émir Jaber, le Koweït, aux yeux de Bagdad qui l'a annexé, appartenant au passé.

Le fait que l'Irak ait choisi le jour même de l'ouverture prévue de ce sommet pour annoncer la fermeture de toutes les représentations diplomatiques au Koweït est une preuve supplémentaire, s'il en fallait encore une, du refus total du président Saddam Hussein de faire marche arrière. On murmure d'ailleurs que la délégation irakienne aurait reçu avant son départ « *des consignes précises de n'accepter aucun recul* ». Dans ces conditions, on peut penser que les responsables irakiens présents au Caire chercheront avant tout à intimider les plus modérés ou leurs alliés, comme la Jordanie ou le Yémen, qui ont commencé à prendre leurs distances et à empêcher toute prise de position de la Ligue arabe à l'unanimité. Ce point de droit faisait d'ailleurs l'objet jeudi soir de multiples concertations entre ministres des affaires étrangères, qui cherchaient, avec l'aide d'une batterie d'experts juridiques, à trouver la parade à cette règle paralysante de la Ligue arabe.

Face à l'intransigeance irakienne et à la poursuite des préparatifs militaires dans le Golfe, que pouvaient décider les pays arabes ? C'est toute la question, mais déjà les concertations entre délégations tournaient autour de la recherche d'un plus petit dénominateur commun pour l'adoption, à la plus large majorité possible, d'une résolution qui ne pourra sans doute pas être contraignante tant les divergences demeurent, même face à l'application de la résolution 661 de l'ONU sur les sanctions. Le ton des pays du Golfe a en tout cas été donné jeudi par le roi Fahd d'Arabie saoudite qui, dans un message à son peuple, a qualifié « *l'invasion du Koweït de la pire invasion que la nation arabe ait jamais connue dans son histoire contemporaine* ». « *Tous les efforts de médiation, dont ceux de l'Arabie saoudite, ont été vains* », a souligné le roi, qui a rappelé son exigence « *du retrait des troupes irakiennes du Koweït et du retour de la famille Jaber El Sabah au pouvoir* ».

Justifiant la présence des troupes étrangères sur son sol, le souverain wahhabite a tenu à préciser qu'elle était la réponse à « *l'appel lancé aux pouvoirs arabes et amis* » mais que cette armada qui grossit de jour en jour « *n'était dirigée contre personne, qu'elle avait un objectif défensif et qu'elle se retirerait à sa demande* ».

La question de la constitution d'une force arabe commune préconisée par M. Moubarak fera sans doute l'objet d'un débat au cours de ce sommet, quoique l'unanimité ne règne pas là-dessus non plus et que nombre de pays se montreraient réticents à paraître appuyer l'intervention américaine. Cela d'autant plus que les mouvements populaires de soutien au président Saddam Hussein se développent dans les pays arabes, comme l'ont montré jeudi les manifestations qui ont eu lieu au Yémen contre l'ambassade d'Egypte notamment. Ou encore la démarche effectuée en Syrie par des parlementaires jordaniens venus réclamer à Damas (principal adversaire arabe de Bagdad et qui fait montre d'une grande prudence depuis le début de cette crise) l'ouverture du pipeline Irak-Méditerranée fermé par la Syrie après le début de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Contraints, cependant, au risque d'une démission complète et de la perte totale d'une crédibilité déjà largement entamée, d'adopter une position commune, les chefs d'Etat arabes vont devoir trancher entre la fermeté internationale, soutenue et réclamée par certains d'entre eux, et la crainte d'apparaître aux yeux de leur opinion soumis aux intérêts occidentaux. Pour atténuer ce dernier risque, les pays arabes pourraient mentionner que les résolutions des Nations unies devraient s'appliquer avec la même efficacité recherchée aujourd'hui, à l'égard de tout le monde, en particulier Israël.

ALEXANDRE BUCCIANTI et FRANÇOISE CHIPAUX

Les délégations

A l'exception de la Tunisie qui, à la surprise générale, avait demandé jeudi un report de quarante-huit heures de ce sommet, toutes les délégations, dont la plupart sont conduites par des rois ou présidents, sont arrivées au Caire. L'Algérie, la Libye, l'Egypte, le Soudan, la Jordanie, la Syrie, le Liban, l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis, le Yémen, Djibouti, sont représentés par leur chef d'Etat. L'OLP est représentée par M. Yasser Arafat. Outre la délégation irakienne conduite par le vice-premier ministre, M. Ramadan, la délégation marocaine est conduite par son premier ministre, M. Laraki, et trois Etats, la Mauritanie, la Somalie et Oman sont représentés au niveau ministériel.

M. Bush s'efforce de rassurer l'opinion américaine

WASHINGTON

correspondance

Mission accomplie : après avoir réagi avec une fermeté inattendue au coup de force irakien au Koweït en annonçant l'envoi de troupes américaines en Arabie saoudite, le président Bush a ostensiblement décidé, en dépit de la tension internationale, de prendre son congé annuel de trois semaines à la date prévue. Non sans s'être entouré de précautions, en quelque sorte, en annonçant avant son départ un renforcement du dispositif militaire américain qui pourrait prévoir, selon un porte-parole du Pentagone, le déploiement « *à long terme de 250 000 hommes* ». Au même moment, un haut responsable américain du département d'Etat, ayant demandé à conserver l'anonymat, indiquait que les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne envisageraient un blocus naval de l'Irak si les sanctions votées par l'ONU n'obtenaient pas très vite l'effet désiré. « *Dans l'éventualité d'une action navale*, devait ajouter le diplomate américain, *les Etats-Unis travailleront avec les Britanniques, qui ont des forces dans cette région, ainsi qu'avec les Français et d'autres qui pourraient se joindre à ces efforts* ».

Face à une pareille offensive diplomatique, tandis que les télévisions diffusent les premières images du départ des soldats, les vacances présidentielles ont fait froncer quelques sourcils, mais la Maison Blanche, après avoir mûrement réfléchi, estime que le départ du président, qui doit rejoindre vendredi 10 août sa famille dans sa maison de Kennebunkport (Maine), aura un bon effet sur l'opinion publique. « *Les Etats-Unis ne sont pas en guerre* », avait répété le président au cours de sa dernière conférence de presse.

Son éloignement stratégique de la capitale fédérale pour quelques semaines ne peut que confirmer ces déclarations et dissiper, espère-t-on, les craintes de ceux qui redoutent toujours que les Etats-Unis ne s'engagent dans une nouvelle guerre du Vietnam. Une impression que M. Fitzwater, le porte-parole de la Maison Blanche, s'est efforcé de confirmer, en déclarant que, « *les forces américaines n'étant pas engagées dans un conflit, il n'est pas nécessaire de suivre heure par heure, minute par minute, les événements* ». En partant en vacances, dit-on dans l'entourage de M. Bush, le président démontre également qu'il est sûr de lui et confiant quant à l'issue de la crise.

A condition toutefois, qu'il ne devienne pas « prisonnier » de sa décision, comme l'ancien président Jimmy Carter en 1980, qui, durant toute la campagne présidentielle, crut bien faire en ne quittant pas la Maison Blanche pour être « *solidaire* » des otages retenus à l'ambassade américaine à Téhéran. La tactique s'avéra désastreuse, et Jimmy Carter fut battu par Ronald Reagan.

81 % d'Américains approuvent le président

Néanmoins les spécialistes de la communication de la Maison Blanche sont conscients que l'image d'un président jouant au golf, engagé dans une partie de pêche ou une course de hors-bord pourrait avoir mauvais effet : ils prendront soin de sélectionner les photographies afin de le montrer surtout à sa table de travail. En 1983, au moment de l'affaire de l'avion coréen abattu par les chasseurs soviétiques, le président Reagan était revenu sur sa décision de ne pas interrompre ses vacances en Californie : les images de ses occupations contrastaient trop avec la vision des familles éplorées.

En attendant M. Bush semble avoir parfaitement réussi son opération auprès de l'opinon publique : selon plusieurs sondages, publiés jeudi 9 août par le *Washington Post*, la chaîne de télévision ABC ou le quotidien *USA Today* 75 % à 81 % des personnes interrogées approuvent sa décision d'envoyer les troupes en Arabie saoudite. Dans une proportion à peu près identique, elles estiment qu'il s'était montré aussi ferme que nécessaire dans son attitude à l'égard de l'Irak. Quant au *New York Times*, il félicite, jeudi dans ses colonnes, le président Bush d'avoir « *fait le bon choix dans la bonne voie* » pour sa politique concernant le Golfe, mais souligne que le succès dépend pour beaucoup de la participation militaire d'autres nations : « *Les Américains ne voudront pas payer le prix en Arabie saoudite indéfiniment si les autres se contentent d'encouragements sur les bas-côtés.* »

HENRI PIERRE

M. James Baker a voulu assurer Ankara du soutien occidental

Au cours des entretiens qu'il a eus, jeudi 9 août à Ankara, avec les dirigeants turcs, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a annoncé que le « gouvernement légitime » du Koweït avait offert des compensations à la Turquie pour les pertes causées par les sanctions économiques contre l'Irak. Il a d'autre part réaffirmé l'importance stratégique de la Turquie au sein de l'OTAN et exprimé la satisfaction de M. Bush face à la décision d'Ankara d'appliquer les mesures d'embargo.

ANKARA

de notre correspondante

Les bonnes paroles de M. Baker ont réjoui les Turcs qui, jusqu'à une période très récente encore, se plaignaient d'être oubliés par les pays occidentaux et avaient l'impression que les événements de l'Europe de l'Est avaient diminué leur importance au sein de l'OTAN. Mais, au vu de la tournure que prennent les événements dans le Golfe, la Turquie se sent de plus en plus exposée. Ni les compensations financières ni les assurances des Etats-Unis qui affirment que l'OTAN protégera ses alliés, ne peuvent dissiper le sentiment d'insécurité qui se développe en Turquie.

La Turquie craint d'avoir irrémédiablement compromis ses relations avec l'Irak et s'inquiète pour l'avenir. Faisant allusion aux dissensions entre l'Irak et la Turquie sur la question des eaux de l'Euphrate, Metim Munin écrivait jeudi dans le quotidien *Gunes* : « *Si Saddam n'est pas stoppé, la Turquie sera à la tête des pays qu'il attaquera. Or, Saddam avait besoin du pétrole koweïtien, demain il aura besoin de l'eau turque. Tout le monde sait que Saddam ne dit pas SVP.* »

« La guerre est à notre porte »

Face à cette menace, la Turquie a pris des dispositions de sécurité. Les forces aériennes ont été placées en état d'alerte partielle, les permissions ont été suspendues et plusieurs fonctionnaires rappelés à Ankara ont dû interrompre leurs vacances.

Le ministre de la défense a cependant démenti des rumeurs selon lesquelles des mouvements de troupes irakiennes en direction de la frontière turque avaient été observés par des camionneurs revenant d'Irak.

L'escalade des préparatifs militaires dans le Golfe inquiète sérieusement la Turquie. Le quotidien *Cumhuriyet* titrait jeudi « *La guerre est à notre porte* » et de nombreux commentaires indiquent que les Turcs commencent à trouver que le prix à payer pour obtenir l'amitié de l'Occident est très élevé.

La visite de M. Baker était donc attendue avec grand intérêt. La question que les Turcs attendaient concernant l'utilisation des bases de l'OTAN pour une éventuelle attaque contre l'Irak n'a apparemment pas été posée par le secrétaire d'Etat, mais des rapports citant un « *haut fonctionnaire américain* » affirmaient, peu après le départ de M. Baker, que les Etats-Unis avaient obtenu « *d'élargir l'usage des bases aériennes* » et que « *la coopération militaire et l'information entre les deux pays allaient être développées* ». Les mêmes sources révélaient qu'« *en cas de conflit, nous pourrons compter sur nos alliés les Turcs.* »

Compte tenu des circonstances, le président Ozal peut s'estimer satisfait. Il a apparemment convaincu les Etats-Unis et note que « *la Turquie ne pouvait pas offrir plus qu'elle n'avait déjà donné* ». Les détails de ses entretiens avec le secrétaire d'Etat n'ont pas été révélés, mais il semble que la Turquie ait décidé de ne pas se joindre à la force multinationale destinée à protéger l'Arabie saoudite.

Les Turcs ont prouvé, au cours des derniers jours, qu'ils avaient choisi le camp occidental. Mais, face à un voisin qui non seulement ne semble pas fléchir, malgré les condamnations du monde entier, et qui de surcroît menace d'utiliser ses armes chimiques, les Turcs, qui ne sont pas à l'abri des missiles à longue portée de Bagdad, ont de bonnes raisons de ne pas trop s'engager.

NICOLE POPE

Moscou se retranche derrière l'ONU

L'Union soviétique mise dans la crise du Golfe sur deux cartes : l'ONU et le monde arabe. Le Kremlin se déclare même prêt à examiner sa participation, le cas échéant, à une force militaire des Nations Unies.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Youri Gremitskikh, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a déclaré jeudi 9 août que « *si le Conseil de sécurité prenait une décision en faveur de l'envoi d'une force multinationale dans le Golfe, alors l'Union soviétique réexaminerai sa position* », qui est de ne pas participer à des actions militaires dans le Golfe. Mais le porte-parole ajoutait aussitôt qu'à « *l'étape actuelle, la question d'une participation soviétique ne se pose ni dans le cadre d'une force multinationale ni dans un blocus naval en dehors du cadre du Conseil de sécurité* ».

Une déclaration officielle soviétique rendue publique jeudi précise l'orientation de sa diplomatie : « *L'URSS est opposée aux paris sur la force et aux décisions unilatérales. L'expérience montre que le moyen le plus sûr d'agir dans des situations de conflit, ce sont les efforts collectifs, le plein usage des mécanismes de l'ONU.* »

Le document se garde bien cependant de porter un jugement sur l'envoi des troupes américaines en Arabie saoudite. Des commentaires autorisés de la presse soviétique ont cependant souligné à plusieurs reprises le côté hasardeux d'une telle démarche, en rappelant par exemple que quelques milliers de soldats américains ne feraient guère le poids actuellement face à un million d'hommes que compte l'armée irakienne...

Mais Moscou considère aussi qu'il revient en premier lieu aux pays arabes de manifester leur unité face à l'agression irakienne. « *Il nous semble que les efforts des pays arabes eux-mêmes pourraient jouer un rôle particulier pour empêcher que la situation actuelle dans le golfe Persique ne se transforme en un conflit militaire encore plus important.* » On attend par conséquent avec beaucoup d'intérêt au Kremlin les résultats du sommet des chefs d'Etat arabes au Caire.

Moscou doit constater enfin que tous ses efforts auprès de Saddam Hussein ne donnent aucun résultat et que Bagdad poursuit sa course en avant. « *Nous sommes contraints de reconnaître que l'Irak non seulement n'a pas retiré ses troupes du Koweït, mais a également déclaré l'annexion de fait de ce pays* », indique la déclaration.

Moscou, qui connaît de longue date la part d'imprévisible à attendre du président irakien, l'allié ombrageux d'hier, commence à s'inquiéter sérieusement de l'évacuation de ses citoyens, évalués à 8 000 en Irak et 900 au Koweït. Un amiral indiquait jeudi dans le quotidien de l'armée que la marine soviétique était d'ores et déjà prête à évacuer les ressortissants soviétiques, ainsi que d'autres étrangers. Rien n'indique encore que Saddam Hussein, qui vient de fermer les frontières de son pays, acceptera une telle opération. – *(Intérim.)*

Pékin « comprend les mesures défensives » prises par Ryad

PÉKIN

de notre correspondant

L'aggravation de la tension dans le Golfe a conduit la Chine à laisser entendre que les Etats-Unis ne rencontreraient pas des difficultés considérables de sa part en cas de conflit avec l'Irak. Cette prise de position constitue un renversement notable de l'approche que l'on voyait se dessiner à la fin de la semaine dernière de la part de Pékin, qui professe d'ordinaire une opposition catégorique aux interventions militaires extérieures dans les conflits régionaux.

Le premier ministre, M. Li Peng, était interrogé, mercredi 8 août à Djakarta, sur l'arrivée des renforts américains en Arabie saoudite. « *Par principe, nous ne sommes pas favorables à ce que les grandes puissances s'impliquent militairement, nous ne voulons pas voir la situation dans le Golfe se compliquer d'avantage. Toutefois, nous respectons et comprenons les mesures défensives adoptées par l'Arabie saoudite, Etat souverain, dans l'intérêt de sa propre sécurité* », a déclaré M. Li. Fait significatif, il a fallu plus de douze heures à l'agence Chine nouvelle pour obtenir l'imprimatur pour cette déclaration.

La formulation de la dépêche suggère que Pékin n'entretient plus guère d'espoir de voir se dessiner la « *solution interarabe* » que prônait encore dimanche le porte-parole du ministère des affaires étrangères. « *Nous maintenons que le conflit doit être réglé par une médiation de la Ligue arabe et du Conseil de coopération du Golfe* », a précisé, comme par acquit de conscience, M. Li avant de donner sa bénédiction à l'arrivée des forces américaines en Arabie saoudite.

Le fait que Washington ait obtenu l'accord préalable de Ryad préserve, aux yeux de la Chine, les formes diplomatiques d'une démonstration de force qu'elle en est venue, semble-t-il, à considérer comme nécessaire. Ce revirement s'explique à la fois par la position diplomatique de la Chine, sensiblement affaiblie depuis 1989, et par les arrière-pensées qu'on peut lui prêter, sous les grands principes tiers-mondistes dont elle aime à se draper, sur la santé de l'économie mondiale, dont elle est particulièrement dépendante : une récession générale jouerait contre ses propres plans de développement, la privant d'une grande partie des investissements qu'elle espère toujours obtenir.

La solidarité qui semble en voie de se renforcer de la part de Pékin avec la communauté internationale sur le conflit du Golfe entre également, selon toute vraisemblance, dans un calcul à court terme : en se rapprochant des Occidentaux, notamment par sa promesse de ne pas vendre d'armes à Bagdad, la Chine cherche à faire oublier la brouille qui a empoisonné ses relations avec eux depuis l'écrasement du « Printemps de Pékin » et à regagner un peu de son prestige ancien de nation responsable.

FRANCIS DERON

LA CRISE DU GOLFE

La déclaration du président de la République

M. Mitterrand : Paris réagirait militairement « à toute nouvelle agression »

Un responsable du département d'Etat américain a exprimé jeudi 9 août sa satisfaction après la décision prise par la France de participer à la défense du Golfe. *« Tous ceux qui veulent participer sont les bienvenus. Nous sommes heureux de la décision de la France »*, a-t-il déclaré.

Le porte-avions *Clemenceau*, escorté de plusieurs bâtiments, appareillera lundi pour le Golfe avec à son bord une unité de la Force d'action rapide comprenant environ 2 000 hommes et une quarantaine d'hélicoptères équipés de matériel anti-char. Ainsi en a décidé le conseil des ministres réuni exceptionnellement jeudi par M. Mitterrand qui a rendu compte lui-même de cette réunion en fin de journée.

« La menace s'étend aujourd'hui à d'autres pays » que le Koweït, a déclaré le président de la République pour expliquer cette initiative nouvelle, la première qui soit véritablement de nature militaire. Les bâtiments français qui se trouvent déjà dans la région ou à proximité n'ont en effet pour fonction que de faire respecter l'embargo décrété contre l'Irak par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Le problème posé par l'invasion et l'annexion du Koweït est de la compétence de l'ONU, a souligné M. Mitterrand, en souhaitant que cette dernière prenne davantage de responsabilités encore. Autrement dit, on est ferme sur l'embargo, on est prêt à participer à la mise en place d'un blocus, mais il n'est pas question de prendre l'initiative d'une intervention militaire pour libérer l'émirat.

En revanche, la France a fait sienne jeudi la position des Américains et des Britanniques en déclarant qu'elle riposterait militairement à toute agression irakienne contre un autre pays. C'est la fonction du *Clemenceau* qui devrait arriver à Suez en quatre jours environ et qui, précisait-on dans l'entourage du président, peut être opérationnel sans devoir s'approcher très près de la région de tension, c'est-à-dire sans se placer à portée des Exocet irakiens par exemple.

Ce faisant, Paris ne participe pourtant pas à la « force multinationale » proposée par M. George Bush. La France n'a reçu aucune demande en ce sens ni de l'Arabie saoudite, ni des Etats-Unis, *« même si telle ou telle conversation non officielle pouvait tendre à cette fin »*, a précisé M. Mitterrand : *« Vous nous voyez arriver avec un équipement militaire et nous installer alors qu'on ne nous l'a pas demandé ? »*

Les contacts se poursuivent avec les dirigeants arabes

Elle a été saisie en revanche de demande d'aide en matériel par Ryad et en techniciens par Abou Dabi, auxquelles elle entend répondre. Mais, et M. Mitterrand y a insisté, les moyens militaires français seront sous commandement français, pas américain, l'ordre de les faire intervenir s'il devait être donné le serait de Paris.

Ceci n'exclut pas une étroite coopération avec les forces américaines et britanniques à laquelle les militaires français sont maintenant très rôdés et qui ne nuit pas à l'efficacité. Cette indépendance de commandement des moyens militaires français, outre qu'elle obéit à la position traditionnelle de la France, a surtout une signification diplomatique : celle de faire comprendre aux pays arabes qu'il s'agit pour la France de défendre le droit et non de s'associer à une croisade de l'Occident contre le monde arabe avec lequel elle a des relations et des intérêts différents de ceux des Etats-Unis.

Le président de la République y a insisté : il souhaite que la solution à la crise soit trouvée entre Arabes. Il s'est entretenu personnellement avec les chefs d'Etat égyptien, saoudien, yéménite et les contacts se poursuivent entre Paris et d'autres dirigeants arabes. Le président ne l'a pas dit, mais M. Arafat devait être reçu à Paris jeudi et n'a annulé cette visite que pour se rendre au sommet du Caire, finalement retardé.

Enfin M. Mitterrand a déclaré que les ressortissants français au Koweït et en Irak *« peuvent être considérés comme prisonniers »*, dans la mesure où ils ne peuvent franchir les frontières et *« même s'ils ne sont pour l'instant soumis à aucune pression particulière, cela suffit pour que nous considérions que nous avons pour devoir de leur venir en aide »*. Il a précisé qu'ordre avait été donné aux navires français de se tenir prêts à toute mesure de rapatriement et que l'ensemble des moyens diplomatiques continueraient à être mis en œuvre.

CLAIRE TRÉAN

« La France souhaite que le problème soit réglé au sein de la communauté arabe »

Voici les principaux extraits de la déclaration faite jeudi 9 août par M. Mitterrand à l'issue du conseil restreint réuni à l'Elysée :

« La France entretient depuis longtemps d'amicales relations avec l'Irak. On sait qu'elle l'a aidé lors de la guerre contre l'Iran. Cela l'autorise d'autant plus à dire clairement qu'elle n'accepte ni l'agression contre le Koweït, ni l'annexion qui a suivi. Aussi a-t-elle décidé d'associer ses efforts à ceux des pays qui s'engagent pour le rétablissement du droit international violé par l'Irak.

» C'est pourquoi elle a voté les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et celles de la Communauté européenne et pris l'initiative de certaines d'entre elles. C'est pourquoi elle exécute sa part de l'embargo et des sanctions économiques actuellement mises en œuvre.

» C'est pourquoi, enfin, sa marine est présente dans la zone du Golfe, toujours en application de la décision des Nations unies, mais la menace s'étend aujourd'hui à d'autres pays de la région.

» Dans cette situation, la France a souhaité et continue de souhaiter que le problème ainsi posé soit réglé au sein de la communauté arabe. Si cela se révèle impossible, la France assumera ses propres responsabilités :

» 1°) en répondant positivement aux demandes qui lui ont été adressées par l'Arabie saoudite et d'autres Etats de la péninsule, concernant par exemple la livraison de matériel et l'envoi de techniciens sur place ;

» 2°) en renforçant dès maintenant ses moyens navals et aériens dans la même zone, de telle sorte qu'ils soient en mesure d'intervenir à tout moment là où cela serait jugé nécessaire, sur décision du président de la République.

» Enfin, bien entendu, c'est un autre sujet mais il est lié au précédent, la France apporte dans cette crise la plus vigilante attention au sort de ses ressortissants tant au Koweït qu'en Irak. Suivie jour après jour, leur situation ne comporte pas dans l'état présent d'éléments de pression physique ou de menaces à leur encontre. Ils n'en sont pas moins retenus dans l'un et l'autre de ces pays avec interdiction d'en sortir. Le caractère préoccupant de cet état de chose a conduit le gouvernement à donner ordre aux navires français de se tenir prêts à toutes mesures de rapatriement et l'ensemble des moyens diplomatiques continuera d'être mis en œuvre. »

En réponse aux questions, M. Mitterrand a ajouté notamment :

« Les navires qui seront envoyés sur mon ordre et sur celui du gouvernement seront ceux qui permettront l'emploi et de la marine et de l'aviation. Je pense en particulier aux hélicoptères. Ils arriveront sans mission préconçue et ils seront à nos ordres. Il est évident que toute aggravation de la situation ou toute agression nouvelle justifierait que des décisions fussent prises à partir d'ici et ce serait le cas.

» C'est de notre part une précaution parfaitement admissible par les pays arabes, qui savent bien que la France a toujours eu une position d'écoute et de compréhension à leur égard. Je ne pense donc pas que les mesures ainsi exprimées puissent en quoi que ce soit les froisser.

» Au moment de la guerre entre l'Irak et l'Iran, étant donné ce que pouvait représenter à l'époque de Khomeiny le mouvement intégriste musulman chiite venu d'Iran, il nous a semblé, à nous Français, et nous assumons parfaitement cette responsabilité, qu'il était indispensable de contribuer au barrage, pour éviter que ne soit enfoncé le monde arabe. Je ne le dissimule pas, c'était une nécessité.

Aujourd'hui, la guerre est terminée, même si la paix n'est pas conclue entre ces deux pays. Le rapport de forces semble s'être inversé. La menace contre un pays arabe est venue cette fois-ci d'un autre pays arabe. Il ne s'agit pas des mêmes pays, mais nous tenons le même raisonnement. »

Le porte-avions « Clemenceau » arrivera au large des côtes saoudiennes dans une quinzaine de jours

C'est une opération à la fois de dissuasion de l'armée irakienne, devant toute nouvelle agression dans le Golfe, et de protection des ressortissants étrangers, actuellement retenus en Irak et au Koweït, qu'ont mis en œuvre le gouvernement et l'état-major français. Le dispositif précis en a été annoncé vendredi 10 août par le ministère de la défense. Le *« renforcement »* de la présence militaire française dans le golfe Persique passe principalement par l'envoi du porte-avions *Clemenceau*, qui ne sera toutefois pas *« en zone »* avant une quinzaine de jours.

Fleuron de la Marine nationale, le *Clemenceau*, en service actif depuis 1961, est l'un des deux porte-avions français avec le *Foch*, le *Jeanne d'Arc* étant chargé de transporter seulement des hélicoptères. D'une longueur de 266 mètres (avec un pont d'envol de 258 mètres), il peut déplacer des charges d'un total de 35 000 tonnes : plus de 2 000 hommes et jusqu'à une quarantaine d'avions d'assaut et d'interception, Superétendard ou Crusader, monoréacteurs armés de roquettes, bombes, missiles et au besoin d'armes nucléaires, des Etendard IV P. destinés à la reconnaissance photographique et des Alizé modernes, avions de sûreté, mobilisés pour des opérations de recherche et de lutte anti-surface et anti-sous-marine.

Mais le *Clemenceau* peut également embarquer des appareils de la marine et jusqu'à une quarantaine d'hélicoptères de l'ALAT (Aviation légère de l'armée de terre) de type Puma, Gazelle ou Alouette. Pour sa nouvelle mission dans le golfe Persique, le *Clemenceau* appareillera avec des hélicoptères, capables d'intervenir par exemple pour protéger des forces françaises présentes dans la région et pour évacuer et rapatrier, dans les meilleures conditions, les ressortissants étrangers directement menacés.

Le temps de gréer les hélicoptères et de rappeler les permissionnaires, il faudra autour de soixante-douze heures au *Clemenceau*, encore basé à Toulon au moins jusqu'à dimanche, pour appareiller. Et là, contraint à des escales, la durée de la traversée jusqu'au Golfe sera de dix jours environ. Le porte-avions ne sera pas « sur zone » avant quinze jours.

Là, il rejoindra deux avisos qui croisent déjà dans la région du Golfe : le *Protet*, escorteur qui comprend à bord 160 hommes d'équipage et le *Commandant-Ducuing*, qui compte 110 hommes. Equipés de missiles anti-navires Exocet (Protet) et de missiles mer-mer 88 (*Commandant-Ducuing*), ces deux appareils font déjà partie du dispositif de la Marine nationale dans l'océan Indien.

Mais dès le 15 août, avant donc l'arrivée du *Clemenceau*, ils seront rejoints par la frégate *Dupleix*, actuellement en mer Rouge, un navire de 3 830 tonnes et 220 membres d'équipage, équipé de deux hélicoptères, armé aussi d'Exocet et de missiles antiaréiens Crotale. Le *Clemenceau* avait déjà participé notamment à l'opération Saphir dans l'océan Indien, qui avait précédé l'indépendance de Djibouti (1974). De même en 1984, avait-il effectué une mission de défense et de soutien aux forces françaises présentes au Liban pendant sept mois et coopéré à l'opération Prométée dans l'océan Indien en 1988 et 1989.

H. T.

M. Pasqua approuve le chef de l'Etat

Seul dirigeant de l'opposition à avoir réagi, vendredi matin 10 août, aux propos de M. François Mitterrand la veille, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a déclaré, sur Europe 1, qu'il s'agit d'une *« position d'attente »*. *« C'était l'attitude à avoir »*, a déclaré l'ancien ministre de l'intérieur, en ajoutant que, avant que le chef de l'Etat donne une conférence de presse impromptue, *« la question qui se posait était de savoir si le gouvernement avait une politique »*.

M. Pasqua a observé que les moyens militaires français envoyés vers le Golfe sont *« symboliques »*, mais qu'ils procèdent d'une *« nécessité »*. *« Je ne crois pas à un affrontement direct sur le terrain »*, a-t-il indiqué, après avoir souligné que *« le gouvernement irakien a d'autres visées que le Koweït »*, qui, selon lui, aura des difficultés à recouvrer son indépendance. *« A l'instabilité à l'Est s'ajoute l'instabilité au Sud*, a conclu M. Pasqua, *d'où la nécessité pour la France de renforcer son dispositif de défense »*.

Pour sa part, M. Balladur, député RPR de Paris, a estimé que les décisions prises par la France sont *« prudentes, mesurées et nécessaires »*. *« Nous sommes encore en phase de transition*, a déclaré, sur RTL, l'ancien ministre d'Etat. *« Les Etats-Unis n'ont pas pris de décision définitive*, a-t-il ajouté, *je ne vois pas pourquoi la France serait plus précise. »*

Pour M. Jean-Marie Daillet, député non inscrit de la Manche, vice-président de France unie, le mouvement de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, *« la gravité de la crise internationale doit unir les Français autour du président de la République et du premier ministre »*. Le Parti socialiste, *« qui soutient depuis le début des événements l'action du président de la République et du gouvernement »*, souhaite que l'ONU *« demeure maîtresse d'un processus conduisant au retour de la paix et au retrait des troupes irakiennes »*, a indiqué, jeudi, M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS. *« Les socialistes, attachés au respect de l'Etat de droit au sein de chaque pays, ont le même souci de la règle de droit international »*, a-t-il ajouté avant de résumer en ces termes la position française : *« Priorité à la concertation internationale, mais fermeté et disponibilité en toute hypothèse. »*

Rappelant que le Parti communiste est favorable à *« la mise en œuvre de la résolution de l'ONU »*, au *« règlement de ce problème au sein de la communauté arabe »* et *« contre de nouvelles mesures militaires »*, Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF, a indiqué que *« la déclaration du président de la République va dans ce sens »*. Cependant, dans l'éditorial de *l'Humanité* de vendredi, Arnaud Spire écrit : *« La France doit décider en toute indépendance de sa politique. On peut, donc, s'interroger sur l'opportunité de l'envoi par notre pays de renforts navals et aériens dans cette région. L'accumulation de moyens militaires dans une partie du globe aussi explosive ne peut qu'aggraver les risques d'extension du conflit. »*

LA CRISE DU GOLFE

Alors que s'accélère la fuite des capitaux

L'annexion du Koweït va obliger à une révision du dispositif sur le gel des avoirs de l'Emirat

Quelques jours après l'entrée en vigueur du gel des avoirs koweïtiens et irakiens dans les principaux pays occidentaux, les autorités monétaires des différents Etats ont procédé à des mesures d'assouplissement afin de permettre la gestion des capitaux et d'assurer les dépenses matérielles des personnes originaires du Koweït ou de l'Irak. Même considérée comme *« nulle et non avenue »* par l'ONU, la fusion des deux Etats, annoncée le 9 août, va rendre rapidement nécessaire une révision complète du dispositif.

Un Koweïtien résidant à Cannes peut-il venir à Paris et avoir accès à son coffre-fort ouvert dans une grande banque de la capitale quelques années auparavant? Tel est le genre de questions que se posent les banques françaises depuis quelques jours après l'annonce du gel des avoirs irakiens et koweïtiens.

L'objectif du gel est clair. Il s'agit d'éviter que les avoirs koweïtiens – estimés à 100 milliards de dollars au moins dans le monde – soient récupérés par les Irakiens. Il faut donc protéger les avoirs, des uns et empêcher l'utilisation des fonds par les autres.

Pour l'instant, il ne fait pas de doute que ce gel est efficace. *« A l'heure où nous parlons, il y a des gens qui phosporent sur les moyens de trouver des canaux »* de transmission des fonds à l'Irak, ironise un banquier suisse. Selon lui, le blanchiment des avoirs koweïtiens ne serait pas une mince affaire, car ces capitaux sont désormais surveillés étroitement par les gouvernements occidentaux. Même dans les centres financiers off shore, comme les célèbres îles Caïman, la plupart des banques sont originaires de grands pays étrangers. Elles doivent rendre compte à leur maison mère et sont donc peu susceptibles d'accepter des transferts de capitaux koweïtiens vers l'Irak.

Il reste quelques pays isolés qui n'ont ni condamné l'invasion irakienne, ni gelé les avoirs koweïtiens (Cuba, le Yémen...). Mais le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne disposent pas de centres financiers très développés.

Ainsi, à moins d'acheminer en Irak des valises de billets qui auraient pu passer au travers du filet de protection des gouvernements occidentaux, il y a peu de risque que Bagdad puisse pour l'instant mettre la main sur la cassette koweïtienne. Encore faut-il permettre aux capitaux koweïtiens de fructifier, et aux personnes originaires de ce pays de faire face à leurs dépenses courantes. Car si la protection est jugée nécessaire, les avoirs koweïtiens ne peuvent pour autant être immobilisés durablement.

Les interrogations des banquiers français

Ainsi, la banque d'Angleterre a-t-elle décidé mardi 7 août que le Koweit Investment Office (KIO), la principale arme financière de l'émirat (elle gère près de 50 milliards de dollars), pourrait continuer à gérer son portefeuille. La banque centrale britannique a publié une liste détaillée des opérations autorisées et de celles soumises au gel. Les Koweïtiens résidant en Grande-Bretagne peuvent retirer de l'argent pour assurer leurs dépenses courantes, et les entreprises sont autorisées à verser les salaires de leur personnel. La United Bank of Koweit, implantée à Londres et spécialisée dans les prêts hypothécaires, peut ainsi poursuivre ses activités normales, étant considérée comme un établissement de droit britannique. Seuls ses clients irakiens sont pénalisés.

De même, les Pays-Bas ont annoncé le 8 août l'exemption du gel des avoirs de la filiale à Rotterdam de la compagnie Kuwait Petroleum (Q-8) afin qu'elle puisse poursuivre son fonctionnement. Elle n'est cependant pas autorisée à mener des transactions directes ou indirectes avec le Koweït.

Au Japon, la situation est simple puique les banques sont invitées à « autolimiter » les transactions. On murmure qu'à Tokyo les tergiversations sur la mise en place des *« mesures conservatoires »* ont permis certaines transactions sur les avoirs koweïtiens au Japon, dans la panique de la Bourse de vendredi dernier.

Les banquiers français s'interrogent pour leur part encore sur les détails de la mise en application du gel. Une réunion sur le sujet s'est tenue mercredi 8 août à l'Association française des banques (AFB). Ce que les banques souhaitent obtenir, c'est une définition précise des investissements d'origine irakienne ou koweïtienne.

L'arrêté du 4 août les définit entre autres par la notion *« d'influence déterminante »*. Mais que signifie exactement cette expression? Les Etats-Unis ont établi une liste précise des institutions contrôlées directement ou indirectement par l'un des deux pays.

Les banquiers aimeraient que les autorités françaises en fassent de même à Paris, même si les montants qu'ils gèrent sont beaucoup plus faibles. En raison de la disparition du contrôle des changes en France, la Banque de France a supprimé sa direction de la réglementation des changes, et c'est le Trésor qui aide les banques à définir les modalités d'application.

En attendant, conformément à l'arrêté du 4 août, les nationaux koweïtiens et irakiens en France peuvent réaliser des opérations de débit dans la limite d'un montant cumulé d'un million de francs, et régler leurs dépenses courantes assorties de justificatifs. De quoi leur permettre d'assurer leurs dépenses matérielles. Et d'accéder à leur coffre-fort, s'ils le souhaitent.

A qui appartient l'argent ?

Mais le temps que les derniers ajustements soient réalisés, le dispositif pourrait bien être à revoir entièrement. L'annexion du Koweït par l'Irak brouille le jeu, car elle modifie le concept de propriété des actifs. Même si les Etats occidentaux ne reconnaissent pas la fusion des Etats, le KIO, par exemple, pourrait passer sous contrôle irakien. Il est alors douteux que la Banque d'Angleterre lui laisse la liberté actuelle de gestion de ses actifs. Certains suggèrent la constitution rapide d'un gouvernement koweïtien en exil, dont le bilan financier serait clairement déterminé.

Au-delà, les banques occidentales commencent à recevoir des flux de capitaux en provenance de l'ensemble des pays du Golfe. Le pillage de la banque centrale koweïtienne auquel ont procédé les Irakiens provoque de vives inquiétudes dans les émirats et une fuite des capitaux en direction de places financières plus sûres.

FRANÇOISE LAZARE

Le butin de Saddam Hussein

En annexant le Koweït, Bagdad réalise un immense gain stratégique, économique et financier. Avec 3,3 millions de barils par jour produits par l'Irak, et 1,5 million extraits au Koweït, l'annexion permet au président Saddam Hussein de contrôler plus de 20 % de la production de pétrole de l'OPEP. Ses réserves pétrolières, passant de 100 milliards à près de 200 milliards de barils, le placent au second rang dans le monde, derrière l'Arabie saoudite.

Le Koweït détient au moins 100 milliards de dollars d'actifs placés à l'étranger. S'il pouvait mettre la main dessus – la plupart de ces fonds sont actuellement gelés dans les pays occidentaux – le président irakien aurait largement de quoi rembourser la dette extérieure du pays (estimée à 70 milliards de dollars), si du moins il avait l'intention de le faire. Ou encore financer dix années de déficit de sa balance des paiements. Ces 100 milliards de dollars équivalent par ailleurs à près de quinze ans de recettes pétrolières irakiennes, à leur niveau actuel.

L'annexion du Koweït ne permet pas en revanche à l'Irak, sinon en termes financiers, de résoudre son problème économique le plus pressant : son déficit agricole, qui le contraint à réaliser chaque année d'importantes importations de produits alimentaires.

Sa population de 17 millions de personnes, dont la moitié est employée dans l'agriculture, croît de plus de 3 % par an . Avec leur revenu annuel par habitant de plus de 13 000 dollars, les deux millions d'habitants du Koweït n'ont jamais rencontré de difficultés pour financer leurs besoins alimentaires. L'armada du cheikh Jaber, l'émir du Koweït, n'a jamais été considérée comme très importante. Mais pour le numéro un de Bagdad, dont la boulimie en matière d'armement n'est plus à prouver – n'aurait-il pas, selon certaines sources, près d'un millier d'Exocet à sa disposition, – elle n'est pas pour autant négligeable.

En contrôlant le Koweït, Saddam Hussein s'empare d'une armée estimée à 20 300 hommes, et d'un arsenal qui vaut surtout par sa qualité, plus que par son importance numérique . Tombent ainsi sous la coupe des forces armées irakiennes, entre autres, 275 chars (des Vickers, Centurion et Chieftain britanniques), une douzaine de lance-missiles sol-sol FROG-7 (URSS), et 200 postes lance-missiles Vigilant (Grande-Bretagne) .

Le butin « maritime » est constitué de 8 patrouilleurs lance-missiles Lürssen d'origine ouest-allemande. Du côté aérien enfin, les Irakiens récupèrent 27 avions d'attaque au sol Skyhawk américains (qui devaient prochainement être remplacés par des F-18).

Pour ce qui concerne le matériel uniquement français, le régime de Bagdad fait également une bonne opération. Il met la main sur 42 Mirage-F1 de défense aérienne, 12 hélicoptères Gazelle équipés de missiles HOT, 16 Puma armés d'Exocet, 40 blindés AMX Mk F3 équipés de canons de 155 mm, 40 mortiers Brandt de 120 mm, et 20 postes de tir de missiles HOT.

Mais Saddam Hussein fait surtout une excellente affaire au plan stratégique en récupérant les îles de Bubyane et Warba, qu'il convoitait depuis toujours. Grâce à celles-ci, il bénéficie désormais d'une extraordinaire position sur le golfe Persique.

Pour « donner aux marchés un message de sang-froid »

M. Delors demande une réunion des ministres des finances des sept grands pays industrialisés

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a déclaré qu'il serait utile que les ministres de l'économie et des finances des grands pays industrialisés se réunissent *« dans quelques jours »* au sein du groupe des Sept (le G 7) pour harmoniser leurs réactions face à la situation nouvelle créée par l'invasion irakienne (1). Interrogé mercredi soir 8 août sur Europe 1, M. Delors a déclaré qu'il fallait *« donner aux marchés un message de sang-froid et de force tranquille »*.

Le président de la Commission a ajouté : *« Il serait, par exemple, absolument mauvais que certains pays se mettent à augmenter leurs taux d'intérêt sans se concerter avec les autres (...). Si on utilise trop l'arme des taux d'intérêt, on va affoler les marchés boursiers, provoquer une baisse des actions et surtout une baisse des obligations, ce qui rendrait très difficile le financement de l'économie mondiale. Il faut que les pouvoirs publics apparaissent comme restant maîtres de la situation en dépit des risques et qu'ils mettent au point une politique qui évite la spéculation, les hausses de prix abusives, les anticipations malfaisantes, et qui permette de passer ce mauvais cap »*.

Le gouvernement français n'a pas officiellement réagi tandis que d'autres gouvernements (ceux de Bonn et de Tokyo) faisaient savoir qu'aucune réunion anticipée du G 7 n'était actuellement envisagée avant celle, traditionnelle, de septembre à Washington.

(1) Le G 7 comprend les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la France, la RFA, la Grande-Bretagne et l'Italie.

□ **RECTIFICATIF** : un morceau de phrase a disparu dans l'article intitulé « La métamorphose de M. Bush » *(le Monde* du 9 août), faussant la lecture du paragraphe consacré à l'augmentation des impôts américains. Il fallait lire : *« contraint par l'accumulation des déficits et en dépit de la menace d'une récession (..) George Bush va devoir renier ses promesses : les impôts vont bel et bien augmenter »*.





Israël sur le qui-vive

Suite de la première page

Mais flotte au fil des conversations un mélange d'angoisse, d'attente, d'inquiétude, que résume une seule question : *« Vous croyez qu'il va y avoir la guerre ? »*

Toutes les heures, en voiture, chez les commerçants, à la maison, on tourne nerveusement le bouton de la radio : *« hadashot »*, les « nouvelles ». L'auditeur est soumis jour et nuit à un déluge de commentaires, opinions, mises en garde terrifiantes ou propos plus apaisants. A 15 heures, c'est le « point de vue » du vice-ministre des affaires étrangères, M. Benyamin Netanyahu – un profil bagarreur –, qui *« estime »* qu'il faut s'attendre à tout, compte tenu de la nature du régime irakien; un peu plus tard, c'est le travailliste Itzhak Rabin, ancien ministre de la défense et le plus consulté des médias, qui juge plus plausible une longue et éprouvante guerre des nerfs avec Saddam Hussein. Le baromètre du moral du pays enregistre des mouvements brutaux : ce matin du jeudi 9 août, le ton général était pessimiste ; le soir, il sera plus serein.

Ne pas céder à la panique

Aucune disposition de sécurité particulière n'est visible; aucun conseil n'a été donné à la population. Les autorités ont très vite perçu l'onde d'inquiétude qui traversait le pays et se sont efforcées d'y répondre en jouant sur un registre délicat : ne pas nier que la situation est *« sérieuse »*, mais ne pas céder à la panique; témoigner fermeté et confiance, mais ne rien faire qui puisse donner prétexte à Saddam Hussein pour impliquer l'Etat hébreu dans le conflit. Entre Israël et l'Irak, la guerre psychologique a commencé.

Dans un message à la nation, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a déclaré : *« L'Etat d'Israël est aujourd'hui confronté à une menace pour sa sécurité (...) mais il n'a pas les mains vides (...) et quiconque envisagerait de l'attaquer doit savoir qu'Israël a la capacité, la force et la volonté de défendre sa sécurité, et doit aussi savoir qu'une telle attaque provoquerait une catastrophe pour son auteur. »* Vient ensuite une double remarque, sous forme d'assurance et de mise en garde : *« Israël n'a aucunement l'intention d'attaquer un de ses voisins* (mais) *ses forces de défense et de sécurité sont en alerte pour prévenir tout danger à la paix de la nation. »* Dans l'après-midi, Israël a procédé à un tir d'essai du missile antimissile Arrow – une manière de rappeler une certaine capacité technologique *(voir encadré)*.

Au fil des heures, M. Shamir précise et « muscle » ses avertissements : *« L'armée est prête à repousser toute menace*, dit-il; *j'aimerais être sûr que Saddam comprend bien que toute tentative de s'en prendre à nous lui coûtera cher – à lui et à son armée. »* Le ton n'est pas moins ferme à l'égard de la Jordanie dont on redoute qu'elle laisse entrer des troupes irakiennes sur son territoire, ce qui, pour Israël, serait un *casus belli*. *« Nous attendons du royaume de Jordanie*, dit M. Shamir, *qu'il se conduise de manière responsable et prudente et qu'il ne suive pas aveuglément le dangereux aventurisme de son voisin de l'Est. »*

Bagdad tenté de provoquer l'escalade ?

En fin de journée, les principaux dirigeants du pays ont mené une action coordonnée pour rassurer la population et minimiser les risques d'une attaque aux missiles. Quand on lui demande pourquoi il n'a pas encore ordonné la distribution de masques à gaz si la menace est si sérieuse qu'on le dit, M. Shamir répond : *« Tout sera décidé en temps voulu. »* Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, est un peu plus explicite : *« Point n'est besoin de procéder encore à une telle distribution »*. L'invité du journal télévisé est le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, qui explique, en gros, que distribuer des masques serait *« céder à l'hystérie »*, d'une part, et ferait inutilement monter la tension en adressant le mauvais message à l'Irak – un message qui confirmerait précisément qu'Israël s'apprête à être mêlé au conflit, comme l'affirme Bagdad, alors que le général Shomron réitère que l'Etat hébreu entend se tenir le plus éloigné possible de cette affaire.

Milieux autorisés et commentateurs de presse font la même analyse des raisons qui ont poussé l'Irak à « mouiller » l'Etat hébreu dans la crise du Golfe en inventant une fantaisiste participation de forces israéliennes au dispositif américain déployé en Arabie saoudite. L'explication tourne autour de deux thèmes. Dans la perspective du sommet arabe du Caire, la carte de la surenchère anti-israélienne est toujours payante et de nature à recréer une solidarité autour de l'Irak : *« Acculé à une situation difficile, Saddam Hussein veut transformer un conflit entre l'Irak et le reste du monde en un conflit entre le monde arabe et Israël. »* La manœuvre vise aussi les Etats-Unis et est pour l'Irak une manière de dire à Washington : si les forces américaines nous attaquent, nous répliquerons sur Israël, votre allié, et étendrons ainsi le conflit.

Le dos au mur, le président irakien peut avoir la tentation de provoquer l'escalade. *« Alors*, explique un expert, *tout est possible de la part d'un homme qui a toujours mis ses menaces à exécution »* : un seul tir de missile sur une ville israélienne pourrait entraîner l'Etat hébreu dans la guerre. Et obliger le monde arabe, même à contrecœur, à se ranger derrière l'Irak.

ALAIN FRACHON

Le tir d'essai du missile Arrow

Une opération de dissuasion ?

L'armée israélienne a procédé, jeudi 9 août, au tir d'essai d'un missile antimissile Arrow. Cette opération, qui relève peut-être de la dissuasion psychologique, n'a strictement aucune signification militaire immédiate.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Si les Israéliens souhaitaient faire état de leur capacité technique à l'intention de l'Irak, le moment était sans doute bien choisi, encore que depuis plusieurs semaines les responsables du projet attendaient les conditions optimales pour tenter cet essai. Il s'agit d'une « première » venant conclure la phase initiale d'un programme israélo-américain qui, en tout état de cause, ne débouchera pas avant cinq ans au moins sur la mise en service d'un véritable système de défense antimissile.

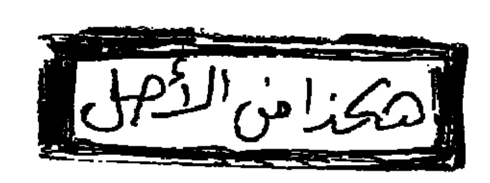
Tiré à partir du sol, cet intercepteur de missiles en vol, filant à la vitesse de Mach 10, devrait être capable de protéger une zone de près de 100 kilomètres. Le seul système d'interception de missiles sol-sol aujourd'hui opérationnel est le Patriot, un système américain. A l'origine destiné à intercepter des avions, c'est un engin qui a été adapté à la lutte contre les missiles. Mais le rayon de protection assuré par le Patriot ne dépasse pas les 10 kilomètres, ce qui limite son emploi à la défense de bases ou d'aéroports et expliquerait le choix de l'état-major israélien en faveur du Arrow. L'essai a eu lieu en début d'après-midi et s'est déroulé avec succès, ont dit les responsables, ajoutant que le missile avait été détruit en fin de course comme prévu.

Le système Arrow a été conçu dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (SDI) lancée en 1983 par le président Ronald Reagan afin de doter les Etats-Unis d'un bouclier antimissile. Ce programme, dit de la « guerre des étoiles », a, depuis, été victime de nombreuses coupes budgétaires. Le gouvernement américain semble, cependant, décidé à continuer à financer à 80 % le projet Arrow – confié depuis le début à l'industrie israélienne – dont la première phase a déjà représenté une dépense de près de 160 millions de dollars.

Le chef de l'aviation, le général Abraham Bin Nun, a déclaré que le Arrow devait constituer la réponse israélienne à l'arsenal de missiles irakiens. L'Irak dispose d'au moins deux types de missiles balistiques : le Al Hussein (650 kilomètres de portée) et le Al Abbas (900 kilomètres), déjà employés contre plusieurs villes iraniennes durant la guerre entre l'Irak et l'Iran. Une batterie de ces engins serait déployée dans le nord-ouest de l'Irak, menaçant les villes de la côte israélienne.

A la dissuasion passive que constitue – ou constituera un jour – le Arrow s'ajoute un élément de dissuasion « active » : la possession par Israël de fusées « Jericho » capables de frapper à longue portée.

Al. F.



AFRIQUE

LIBÉRIA : la guerre civile

Les rebelles ont attaqué les ambassades de Guinée et du Nigéria

L'ensemble des «casques bleus» ouest-africains, venant de quatre pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), participant à la force d'interposition au Libéria, sont censés se regrouper à Freetown, capitale de la Sierra-Leone. On ignore encore la date d'intervention du contingent ouest-africain.

Pendant ce temps, à Monrovia, les hommes du chef rebelle Charles Taylor poursuivent leur progression à l'est de la ville. Ils se trouveraient actuellement à moins de deux kilomètres du palais-forteresse où le président Samuel Doe est réfugié. Les rebelles menés par Prince Johnson, le principal rival de Charles Taylor, ont également progressé vers le refuge présidentiel, avançant par le nord. Ainsi encerclé, Samuel Doe, protégé par quelque cinq cents soldats fidèles, ne contrôle plus que deux kilomètres carrés du pays.

La mise à sac de l'ambassade du Nigéria, mercredi 8 août, par les troupes de Charles Taylor a été confirmée par des sources diplomatiques à Abidjan, en Côte-d'Ivoire. Près de mille cinq cents Nigérians s'étaient réfugiés à l'intérieur de l'ambassade et un nombre *«important»* d'entre eux auraient été emmenés en otages par les hommes de Taylor. Le gouvernement militaire nigérian a d'ores et déjà averti qu'il tiendrait le mouvement de Charles Taylor pour responsable de ce qui pourrait advenir de ces otages.

Autre ambassade – visée par le Front national patriotique du Libéria (NPFL) : celle de Guinée. Plusieurs centaines de personnes y avaient cherché asile. Selon certaines sources, une femme, probablement guinéenne, a été tuée lors de l'attaque de l'ambassade, le 9 août.

Les jours semblent désormais comptés pour le «chef de l'Etat» libérien et la bataille de Monrovia s'annonce sanglante. Un porte-parole du président Samuel Doe a annoncé que les marines américains avaient tenté, jeudi 9 août, d'assassiner ce dernier. Les marines auraient attaqué par hélicoptère et tiré, avec un fusil à lunette, sans toutefois atteindre leur cible. Lors de l'attaque, un conseiller du président Doe, Isaac Nyaplu, aurait été blessé à la poitrine et au cou. Cette accusation, retransmise par la BBC, a été fermement démentie par Washington. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Percée sanglante vers Monrovia

Suite de la première page

En quelques jours, les rebelles ont fait une percée de 3 à 4 kilomètres. L'avancée est énorme. L'erreur stratégique aussi : les hommes de Taylor sont partis, bille en tête, sans assurer leurs arrières. Il ne leur reste plus qu'à faire demi-tour, en évitant les embuscades... A la tombée de la nuit, ils avaient rejoint Paynesville : retour à la case départ, mais sains et saufs, et le moral regonflé par cette percée exceptionnelle.

Apparemment, Charles Taylor a décidé de jouer son va-tout. Il lui reste à peine plus d'une semaine pour en finir. Il lui faut parvenir au palais présidentiel avant l'intervention des troupes de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cet assaut est celui de la dernière chance. Depuis quelques jours, le chef de la rébellion recrute à tout va. Et, le jeudi 9 août, les positions délimitées la veille sont à nouveau investies.

Cette fois, le NPLF s'intéresse aux civils. Et notamment aux Guinéens réfugiés dans leur ambassade. Les rebelles sautent le mur, agressifs envers ces gens qui, selon eux, représentent la force d'intervention censée poser le pied au Libéria. Quelques heures plus tard, un témoin les verra exécuter une femme et son bébé, en fuite au milieu de centaines de Guinéens.

«Un Libérien esclave d'un Nigérian ? jamais !»

Les Libériens n'échappent pas non plus à leur loi : comme d'habitude, les mollets des hommes sont systématiquement inspectés. La moindre marque qu'aurait pu laisser des rangers... et c'est la mort, sur le champ. Les soldats du président Samuel Doe ne sont-ils pas les seuls à porter des rangers ? Un «mauvais» accent, le sort est identique : il suffit de ne pas parler le même dialecte que les rebelles pour mourir.

Drôle de guerre. Ce ne sont pas deux armées qui se font face, mais des bandes : d'un côté, des petits groupes de soldats gouvernementaux aux abois, qui n'ont plus ni vivres ni munitions ; de l'autre, une horde de paysans illettrés, sans formation militaire, sans coordination. Les blessés sont rares. Les victimes ne sont ni d'un camp ni de l'autre, ce sont simplement des civils : les rebelles exécutent tous ceux qu'ils soupçonnent être issus de l'ethnie du président, les Krahns ; les loyalistes massacrent les Ghios et les Manos, qui appartiennent aux mêmes tribus que les hommes du NPLF. L'ensemble de la population est maintenant sur les routes, exposé à tous les dangers de la guerre, mais aussi aux risques de famine et d'épidémies. Tous les Libériens sont menacés.

A écouter les rodomontades de Charles Taylor, cela aurait pu être pire : *«On aurait pu lâcher des bombes sur Monrovia, on ne l'a pas fait parce qu'on vous aime !»*, clamait-il, le 7 août, devant des dizaines de milliers de réfugiés, rassemblés devant l'université de Fendell. *«Un Nigérian qui fera esclave un Libérien, jamais !»* avait-il encore lancé, affolé à l'idée d'une intervention de la CEDEAO : *«Oubliez Charles Taylor, je ne suis que l'instrument par lequel vous vous battez. Si je meurs, battez-vous, ne laissez personne venir ici !»* Et de poursuivre, à propos des Nigérians et des Guinéens : *«Ils ont ruiné leurs pays, ils veulent ruiner le nôtre, que le diable les emporte !»*

Aux premiers rangs de la manifestation, quelques milliers de Ghios et de Manos étaient venus hurler leur foi en Taylor et leur haine des «étrangers». Derrière, comme un seul homme, des milliers d'autres criaient aussi : tous ceux auxquels on avait promis du riz... Sur les côtés, quelques Nigérians et Guinéens terrorisés réussissaient à faire passer un petit mot aux journalistes : *«Ils vont nous tuer, comment leur échapper ?»*

MARIE-PIERRE SUBTIL

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : trente-trois morts au cours d'émeutes à Port-Elizabeth.** – Le gouvernement sud-africain a annoncé, jeudi 9 août, l'envoi de soldats et de policiers en renfort à Port-Elizabeth, où trente-trois personnes ont été tuées en trois jours d'émeutes provoquées par des hausses de loyers. Selon des habitants, de nombreux partisans du Congrès national africain (ANC, anti-apartheid) ont également pris part aux violences pour manifester leur hostilité aux députés élus à la Chambre métisse du Parlement sud-africain.

□ **NIGÉRIA : hécatombe dans les prisons.** – Environ quatre cent cinquante prisonniers ont trouvé la mort au cours du premier semestre 1990, selon le quotidien gouvernemental *Daily Sketch*, citant le ministre de l'intérieur. L'absence de soins élémentaires, la mauvaise nourriture et le surpeuplement sont les causes essentielles du taux de mortalité dans les prisons. *(AFP.)*

□ **TRINITE-ET-TOBAGO : cent quatorze rebelles musulmans inculpés pour *«trahison»* et assassinat.** – Cent quatorze rebelles musulmans qui avaient participé, le 27 juillet dernier, à une sanglante tentative de coup d'Etat à Trinité-et-Tobago ont été inculpés jeudi 9 août de *«trahison et d'assassinat»*. Ils risquent la pendaison. – *(AFP.)*

□ **NICARAGUA : destitution du commandant en chef de l'aviation.** – Le commandant en chef de l'armée de l'air nicaraguayenne, le colonel Javier Pichardo, a été destitué, jeudi 9 août, par le chef de l'Armée populaire sandiniste (EPS), le général Humberto Ortega. Le colonel Pichardo ferait apparemment parti d'un groupe d'officiers ayant manifesté son mécontentement sur la façon dont la réorganisation de l'armée est actuellement menée et sur le *«style de vie»* du général Ortega et de plusieurs officiers de l'état-major. – *(AFP.)*

EUROPE

L'été fou de Sofia

La rue a pris le relais des urnes en Bulgarie
Les communistes sont fortement ébranlés, mais l'opposition risque gros

Qui a dit que l'on s'ennuyait en Bulgarie ? L'Occident avait un peu hâtivement, après les élections de juin, rangé ce pays à l'histoire pourtant bien remuante parmi ceux où le totalitarisme ne se couche jamais. Les dernières semaines ont prouvé le contraire : au soleil de juillet, Sofia a enfin eu « son » printemps, un printemps plein de fraîcheur, d'humour, de drames et de rebondissements.

L'ancien Parti communiste, rebaptisé socialiste (PSB) et vainqueur des élections, a perdu l'initiative et un président de la République dans les allées des « cités de la vérité », ces campings de la contestation qui ont poussé comme des champignons en plein cœur de la capitale et de neuf autres villes bulgares.

Début août, il ne reste de la « cité de la vérité » de Sofia, de ses cent cinquante tentes et de ses dix maires tournants qu'une présence symbolique. Les contestataires ont accepté de se retirer *« pour le moment »* : leur village improvisé, un brin envahissant, empêchait le nouveau président de la République, M. Jeliou Jelev, ex-chef de l'opposition, d'accéder à son bureau du Conseil de l'Etat, dans la Mercedes blindée jadis utilisée par le dictateur Todor Jivkov.

Entre le second tour des élections législatives et l'élection de M. Jelev par le Parlement, le 1er août, six semaines se sont écoulées, chacune faisant vaciller un peu plus l'autorité du PSB, déjà érodée par le score non négligeable – 36 % des voix dans l'ensemble du pays, 54 % à Sofia – du mouvement de M. Jelev, l'Union des forces démocratiques (UFD) au scrutin de juin.

La cité de la vérité

Les urnes n'avaient pas suffi, la rue a pris le relais. Et cet été fou a vu se succéder, en cascade, plus d'événements politiques que le pays n'en avait connus en quarante ans. Subrepticement, les étudiants et enseignants qui occupaient l'université de Sofia depuis le 12 juin se sont déplacés vers la rue. C'est ainsi qu'est née la cité de la vérité, sur l'immense place qui borde le bâtiment de l'ex-comité central du PCB, connu à Sofia sous le nom de « maison du parti ».

Artistes, poètes de tout poil, sexagénaires en mal de Mai 68 se sont peu à peu joints à l'étonnant village et à ses fantaisies. La cité avait ses règles de démocratie interne, son « hôpital », ses prêtres et ses séances de baptêmes collectifs, sa « rue de la fin du communisme » et son « allée des provocateurs ». On y avait même installé une « poubelle de l'histoire », où furent déversés allègrement cartes du parti, bustes de Lénine et toutes sortes de déchets, rouges de préférence.

La cité avait aussi ses revendications : démission du chef de l'Etat, M. Petar Mladenov, et du directeur de la télévision, M. Pissarev, ainsi que celle du premier ministre, M. Loukanov, du ministre de l'intérieur, M. Semerdjiev, et de celui de la défense, M. Djourov ; une date pour le procès de M. Jivkov, le limogeage des députés liés aux abus de l'ancien régime...

Exit Dimitrov

Le 6 juillet tombe la première tête, et pas n'importe laquelle : celle du président, M. Mladenov, ex-ministre des affaires étrangères de M. Jivkov. Le directeur de la télévision, lui aussi, démissionne. Les jours suivants, au cours d'une réunion de crise, le conseil suprême du PSB se rend à l'évidence : il s'est laissé ravir l'initiative politique. Le chef du parti, Alexandre Lilov, offre de démissionner ; on le laisse en sursis jusqu'à octobre, date à laquelle sera convoqué un congrès extraordinaire (le deuxième en un an). La scission se profile entre réformateurs et conservateurs. Le premier ministre, M. Andreï Loukanov, se bat comme un lion pour ce congrès extraordinaire, dans lequel il voit la seule chance de réaliser son rêve, devenir le chef d'un parti social-démocrate.

Pour l'heure, un autre vestige du communisme est en péril. Trônant depuis 1949 dans son mausolée, le corps embaumé de Gueorgui Dimitrov, père du régime communiste bulgare, ancien président du Komintern, devient un peu embarrassant. Ses nouveaux voisins, les habitants de la « cité de la démocratie », commencent à s'étonner que sa dépouille macabrement orange sous la lumière artificielle du caveau, veillée par une garde d'honneur, soit toujours là.

Alors, le 19 juillet dès potron-minet on sort le corps du mausolée en catimini par un tunnel secret – c'est en tout cas la version du journal d'opposition *Demokratsia*, la seule dont on dispose – pour l'emmener au cimetière central où il va être incinéré au cours d'une cérémonie privée. *Exit* le fondateur du stalinisme bulgare. Le lendemain de la crémation, la garde d'honneur et ses casquettes à plumes disparaissent du mausolée.

Quelques jours plus tard, le 23 juillet, cent mille à deux cent mille communistes, amers d'une fin si peu glorieuse, défilent jusqu'au cimetière pour rendre un dernier hommage à Dimitrov. A leur tête, M. Mladenov et M. Loukanov, chaudement applaudis, relèvent la tête.

Il faut dire que la veille, M. Loukanov a passé un mauvais quart d'heure. Sortant de la maison du parti en compagnie d'un garde du corps, il a été reconnu par les contestataires qui l'ont pris à parti, hué et, selon le journal de son partie, *Douma*, abreuvé d' *« épithètes vulgaires »*. L'épreuve, dit-on, l'a secoué.

Les nerfs du général

Les temps ne sont guère meilleurs pour le ministre de l'intérieur, le général Semerdjiev, solide militaire qui finit par craquer le 28 juillet. Excédé par le désordre ambiant, il démissionne à son tour – de même que le maire de Sofia –, lâchant cette phrase historique devant des députés médusés : *« Si seulement j'avais un pistolet, je me flinguerais. »* La tension monte inexorablement, aggravée dans la population par une hausse de 100 % du prix de l'essence (l'URSS ne fournit plus) et un mouvement nationaliste qui se durcit dans les zones à forte communauté turque.

On est au bord du dérapage, d'autant plus que, au Parlement, se déroule un autre psychodrame, celui de l'élection du président de la République : aucun des candidats ne parvient à réunir les deux tiers des voix requis. La saga de l'élection présidentielle va durer deux semaines pour aboutir, au sixième tour, à la désignation de M. Jelev, qui accepte à la vice-présidence.. . le général Semerdjiev.

L'opposition s'est-elle laissée piéger ? Depuis les élections, les dirigeants du PSB n'ont qu'une idée en tête : la faire participer à l'exercice du pouvoir, pour l'impliquer dans les douloureuses mesures qu'impose la crise économique. *« Pas question,* répliquait-il y a deux mois, M. Jelev : *« les communistes doivent manger jusqu'au bout le plat qu'ils ont préparé. »*

Une fois la présidence acceptée, même s'ils refusent de participer à un gouvernement de coalition, les dirigeants de l'opposition vont devoir manœuvrer très habilement pour ne pas être associés aux erreurs des communistes. Ce n'est pas un hasard si le PSB a refusé la candidature à la présidence de M. Petar Dertliev, chef du parti social-démocrate historique, forte personnalité et politicien expérimenté, lui préférant M. Jelev, jugé sans doute plus souple et moins rompu aux manœuvres politiques.

Très ébranlé à Sofia, gravement divisé, le PSB continue néanmoins de contrôler la province. L'opposition, elle, conserve une arme importante, si elle sait la manier : la rue, qui, depuis le limogeage de M. Jivkov, le 10 novembre dernier, a déjà donné plusieurs coups de semonce. Jamais la Bulgarie n'a été aussi proche de la *« révolution de velours »* que cet été. Le prochain coup sera-t-il le bon ?

SYLVIE KAUFFMANN

□ **Premier décret présidentiel.** – Le nouveau président bulgare, M. Jeliou Jelev, a levé par décret les restrictions à la libre installation des citoyens dans les grandes villes. Ces mesures, a estimé l'ancien chef de l'opposition, revêtaient un caractère *«féodal»* et constituaient un obstacle à l'économie de marché. – *(AFP.)*

POLOGNE

M. Walesa se rapproche de M. Mazowiecki sur le mode d'élection du président

Le président de Solidarité, M. Lech Walesa, s'est prononcé jeudi 9 août pour l'élection du président de la République au suffrage universel, rejoignant sur ce point la position des partisans du premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki.

Dans une déclaration remise à la presse à Gdansk, M. Walesa, qui souhaite voir clos *«le chapitre des attaques personnelles»*, juge nécessaire la tenue d'élections présidentielles et législatives libres *«le plus vite possible»*. *«J'estime, comme j'ai toujours estimé, que la Pologne a besoin d'un président doté de larges compétences, élu au suffrage universel»*, ajoute-t-il.

Les partisans de M. Walesa dans la course à la présidence, regroupés au sein de l'Alliance du centre, insistaient jusqu'ici pour que le chef de l'Etat soit élu par le Parlement actuel, issu du scrutin semi-libre de juin 1989. Les pouvoirs du président doivent être définis par une nouvelle constitution, en cours de rédaction. – *(AFP, UPI.)*



SOCIÉTÉ

Une sonde américaine autour de Vénus

La NASA mise sur Magellan pour effacer l'échec de Hubble

La sonde américaine Magellan devait arriver vendredi 10 août au soir à proximité de la planète Vénus, dont elle est chargée d'effectuer une cartographie très complète. Cette mission, si elle se déroule comme prévu, pourrait constituer une belle revanche pour la NASA, en butte aux critiques, surtout depuis la défaillance du télescope spatial Hubble *(voir notre encadré)* et les ennuis techniques rencontrés par les navettes.

« Avec Magellan, nous entrons dans un nouvel âge d'or de la science spatiale (...) et plus jamais, personne ne mettra en cause le leadership américain en matière d'exploration planétaire. » M. Lennard Fisk, responsable scientifique à la NASA, avait choisi la grandiloquence pour faire le point sur le déroulement de la dernière mission américaine vers Vénus. On le comprend. Les ennuis techniques qui clouent au sol la flotte de navettes et la myopie du télescope spatial Hubble, lancé à grand renfort de superlatifs, avaient presque réussi à faire oublier au public le splendide succès des sondes Voyager (*le Monde* daté 27-28 août 1989). Et la NASA essuyait ces derniers temps un feu nourri de critiques.

Coup d'envoi d'un nouveau programme planétaire, au cours duquel des engins non habités vont étudier Jupiter, Mars, Saturne, des astéroïdes et des comètes, la mission Magellan pourrait, en revanche, venir à point pour rehausser le moral des responsables de la NASA et, peut-être, faire taire un peu les détracteurs.

Tout semblait se dérouler pour le mieux, en effet, ces derniers jours, pour la sonde Magellan. Lancé le 4 mai 1989 par la navette Atlantis, l'engin fonçait sans problème à 16 637 kilomètres-heure vers Vénus qu'elle devait atteindre vendredi 10 août à 18 h 32 (heure française), après avoir parcouru quelques 220 millions de kilomètres. La sonde, d'un coût de 550 millions de dollars, doit survoler le pôle nord de la planète, puis se placer sur son orbite après la mise à feu de sa fusée de freinage. Elle sera alors derrière la planète, et les ingénieurs de la NASA ne sauront qu'une demi-heure plus tard si tout s'est bien passé.

Après une série de tests, Magellan devrait commencer le 1er septembre à utiliser son radar capable de percer l'épaisse couche de nuages qui entoure l'étoile du Berger. Pendant deux cent quarante-trois jours, elle quadrillera le sol de la planète pour effectuer une cartographie complète de la zone comprise entre 67,2 degrés de latitude sud et le pôle nord. La sonde pourrait même compléter ce travail en scrutant le reste de la planète jusqu'en 1995, à condition que la NASA obtienne un crédit supplémentaire de 169 millions de dollars.

Les scientifiques attendent beaucoup de cette mission. Si une vingtaine de sondes américaines et soviétiques se sont déjà hasardées dans la banlieue de Vénus, on sait encore très peu de choses sur la surface de son sol. Et les images envoyées par les sondes soviétiques Venera 13 et Venera 14 qui y ont atterri ont surtout permis de constater que sa nature était très diversifiée.

La « planète sœur » de la Terre

Du haut de son orbite elliptique, inclinée à 86 degrés sur l'équateur, et dont le point le plus bas passe à 275 kilomètres d'altitude, Magellan sera capable de fournir une image du sol avec une précision jusqu'ici inégalée : 120 mètres à l'équateur, 300 mètres aux pôles, tandis que son altimètre mesurera le relief à 30 mètres près.

Vénus présente un intérêt très spécial : qualifiée souvent de « planète sœur de la Terre, elle a approximativement le même diamètre, la même masse et la même densité que notre globe. On y trouve aussi de nombreux éléments chimiques présents sur Terre, mais pas sous la même forme, et pas dans les mêmes proportions. Car, malgré cette ressemblance, Vénus serait pour nous un enfer. D'après les observations transmises par les premières sondes, une température de 460 degrés règne à sa surface, et son atmosphère est un magma irrespirable où le gaz carbonique prédomine (96 %), suivi par l'azote (3 %), et des traces de dioxyde de soufre, de vapeur d'eau, d'oxyde de carbone, d'argon, d'hélium, de néon et d'acides chlorhydrique et fluorhydrique.

Ces différences tiennent probablement au fait que Vénus est beaucoup plus proche du Soleil que la Terre. On imagine aisément dans ces conditions l'intérêt que peut présenter une bonne connaissance de ses caractéristiques pour l'étude de l'histoire de l'évolution de notre globe. Les scientifiques aimeraient notamment que Magellan les aident à savoir s'il existe un volcanisme sur Vénus (comme sur la plupart des autres planètes du système solaire). Ils voudraient aussi comprendre pourquoi on y trouve aussi peu d'eau et donc découvrir les traces éventuelles d'anciens océans ou grands fleuves.

JEAN-PAUL DUFOUR

Un « énorme » millimètre

En matière d'instruments optiques, la marge d'erreur tolérée est généralement de l'ordre du cinquantième, au pire, du vingtième de millimètre. Une commission d'enquête de la NASA a révélé, jeudi 9 août, que l'appareil qui avait servi à vérifier l'état de surface du miroir (défaillant) du télescope de Hubble, lors de sa fabrication en 1981, comportait un défaut ... d'un millimètre dans le positionnement de ses composants ! L'appareil se trouvait chez le fabricant, à Danbury (Connecticut).

« C'est énorme. Il n'y a aucune raison de tolérer une erreur de cette taille », a estimé un expert de la commission. L'ennui, c'est que les ingénieurs de la NASA n'ont rien vu et ont laissé partir en orbite un télescope spatial de 1,5 milliard de dollars, myope comme une taupe. Sans doute l'une des plus belles « bourdes » de l'histoire spatiale.

J.-P. D.

Au congrès mondial du handicap mental

Les associations des pays de l'Est ont demandé de l'aide aux pays développés

Précédé par un athlète brandissant *« la torche de la dignité »*, un groupe de handicapés mentaux représentant les cinq continents ont parcouru en calèche, dans la matinée du vendredi 10 août, les Champs-Elysées de la Concorde à la porte Maillot. Cette manifestation symbolique a marqué la fin du dixième congrès de la Ligue internationale des handicapés mentaux qui se tenait à Paris depuis une semaine (*le Monde* du 7 août).

Les mille cinq cents délégués, venus de soixante-huit pays, ont témoigné qu'aucune population, qu'elle soit riche ou pauvre, n'est épargnée par le fléau de l'arriération psychique, relevant de la naissance ou d'un accident. Ils ont également montré que l'ambition des familles est partout la même : sortir du ghetto où elles se sentent enfermées et affirmer les droits de leurs enfants. Ce dixième congrès a été l'occasion pour les associations d'un certain nombre de pays de se manifester pour la première fois. C'est ainsi que les représentants de quatorze pays d'Afrique, noirs et maghrébins, ont décidé de se constituer en fédération régionale. Ils ont adopté une *« déclaration de Paris »*, demandant que les handicapés soient pris en charge par les autorités de leur pays respectif.

Autre phénomène nouveau : la présence au congrès des pays de l'Est. Jusqu'à présent, sauf en RDA, il était presque inconvenant de parler dans ces pays de handicapés mentaux. *La société communiste*, disait-on par exemple en URSS, ne saurait produire de telles aberrations. Considérés comme irrécupérables, les enfants arriérés étaient confinés dans des institutions, parfois de véritables mouroirs comme on l'a vu en Roumanie. Maintenant, les parents osent se montrer et des associations sont partout en cours de création. La France et les Pays-Bas ont été désignés par le congrès pour leur apporter de l'aide.

Les représentants des pays développés qui militent pour l'intégration des handicapés, notamment dans les écoles et les entreprises, ont pu mesurer l'avantage relatif de leur situation. Aussi, les perspectives fixées par M. Michel Rocard dans un message au congrès leur sont-elles apparues à la fois bien séduisantes mais encore lointaines : *« La France*, a dit le premier ministre, *se veut porteuse d'un message d'espoir, celui d'accueillir toutes les richesses humaines, quelles que soient les différences, et de donner à chaque handicapé une vraie citoyenneté. »*

M. A.-R.

EN BREF

□ **Trafic d'armes libanaises : deux gendarmes en garde à vue.** – Un gendarme mobile de l'escadron de Dijon, M. Gilles Bouvier, a été placé en garde à vue, jeudi 9 août, dans les locaux de la police judiciaire de Dijon. Ayant effectué une mission à Beyrouth, le gendarme est interrogé sur les relations qu'il entretenait avec Patrick Schaller, l'un des policiers inculpés dans le trafic d'armes libanaises. Une expertise financière a permis d'établir le versement d'une somme de 100 000 F entre le gendarme et le policier (*le Monde* du 5 août). Par ailleurs, un deuxième gendarme, M. Fouad Ben Larbi, de l'escadron de Bourgoin-Jallieu (Isère), est interrogé sur la réexpédition d'une malle libanaise dont il se serait chargé.

□ **Suicide dans une prison nouvelle.** – Un détenu de dix-neuf ans, Djeloukhi Messaoudi, de nationalité française, qui purgeait une peine d'un an de prison pour vol, s'est pendu à l'aide de son pyjama mercredi 8 août dans sa cellule de la nouvelle prison de Luynes, près d'Aix-en-Provence, ouverte le 6 juin.

□ **MEXIQUE : le cyclone Diana a fait plus de trente morts.** – Le cyclone tropical Diana a balayé les 6 et 7 août la côte orientale du Mexique, puis il s'est dirigé vers l'intérieur du pays où il a perdu de sa violence . On a dénombré plus le trente morts, dont quatorze à Vera-Cruz, une dizaine de disparus et trois mille sinistrés. – *(AFP.)*

L'été zoulou

Suite de la première page

Les polices urbaines en ont interpellés une centaine depuis le début de l'année. Dix-sept d'entre eux ont été incarcérés. Un Antillais âgé de vingt-deux ans, Amstel Goma alias « Scorpion », a reconnu à lui seul avoir commis deux cents agressions dans la région d'Argenteuil (Val-d'Oise).

Lorsque le mouvement zoulou voit le jour dans les années 70 à New-York, il n'a pourtant aucune connotation violente. Son fondateur, le chanteur Afrika Bambaataa, est un ancien membre des Black Spades, un gang redouté du Bronx. Après la mort de son meilleur ami en 1975, il a décidé de lutter contre la violence et propose aux jeunes Noirs d'autres lois que celle du cran d'arrêt, une autre famille que la bande : la « nation zoulou ».

Candy, la reine

Sur fond de musique Rap, il invente des « défis » : défis entre danseurs, entre disc-jokeys ou encore entre « tagueurs », ces « artistes urbains » qui bariolent les murs de graffitis multicolores (les tags) délimitant leur territoire. Le mouvement connaît un grand succès. En 1984, Bambaataa l'exporte en France. Le message est le même : non-violence, musique, ni drogue ni alcool. Cette nation à la mode française existe toujours, avec à sa tête une jeune « reine » intronisée par Bambaataa en personne, Hélène Grégoire, dite « Candy ».

Tous les amateurs de Rap et autres « tagueurs » parmi lesquels de nombreux beurs et Français de souche, ne sont donc pas des casseurs. Loin de là. Mais depuis 1988, le mouvement a dérapé. Certains jeunes Noirs de banlieue se sont affublés du titre de « zoulous » sans en comprendre la signification. Ils ont commencé à s'organiser en bandes à l'image des adolescents de Los Angeles ou de Harlem qui les ont fascinés dans des films-cultes tels que *Warriors* (*les Guerriers* de Walter Hill en 1979) ou *Colors* (*Couleurs* de Dennis Hopper en 1988). Les pacifistes héritiers de Bambaataa leur refusent le droit de se proclamer ainsi, mais le mal est fait : dans l'esprit du public, les « zoulous » sont bien les nouveaux voyous des années 90.

Quelques-uns de ces jeunes âgés de quatorze à vingt-quatre ans viennent des Antilles, mais la plupart sont originaires d'Afrique francophone : Mali, Gabon, Sénégal, Côte-d'Ivoire... Arrivés en France ces dernières années pour s'entasser avec leurs parents dans les villes nouvelles de grande banlieue, ils se retrouvent cantonnés dans des petits boulots peu valorisants (coursiers, magaziniers...), plus rarement collégiens ou lycéens, parfois chômeurs. Et « zoulous ».

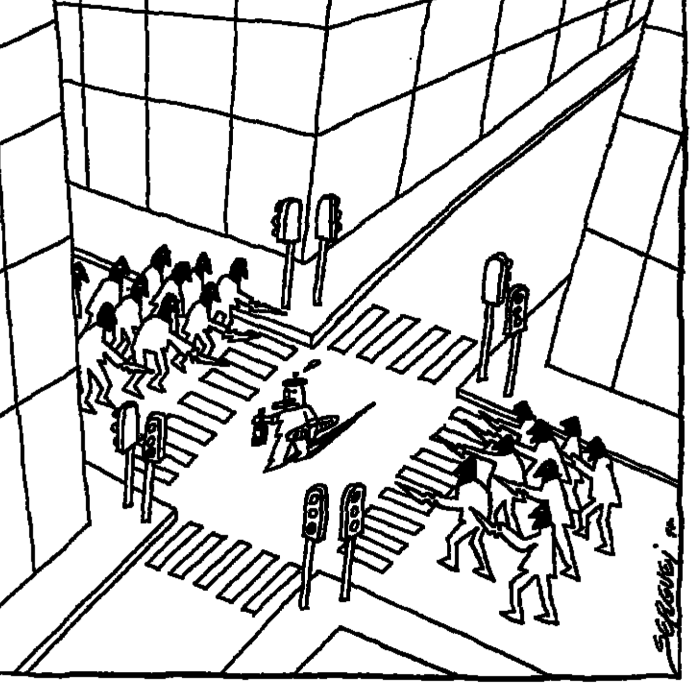
Bien qu'ils portent souvent une carte d'Afrique en médaillon, ils ont troqué le ouolof ou le mandingue pour le verlan, qui fait des femmes des *« meufs »* et des « flics » des *« keufs »*. Certains pratiquent la *« pouilledé »* (la « dépouille », l'agression et le vol) pour un blouson ou un baladeur. Souvent livrés à eux-mêmes au sein de familles disloquées (notamment pour les Guadeloupéens), ces fils métissés de l'Afrique et du Bronx, qui arborent bijoux brillants, casquettes à visières et jeans très amples, se rêvent aussi charmeurs qu'Eddy Murphy et plus forts que Myke Tyson. *« Ils reçoivent la vie comme un vidéoclip »*, assure un spécialiste de la direction centrale des polices urbaines. *« Une bande, c'est comme une seconde famille »*, assure un membre des Black dragons.

Dragon en kimono

Ces « familles » d'un nouveau genre se réunissent par exemple en petits groupes autour de la station de métro Mairie-de-Montreuil (Seine-saint-Denis). L'endroit n'a rien d'un coupe-gorge. Ni la zone ni le paradis, la banlieue, simplement : un centre commercial, une place, des platanes, une boulangerie, des vieux et des « zoulous ». Comme partout. Ils passent des journées entières à errer d'une galerie marchande aux couloirs du métro, à écouter le « rap » de Public Enemy, un groupe américain, ou celui de son équivalent parisien, NTM (« Nique ta mère », une insulte aussi ancienne que les HLM). Les filles esquissent des pas de danse. Les garçons évoquent la bagarre de la Défense, fantasment sur celles à venir. La violence banalisée. Comme à la télé.

Yves a vingt-quatre ans et un kimono noir. Cet Haïtien arrivé en France en février 1983, plombier de profession, est le chef des Black dragons, la bande la plus importante et la mieux structurée de la région parisienne, réputée pour sa haine des skinheads, les « crânes rasés » d'extrême droite (ennemis communs de tous les « zoulous »). Forts d'une cinquantaine de membres actifs et d'une centaine de sympathisants, les BD sont répartis en patrouilles dans toute la région : les Mantes religieuses, les Kamikazes, les Lions, les Tigres... A chacun son secteur, sa ligne de métro ou de RER.

Tous ont passé différents tests d'admission (combat contre un ou plusieurs adversaires, endurance aux coups...). Ils s'engagent à suivre un code d'honneur et des lois internes, à ne consommer ni alcool ni drogue, pratiquent les arts martiaux (boxe chinoise) et suivent des entraînements très poussés en commun. Leurs multiples affrontements avec les Requins juniors ont



fait plusieurs blessés graves en 1989.

Aujourd'hui encore, Yves reçoit des menaces de mort. Dans certaines cités, il est persona non grata. Lorsqu'il débarque dans le quartier de la mairie de Montreuil, il jette toujours un regard inquiet autour de lui. Des « Mendy », de jeunes Sénégalais, pour la plupart membres d'une famille du même nom, viennent souvent le provoquer. Suprématie en jeu.

Le jeune homme passe en effet pour une « balance » auprès des policiers. Sans doute est-ce parce qu'il se présente comme une sorte de justicier face aux autres bandes accusées de s'adonner au viol (les Requins juniors) et à la « dépouille » (les Mendy) : *« Nous ne sommes pas des « zoulous », il ne faut surtout pas nous confondre avec les autres. Je ne suis pas le chef des voyous et des agresseurs. Ces mecs-là déshonorent la race noire. Les tuer ne sert à rien. Il faut les faire souffrir, les prendre et les cartonner. Après, ils ont compris. »*

Cette technique de répression lui a valu quelques cicatrices et deux séjours en prison, l'un pour avoir *« planté un Arabe »*, coupable selon lui d'une agression, l'autre pour avoir *« niqué des flics »* (tabassé) qui frappaient un ami. Lors de cette seconde affaire, il portait sur lui un pistolet à grenaille, l'arme fétiche des bandes car en vente libre dans toutes les armureries.

Des proches des Blacks dragons assurent que le jeune homme, sorte de chef charismatique adepte de Confucius et des rites vaudou, est sincère lorsqu'il dit combattre la délinquance. Mais tous ses fidèles n'ont pas les mêmes conceptions. Il le reconnaît : *« Certains font des conneries. Je suis débordé. J'ai dû supprimer une patrouille, les Frégates à la Défense. Ils buvaient et dépouillaient. A la rentrée, tout sera réorganisé. »*

En fait, la mode des bandes a pris une telle ampleur depuis quelques mois que les meneurs historiques ne maîtrisent plus leurs troupes. De nouveaux noms apparaissent chaque jour. Les alliances se font et se défont au gré des règlements de compte dans ce milieu où tout le monde se connaît. Pourtant, nul ne sait trop bien quels sont les effectifs en présence. Des jeunes s'affublent parfois du titre de Blacks dragons ou de Requins juniors, alors qu'ils n'en font pas partie. *« C'est la pagaille et cette situation favorise la violence. On ne sait plus pourquoi on se bat*, confie un sympathisant des Requins juniors. *« Les « zoulous » sont victimes de leur succès »*, résume un policier avant d'expliquer : *« Le phénomène des bandes n'est pas nouveau mais avec ces jeunes blacks, il prend une dimension ethnique et sociale. La France découvre qu'elle a des banlieues. »*

Paris, avec sa cinquantaine de bandes, n'est sans doute pas Los Angeles où six cents gangs sont répertoriés. Le phénomène concerne tout au plus quelques centaines de jeunes. Ils ne semblent pas liés au trafic de drogue et l'intérêt que leur portent les médias est certainement disproportionné. Les Requins juniors, que certains annoncent forts de deux cents ou trois cents membres, admettent eux-mêmes qu'ils sont tout au plus une quarantaine. D'autres gangs prétendus redoutables se limitent à cinq individus ! Dans la capitale comme en banlieue, certains jeunes beurs ou Français de souche sont parfois plus dangereux sans pour autant appartenir à un clan quelconque.

Requins du dix-neuvième

Il reste néanmoins que tout est aujourd'hui réuni pour une agravation de la situation. Les « zoulous » font désormais partie du paysage des banlieues. Dans tous les collèges de l'Essonne ou du Val-d'Oise – les deux départements les plus touchés – on en connaît autant sur les Derniers Salauds que sur la seconde guerre mondiale. A Belleville ou Sarcelles, on sait bien qu'une quinzaine de Requins vicieux (une bande du dix-neuvième arrondissement) sont tombés en 1987 pour diverses affaires de viols. Le mythe et les fantasmes se répandent plus vite que la violence.

Conséquences de cet engrenage : des éléments de plus en plus jeunes sont enrôlés, les viols collectifs se multiplient, contre des mineurs en fugue (*le Monde* du 19 juin), ou les « meufs » d'autres clans, ce qui appelle toujours une vengeance. Plus inquiétant : des armes perfectionnées circulent désormais. Les « zoulous » ne sont contentent plus de crans d'arrêt mais utilisent des revolvers achetés à Barbès. Enfin, si les policiers qui travaillent sur ces questions n'ont pas noté pour l'instant de tentative de récupération politique ou religieuse (intégrisme musulman), ou l'émergence d'un quelconque leader, ils remarquent tout de même la présence d'éléments âgés de plus de vingt-cinq ans, déjà considérés comme irrécupérables, donc dangereux.

« Il faut agir dès maintenant auprès des gamins de moins de dix ans, injecter de l'argent dans les écoles. Il sera bientôt trop tard », recommande un policier. Paradoxalement, les « anciens » des différentes bandes, sont également convaincus de la nécessité d'intervenir, mais à leur manière. Yves, le chef des Black dragons, est formel : *« Que les flics nous laissent arranger cela entre nous. S'ils s'en mêlent, on entrera dans une logique de jeu de guerre : la police contre les bandes. Alors, ce sera vraiment New-York. »*

PHILIPPE BROUSSARD

CORRESPONDANCE

Une lettre de Pathé Cinéma

M. Roger Thiesce, directeur général adjoint de Pathé Cinéma, nous écrit : Belphégor, Nana, Des grives aux loups, L'été de la révolution, Les coulisses de l'exploit, Les grandes batailles, Quand la Chine s'éveillera, etc... font partie des six cents heures d'émissions produites par notre société depuis l'origine de la télévision française . Toutes ont été diffusées et rediffusées en France et dans le monde entier (...) Alors, comment imaginer que votre collaborateur puisse écrire, dans son article du 3 août, consacré à notre changement d'actionnaires : « Pathé produit également des séries télévisées (sans grand renom il est vrai) ? » (...) Je vous serai très obligé d'atténuer l'atteinte portée à notre image, à notre crédit et à la valeur de notre patrimoine, en rappelant à vos lecteurs le nombre et la notoriété de nos productions, le talent et le succès de nos auteurs et réalisateurs.

[Le Monde présente ses excuses à Pathé Cinéma dont la contribution à l'histoire de la télévision ne peut être discutée. Le jugement – hâtif – que nous portions tendait plutôt à indiquer que la production télévisée actuelle de Pathé Cinéma n'est pas le cœur de son activité, ni ce qui rendait la société attractive pour d'éventuels acheteurs. Par ailleurs, le rapport annuel de Pathé Cinéma pour 1989 précise que le secteur audiovisuel « n'a pas atteint les niveaux antérieurs sur le plan de l'activité, ce qui constituera un handicap pour les prochains exercices », et met en avant la production de deux séries, « Meurtre avec préméditation » et « Renseignements généraux », qui n'ont pas encore atteint la notoriété des oeuvres citées par M. Thiesce. – M. C. I]

هكذا من الأصل

Le Monde

SANS VISA

Fermée au monde par une révolution marxiste, rouverte aux étrangers depuis quelques années, la ville de Zanzibar s'est découvert un riche patrimoine architectural qu'elle ne sait encore ni protéger ni mettre en valeur.



JOUBERT/HOA-QUI

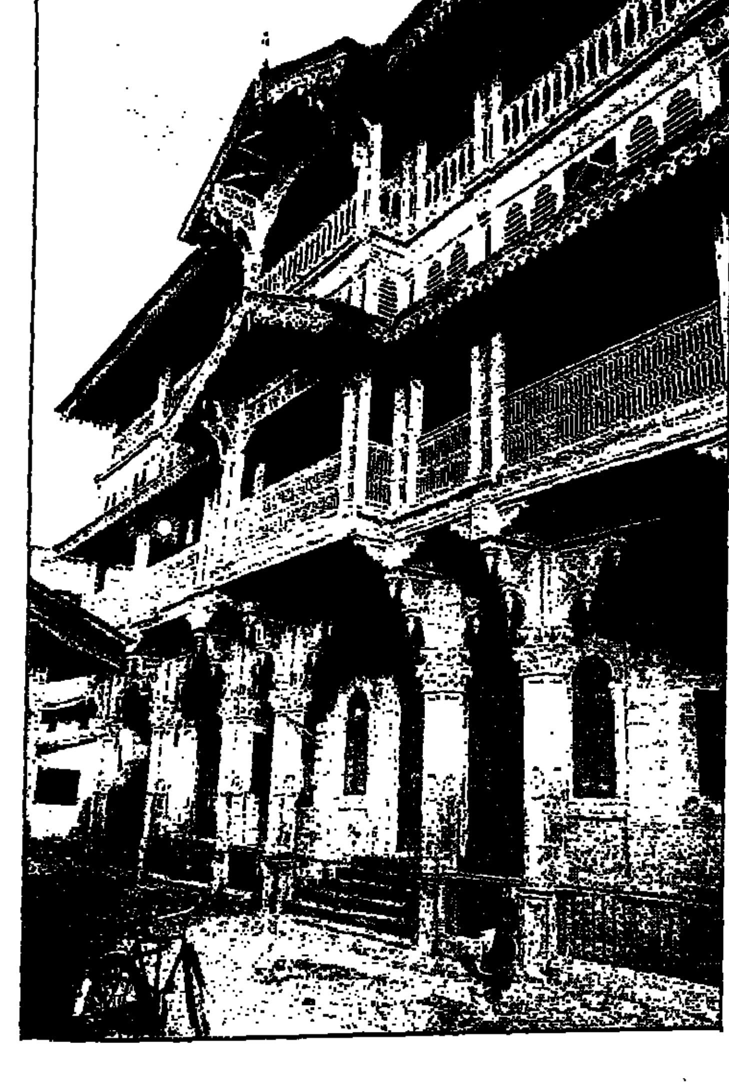
Zanzibar à l'horizon

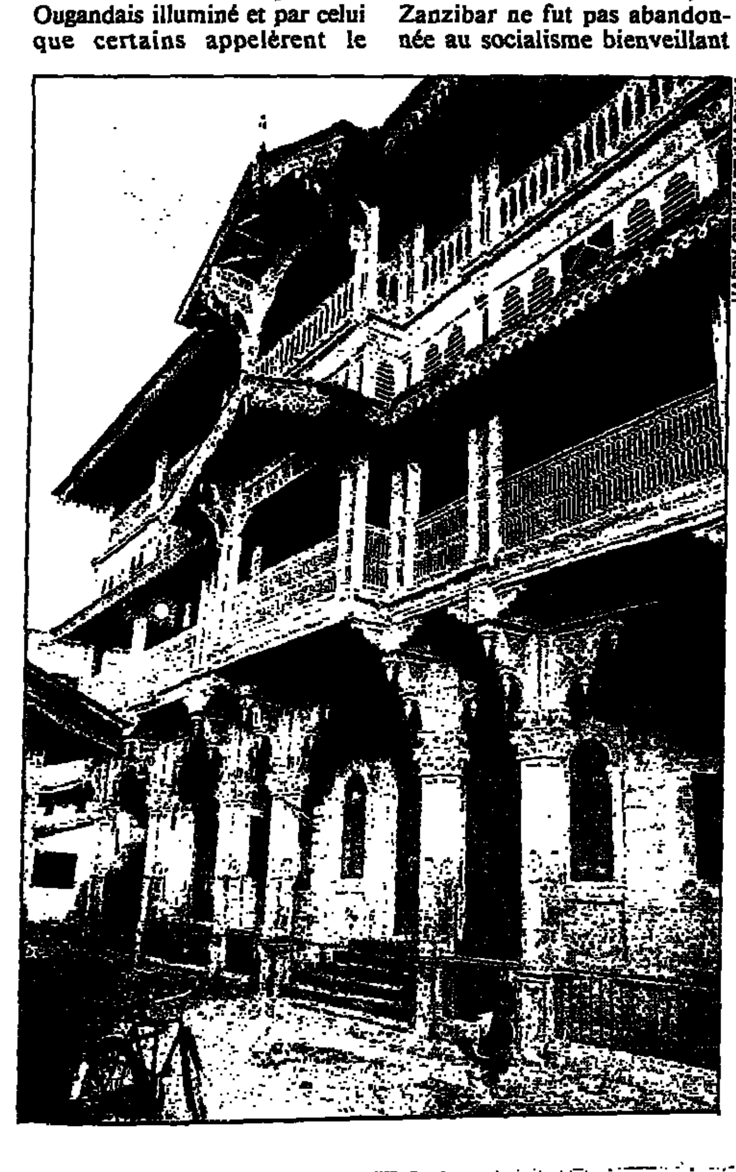
KENYA
Mombasa
I. de Pemba
OCÉAN INDIEN
TANZANIE
Mkokotoni
Koani
ZANZIBAR
ZANZIBAR
Kizimkazi
Bagamoyo
DAR ES-SALAAM
TANZANIE
0 50 100 km

LE 12 janvier 1964, un univers s'est écroulé : une révolution marxiste venait de survenir dans l'île de Zanzibar, et cela un mois à peine après la fin du protectorat britannique, établi depuis 1890. Dans l'île des girofliers, l'histoire semblait s'être un peu arrêtée et la voilà qui revenait violemment ; le sultan fuyait sur son yacht, les Arabes qui peuplaient la vieille ville – Stonetown, la « ville de pierre » – étaient massacrés ; beaucoup d'autres quittaient la ville, tout cela parce qu'un commando mené par un Ougandais illuminé et par celui que certains appelèrent le « Congolais » Karume, s'était emparé d'un dépôt d'armes et avait proclamé la fin de la féodalité...

Le coup avait-il été préparé ? Par qui ? Nul ne le sut très bien, même si, les marrons une fois tirés du feu, l'Ougandais Okello dut laisser Karume les consommer à sa guise avec son parti africain « Afro-Shirazi » – ainsi nommé en référence à la ville de Chiraz en Perse d'où venaient les premiers commerçants arabes installés dans l'île.

Quatre mois plus tard, c'était l'union avec le Tanganyika et la création de la Tanzanie ; or Zanzibar ne fut pas abandonnée au socialisme bienveillant et chaotique de Nyerere, mais garda son propre gouvernement et fut livrée au régime despotique de Karume où police politique et espionnite étaient la règle. L'assassinat de Karume en 1972 ne changea rien et il fallut attendre le début des années 80 pour que Zanzibar respire et s'ouvre à nouveau aux étrangers.





HARRY GRUYEART/MAGNUM

La Maison des Merveilles, ancien palais du sultan, rebaptisée Maison du souvenir et Musée du parti afro-shirazi témoigne pour ces années troublées. Du haut de sa tour de trente mètres, d'où par temps clair on voit le continent, elle domine l'ancien fort portugais qui fait face à la rade de Zanzibar, une des meilleures de l'Afrique de l'Est, fréquentée depuis des siècles par des *dhows* amenés d'Arabie par la mousson du nord-est. Aujourd'hui, les *dhows* pêchent le thon autour de l'île et le port est en travaux pour permettre l'accostage de navires de plus fort tonnage. Le majestueux palais est fermé et personne ne visite plus ses trois étages de colonnades de métal, façon antique, importées de Glasgow il y a un siècle, qui, avec l'ascenseur, émerveillaient les visiteurs du sultan.

Fidel Castro en bonne place

Les galeries du palais s'ornent de photos des leaders du tiers-monde ; Fidel Castro, un des premiers à être venu rendre visite à cette île-sœur, figure en bonne place au milieu des documents qui retracent le martyrologe africain sous la domination arabe. Les succès du parti afro-shirazi sont aussi abondamment illustrés, de l'éducation gratuite pour tous à la suppression des bidonvilles par l'édification d'une sorte de Sarcelles tropical à côté de la vieille ville ; tout cela est pourtant bien oublié dans l'atmosphère de crise qui frappe la Tanzanie dans son ensemble, et Zanzibar en particulier, handicapée par les difficultés de communication avec le continent, submergée par une jeunesse au chômage.

Sans doute est-ce pour cela que le musée est aujourd'hui fermé au public : l'histoire qu'il raconte est trop simple et reste à écrire. Que faire de ce bâtiment ? La Communauté européenne veut bien aider à le restaurer, mais il faudra alors qu'il soit ouvert aux visiteurs et que Zanzibar soit réconciliée avec son histoire.

La fortune de Zanzibar date de 1830, quand le sultan d'Oman, qui préférait les affaires à la guerre, quitta l'Arabie pour s'établir dans sa dépendance du Sud, et planta des girofliers dans cette île de Zanzibar où la présence arabe est attestée depuis une dizaine de siècles au moins par les fouilles archéologiques.

L'ivoire et l'ébène

Tout le commerce vers les Grands Lacs passe alors par Zanzibar, qui arme et finance les caravanes qui atteignent l'Afrique centrale par Tabora et Ujiji. Mombasa ne peut lutter avec ce puissant voisin ; l'hinterland de ce qui devait devenir le Kenya est alors des plus inhospitaliers et les Masaïs effraient les traitants.

Les routes du Sud seront contrôlées par des négociants comme Tippu Tip, dont la superbe maison est aujourd'hui encore visible à Zanzibar, entre le port et le palais du sultan. Pourtant, ce commerce d'esclaves, d'armes et d'ivoire était menacé. C'est à partir de Zanzibar que Livingstone mène ses missions anti-esclavagistes qui finiront par aboutir à l'interdiction de la traite en 1884 et à l'érection d'une cathédrale anglicane sur le site de l'ancien marché aux esclaves.

En même temps, Stanley, pour le compte du roi des Belges, essayait de détourner le commerce de l'ivoire et des armes vers l'Atlantique. Dans un vain effort pour verrouiller cette route, Tippu Tip sera même nommé gouverneur de Kisangani en 1888. Il ne le resta pas longtemps et son retour à Zanzibar marque la fin de l'âge d'or de la traite, quand l'empire commercial de Zanzibar s'étendait jusqu'au centre de l'Afrique.

La construction du chemin de fer de Mombasa aux Grands Lacs, à travers le Kenya, devait définitivement détourner de Zanzibar le trafic de l'hinterland. Il restait heureusement les épices et en particulier les clous de girofle, dont Zanzibar était encore en 1914, avec une production de 14 000 tonnes, le premier producteur mondial, et quasiment le seul.

Les girofliers amenés de l'île Maurice s'étaient admirablement bien adaptés aux climats et aux sols de l'île : une économie de plantation dominée par les Arabes s'était mise en place, qui avait réussi à surmonter sans trop de dommages la fin de l'esclavage.

Aujourd'hui, les girofliers ont vieilli, les plantations n'ont pas été entretenues après le départ de leurs propriétaires, et cette épice, naguère indispensable pour procurer des huiles essentielles en pharmacie et en parfumerie, est moins demandée : là aussi, la crise frappe Zanzibar.

Le dernier sultan de la grande époque, Said Barghash, qui régna de 1870 à 1888, avait pourtant fait de Zanzibar une manière de capitale moderne. Outre son Palais des merveilles, il avait fait amener l'eau potable en ville par des canalisations ; un chemin de fer reliait son palais d'été à la ville sur près de 10 kilomètres.

Autocrate libéral – tout est relatif ! – il avait su se montrer magnanime auprès de sa demi-sœur Salmé, qui, non contente de se faire engrosser par un négociant allemand, s'était enfuie avec lui, l'avait épousé chrétiennement, devenant ainsi apostate aux yeux des musulmans, et avait eu l'audace de revenir narguer ses coreligionnaires en se pavanant à Zanzibar durant une bonne semaine en 1885 : elle était simplement venue réclamer une pension au sultan.

Elle était certes protégée par Bismarck, qui ne voyait pas d'un mauvais œil la promesse d'une dynastie germano-zanzibarite, issue des amours de Salmé et du négociant allemand. Le sultan Barghash refusa la pension ; Salmé écrivit son autobiographie (traduite en français en 1906 sous le titre *Souvenirs d'une princesse arabe*, (réédité en 1990 chez Karthala), continua à réclamer et obtint finalement gain de cause, en 1923, d'un des successeurs de Barghash. Ce dernier a aussi laissé le souvenir d'un souverain éclairé, amateur des arts ; c'est à lui que l'on doit, semble-t-il, l'introduction de la musique égyptienne à la cour, et le succès des orchestres de *taarab*, cette musique arabo-zanzibarite qui est aujourd'hui un des traits distinctifs de la culture urbaine de Zanzibar.

ALAIN RICARD

Lire la suite page 11

SANS VISA

JEUX

échecs

Nº 1397

UNE PLUIE DE MATS

(Tournoi de Podolsk, 1990)

Blancs : LANKA
Noirs : IONEIEV

Partie espagnole. Système fermé.

1. é4	é5	21. Fb4!	Fa8
2. Cf3	Cç6	22. Dd2(h)	Fd8
3. Fb5	a6	23. Té-ç1	Tb8(i)
4. Fa4	Cf6	24. Tç2	Té8
5. O-O	Fé7	25. Ta-ç1	Cb7(j)
6. Té1	b5	26. Tç6	Da7
7. Fb3	d6	27. Cf1-h2!(k)	Fé7(l)
8. ç3	O-O	28. Cg4	Rf8
9. h3	Ca5	29. Ch6!(m)	Ch5(n)
10. Fç2	ç5	30. Tç7!(o)	Tb-d8
11. d4	Dç7	31. Cg5!(p)	Rg7
12. Cb-d2	çxd4(a)	32. Cg4	a5(q)
13. çxd4	Fb7(b)	33. Cxé5!!	axb4(r)
14. d5!(ç)	Ch5(d)	34. Cç6	Da3
15. Cf1	Ta-ç8	35. Cxé7	Txé7(s)
16. Cé3(é)	g6	36. Txé7+	Rf6
17. b3!(f)	Cg7	37. Tf7+!	Rxg5(t)
18. Fd2	f5	38. h4+	Rh6(u)
19. Fd3	f4(g)	39. Tç-ç7! abandon (v)	
20. Cf1	Db6		

NOTES

a) Dans cette position bien connue du « système fermé » de la « défense Tchigorine », les Noirs peuvent aussi choisir entre deux autres suites importantes 12..., Cç6 et 12..., Fd7.

b) Après l'ouverture de la colonne ç, plusieurs stratégies sont possibles pour les Noirs, soit 13..., Cç6, soit 13..., Td8, soit 13..., Fd7. Le développement du F-D en b7 a joui d'une grande mode dans les années 50.

ç) On s'est longtemps penché sur les suites 14.Cf1, Ta-ç8 ; 15.Fd3 ou 15.Fb1 ou 15.Té2. On estime aujourd'hui que la fermeture 14.d5 est la réponse la plus appropriée qui élimine toute possibilité de contre jeu au centre par d6-d5 tout en laissant le Ca5 dans une situation problématique.

d) Une réplique douteuse. Il faut probablement rendre au F-D une activité sur une autre diagonale par 14...,Fç8 ; par exemple, 15.Tb1, b4 ! ; 16.Cf1, Cb7 ; 17.Fé3, Fd7 ; 18.Tç1, Tf-ç8 ; 19.Dd2, Da5 ; 20.Fb1, Fd8 ! avec égalité (Gligoric-Reshevsky, match de 1952), ou bien 15.b3, Fd7 ; 16.Cf1, Cb7 ; 17.Fd2, a5 et Cç5 et les Noirs ne sont pas mal. 15.b4 est à examiner. On peut aussi tenter 14...,Ta-ç8 ; 15.Fd3, Cd7 ; 16.Cf1, f5 ; 17.éxf5 (la recommandation de Fischer 17.Cé3, f4 ; 18.Cf5, Fd8 ; 19.Fd2 ! est en question après le sacrifice de qualité 18...,Txf5 ; 19.éxf5,Fxd5), Fxd5 ; 18.Cg5, Fxg5 ; 19.Fxg5, Fa8 ou Cf6.

é) Menaçant 17.Cxé5, dxé5 ; 18.Dxh5.

f) Immobilisant le C-D noir dont l'activité est réduite à néant.

g) Une erreur stratégique, l'ouverture de la colonne f par 19...,fxé4 ; 20.Fxé4, Db6 pouvant seule donner aux Noirs quelques perspectives de contre jeu.

h) Et non 22.Cxé5 à cause de 22..., Fb4 !

i) Abandonnant sans raisons la colonne ç. 23...,Txç1 ; 24.Txç1, Cb7 ; 25.Tç6, Da7 ; 26.Cf1-h2, h5 valait mieux.

j) Menaçant de se libérer un peu par a5 et Cç5.

k) Bien plus fort que 27.Txd6, Cxd6 ; 28.Fxd6, Fb6 ! ; 29.Fxb8, Dxb8 et les Noirs trouvent du contre jeu. Les Blancs ne craignent pas pour le moment l'avance 27...,a5 à cause de la réplique 28.Fxb5 ! et si 28...,axb4 ; 29.Ta6 avec gain de la D.

l) Si 27..., Cç5 ; 28.Txd6 !, Cxd3 ; 29.Dxd3, Fé7 ; 30.Cxé5 !, Fxd6 ; 31.Fxd6, Tb-ç8 ; 32.Txç8, Txç8 ; 33.Ch-g4. Cependant, 27...,h5 est à considérer.

m) Immobilisant le R !

n) Si 29..., Cç5 ; 30.Cxé5 ! et si 29...,a5 ; 30.Cxé5, dxé5 : 31.Tf6 mat ou bien 30...,axb4 ; 31.Cd7 mat. Dans cet embouteillage des pièces noires surgissent quelques mats.

o) Menace 31.Fxd6 !, Fxd6 ; 32.Tf7 mat.

p) Un quatrième mat est en vue : 31...,Cg7 ; 32.Cxh7 mat et un cinquième : 32.Cé6 mat et un sixième : 31...,Fxg5 ; 32.Tf7 mat.

q) Enfin mais trop tard.

r) Ou 33...,dxé5 ; 34.Fxé7.

s) Pratiquement forcé.

t) Et non le septième mat 37...,Ré5 ; 38.Cf3 mat.

u) Si 38...,Rxh4 ; 39.Txf4+, Cxf4 ; 40.Dxf4 huitième mat.

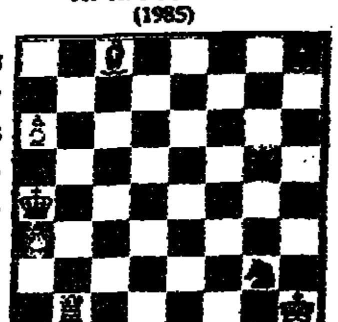
v) Si 39...,Th8 ; 40.Txf4, g5 ; 41.Tf6+, Cxf6 ; 42.Dxg5 mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1396
N. BAUTINE (1926)

(Blancs : Rb7, Cg5, Pb6, é5, f4, f2). Noirs : Rd7, Pa4, d5, f7, g6, h7.)

1. é6+!!, fxé6 ; 2.f5!, éxf5 ; 3.Cé6!!, Rxé6 ; 4.Rç6, a3 ; 5.b7, a2 ; 6.b8=D, a1=D ; 7.Dé8+, Rf6 (la case f5 est occupée par un pion) : 8.Dh8+ et 9.Dxa1 avec gain.

ETUDE Nº 1397
N. RIOUBININE
(1985)



BLANCS (4) : Rh1, Tb1, Pa3, a6.
NOIRS (5) : Ra4, Tg5, Fç8 et h8, Cg2.

Les Blancs jouent et font nulle.

CLAUDE LEMOINE

bridge

Nº 1295

LA DÉFENSE DE ROSS

Cette donne a été distribuée au cours d'une demi-finale du Grand National d'Amérique, auquel dix mille équipes ont participé. L'issue du match a dépendu du résultat du contrat de 4 Piques qui aurait pu gagner, mais que le champion Ross arriva à faire chuter.

	♠ 5 ♥ 8 7 6 ♦ V 9 8 7 6 5 3 ♣ V 6	
♠ 10 7 6 ♥ V 10 9 ♦ A D V 4 ♣ 10 9 4	N O E S	♠ A R 9 ♥ A R D 5 3 2 ♦ 10 2 ♣ 7 5
	♠ D V 8 4 3 2 ♥ 4 ♦ ... ♣ A R D 8 3 2	

Ann : N. don. E.-O. vuln.

Sud	*Ouest*	*Nord*	*Est*
Caslan	Pender	Letizia	Ross
–	–	passe	1 ♥
2 ♥	3 ♥	passe	4 ♥
4 ♠	contre	passe	passe

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, *comment Caslan, en Sud, aurait-il pu gagner* QUATRE PIQUES *contre toute défense ?*

En fait, Caslan coupa, puis il monta au mort par le Valet de Trèfle pour jouer le 5 de Pique. *Quelle a été la défense mortelle* de Ross en Est ?

RÉPONSE

Ross en Est s'est précipité sur le Roi de Pique pour continuer Trèfle. Sud fit la Dame de Trèfle, et il rejoua la Dame de Pique prise par l'As de Ross qui s'empressa de jouer... *le 2 de Cœur* sous la tierce majeure ! Ouest prit la main avec le 10 de Cœur et *il rejoua son dernier Trèfle* pour la coupe d'Est et la chute.

Le déclarant aurait-il pu éviter cette coupe ? Oui, s'il imagine à la première levée le déroulement du coup. Il faut utiliser le fameux Coup sans nom : il consiste à ne pas couper l'entame, mais à *jeter sur le Roi de Carreau le petit Cœur perdant* afin que les adversaires ne puissent plus communiquer dans cette couleur quand la coupe à Trèfle sera ouverte.

INDISPENSABLE RECONSTITUTION

Au moment où vont s'ouvrir en septembre à Genève les Olympiades paires et le Championnat du monde par équipes open, voici une donne de la demi-finale entre les USA et les Pakistanais aux précédentes Olympiades. Aux deux tables, on a trouvé la défense, et ce n'était pourtant pas facile pour Ouest qui *ne voyait que* sa main et celle de Nord (le mort).

	♠ A 10 3 2 ♥ ... ♦ R D 8 5 ♣ V 10 7 3 2	
♠ 9 ♥ D 8 6 5 3 ♦ A 7 3 ♣ A D 9 4	N O E S	♠ D 8 6 5 4 ♥ A 7 2 ♦ 9 4 2 ♣ 8 6
	♠ R V 7 ♥ R V 10 9 4 ♦ V 10 6 ♣ R 5	

Ann. : N. don. Pers. vuln.

Ouest	*Nord*	*Est*	*Sud*
Weichsel	Nisar	Lawrence	Nishat
–	1 ♣	passe	1 ♥
passe	1 ♠	passe	2 ♦
passe	3 ♦	passe	3 SA...

Ouest a entamé le 5 de Cœur pris par l'As de Cœur d'Est et le 4 de Cœur de Sud. Est a continué avec le 7 de Cœur ouvert par le Valet de Cœur. *Comment Weichsel en Ouest a-t-il fait chuter* TROIS SANS ATOUT ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

Il faut vraiment tirer sur la corde pour ouvrir avec la main de Nord. Mais, avec 3 points de distribution et la plus-value des deux 10, on arrive presque à 14 points.

L'enchère de « 2 Carreaux » au second tour était forcing. Elle ne promettait pas une couleur à Carreau, mais garantissait au moins 12 points conformément à la convention de la « quatrième couleur forcing » mise au point par les Anglais Reese et Flint dans les années 60. C'est un gadget très utile, mais assez difficile à manier...

PHILIPPE BRUGNON

dames

Nº 386

LEÇON DE COMPLÉMENTARITÉ

Tournoi international du « Paris aérospatiale club » 25 mai 1990 (série « Excellence »)

Blancs : CORDIER (Dijon)
Noirs : VAN BERKEL (Pays-Bas)
Ouverture : polonaise

1. 31-27	17-21	33. 49-43	19-23
2. 37-31(a)	21-26	34. 33-29!(o)	24x33
3. 32-28(b)	26x37	35. 37-32	28x37
4. 41x32	11-17	36. 39x19	13x24
5. 46-41	6-11(c)	37. 31-42	22x31
6. 41-37(d)	1-6	38. 26x37(p)	8-13
7. 34-30	17-22	39. 44-39	9-14(q)
8. 28x17	11x31	40. 43-38	18-23
9. 36x27	19-23	41. 39-33	12-18
10. 30-25	20-24(e)	42. 37-32	6-11
11. 33-29	24x33(f)	43. 36-31	11-17
12. 39x19	14x23	44. 33-28!(r)	14-19
13. 44-39	10-14	45. 31-27	4-9
14. 39-33	7-11	46. 40-35(s)	24-29
15. 35-30	11-17	47. 35-30!	18-22(t)
16. 33-29(g)	23x34	48. 27x18	13x33
17. 30x39	18-23	49. 30-24	19x30
18. 39-33	12-18	50. 25x34	29x40
19. 37-31	5-10	51. 38x18	40-44
20. 31-26(h)	8-12	52. 45-40	44x35
21. 42-37	14-19	53. 32-28	35x40
22. 47-41	10-14	54. 28-22	17x28
23. 41-36	2-7(i)	55. 18-12	28-33(u)
24. 37-31	7-11(j)	56. 12-8	33-39
25. 33-28	15-20	57. 8-3(v)	9-13
26. 48-42(k)	20-24	58. 3-20	40-45
27. 50-44	3-8(l)	59. 20-24	13-18
28. 43-39	17-22	60. 42-38	45-50(w)
29. 28x17	11x22	61. 24-29!	18-22
30. 42-37	23-28(m)	62. 38-32!	50-45
31. 32x23	19x28	63. 29-42!	45-50
32. 38-33(n)	14-19	64. 32-28!(x)	NULLE

NOTES

a) Ou 2.36-31 qui conduit parfois les Blancs à prendre dans un double enchaînement toute l'aile droite des Noirs. Voici un exemple, tiré d'une partie entre l'ancien champion du monde, A. Molimard (Noirs) et l'ancien maître français Fayet, où ce double enchaînement vole en éclat sous l'effet d'une très belle combinaison en ... dix temps ! 2... (11-17) ; 3. 31-26 (6-11) ; 4. 37-31 (1-6) ; 5. 41-36 (18-23) ; 6. 33-28 (12-18) ; 7. 39-33 (7-12) ; 8. 44-39 (2-7) ; 9. 34-29 (23x34) ; 10. 39x30 (18-23) ; 11. 30-25 (12-18) ; 12. 50-44 (23-29) ; 13. 33x24 (20x29) ; 14. 38-33(29x38) ; 15. 42x33 (19-24) ! ; 48-42, les Noirs exécutent la combinaison en dix temps : 16. (24-29) ! ; 17. 33x24 (14-20) ! ; 18. 25x14 (10x30) ; 19. 35x24 (18-23) ! ; 20. 28x19 (8-12) ! ; 21. 19x8 (15-20) ; 22. 24x15 (4-10) ; 23. 15x13 (12-18) ; 24. 13x22 (17x50) !! [dame] ; 25. 26x17 (3x22) !, + splendide !

Autre exemple de variante de début en vogue : 2. 33-28 (21-26) ; 3. 39-33 (11-17) ; 4. 44-39 (17-22) ; 5. 28x17 (12x21) ; 6. 33-28 (19-23) ; 7. 28x19 (14x23) ; 8. 38-33 (6-11) ; 9. 50-44 (11-17) ; 10. 33-28 pour faire sauter l'enchaînement [Gantwarg-Wierbma, match mondial, 1979].

b) Parmi de multiples continuations, on peut citer : 3. 41-37 (20-25) ; 4. 33-28 (14-20) ; 5. 39-33 (10-14) ; 6. 44-39 (5-10) ; 7. 49-44 (19-24) ; 8. 47-41 (13-19) ; 9. 34-30 (25x34) ; 10. 39x30 (20-25).

BOM-KRAAN, Apeldoorn, juillet 1988

c) Loin du tournoi international de Groningen d'août 1988, KOUPERMAN (Blancs) et BUURKE (Noirs) poursuivirent dans la prudence : 5. ... (7-11) ; 6. 36-31 (1-7) ; 7. 41-36 (19-23) ; 8. 28x19 (14x23) ; 9. 42-37 (10-14) ; 10. 34-30 (14-19) ; 11. 30-25 (17-22) ; 12. 25x14 (19x10) ; 13. 40-34 (11-17) ; 14. 47-42 (9-14), etc. Un début à bien connaître pour qui ne recherche pas le risque.

d) Les Blancs ont pu développer rapidement et dans de bonnes conditions leur grande diagonale.

e) Interdisant 11. 39-34 (24-30) ; 12. 35x24 (14-20) ; 13. 25x14 (10x28), rafle quatre pions, +.

f) Meilleur que 11. ... (28x34).

g) Comptant plusieurs temps d'avance, les Blancs effectuent un mouvement de repli.

h) Pour le moment, les Blancs ne cherchent pas à investir la case 28 puisque tout serait à refaire, et plus tard, après 28x19 et (14x23).

i) Si la stratégie des Noirs supposait le maintien de la flèche 3, 9 et 14, il eût été préférable de jouer 23. ... (2-8).

j) Face au regroupement constant des forces adverses sur l'aile gauche, les Noirs renforcent leur trictrac.

k) Stratégie silencieuse par laquelle les Blancs s'apprêtent à faire face aux coups qui suivraient l'éventuelle sortir du pion à 3.

l) La sortie du pion pivot qui a pour conséquence de créer une évidente faiblesse sur l'aile gauche des Noirs en l'absence désormais de la flèche 3, 9 et 14.

m) Le jeu, sur cette attaque ou contre, prend un tour nouveau qui recèle une multitude d'interrogations.

n) Ce coup de position doit s'analyser comme l'esquisse d'un mouvement tactique modifiant une nouvelle fois sensiblement la physionomie du jeu.

o) La nouvelle donne à l'initiative des Blancs, qui font pièce à la pression.

p) Quand tout est à construire sur des bases différentes en tout point ; il faut voir dans cette mutation une marque parmi tant d'autres du caractère évolutif du jeu.

q) Interdisant 40. 39-33 (14-20) ; 41. 25x14 (13-19) ; 42. 14x23 (18x49) ou (18x47), dame, +.

r) Cette occupation du centre précède la mise en action du pion 31 pour le contrôle de la case 27, hautement stratégique à l'approche de la fin de partie.

s) La tension monte avec le risque d'être pris par le temps.

t) Sans doute plus fort que 47. ... (9-14), qui interdit toutefois :

1° 48. 45-40 (17-22) ; 49. 28x17 (29-23) ; 50. 38x29 (23x45), N+.

2° 48. 42-37 ; les Noirs disposent alors du gambit avantageux sinon gagnant, 48. ... (16-21) ; 49. 27x16 (18-22) ; 50. 16-11 [ou... ?] (22x31) ; 51. 11x22, N+l.

u) Possédant quatre pions contre deux, les Noirs ont tout intérêt à s'assurer sans retard deux passages à dame en vue du gain.

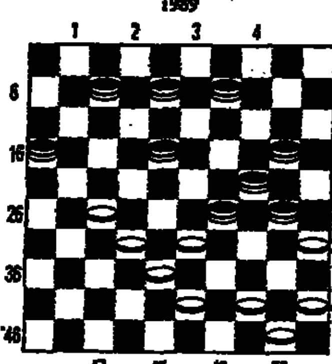
v) Dame.

w) Dame.

x) Une dame contre trois pièces et c'est la nulle dans ce final où les Blancs ont donné une leçon de complémentarité entre une dame et un pion.

Ce sixième Tournoi international du « Paris aérospatiale club » a réuni 184 participants (record de la spécialité). La barre est placée à plus de 200 pour 1991. Bravo pour M. ALMANZA !

PROBLÈME
M. COUPLET (Bordeaux)
1989



Les Blancs jouent et gagnent. Nouveau problème de ce « maître problémiste » pour les lecteurs du *Monde*.

• SOLUTION : 27-22 (18x27) (16x27) ; 38-32 ! (29x40) ; 45x1 ! (27x38) ; 35-30 ! (24x35) ; 1-29 ! (38x43) ; 29-40 (35x44) ; 50x48 !,+

JEAN CHAZE

mots croisés

Nº 624

HORIZONTALEMENT

I. On en trouve en cette saison. – II. Mettaient face à face. Peine à peine. – III. Métal précieux. Peut être rapide, sauf lorsqu'il est doublé. – IV. Sera mangé ou évacué. Ont leurs cycles. – V. Fait des rameaux. Sans elle on perd la partie. Va son chemin. – VI. S'en va. Choisit ses mots. – VII. On les chasse toujours. Gros ou maigre, qu'importe s'il fait plaisir. De droite à gauche, cela fait des sons. – VIII. A la mode. Donnent pourtant des résultats. – IX. On ne peut l'accuser d'être pesant. Elle ne peut se plaindre d'un manque de considération. – X. Font de l'effet.

VERTICALEMENT

1. Font rarement rire. – 2. Qu'elle est fatigante ! – 3. C'est tout un programme. En chaîne. – 4. Quand il est posé, c'est bien. Fréquentées par les I et les 1. – 5. C'est l'Épouse. Fatiguera. – 6. Il s'étale complaisamment. A la menthe. – 7. On a su l'apprécier. Note. – 8. Article. Très italien. – 9. A quelque chose à voir avec le premier du 4. – 10. Le tout est d'y mettre un pied. Dernier acte. – 11. En rade. Prépare le festin de l'araignée. – 12. On lui a retiré le plus gros. Article d'ailleurs. – 13. Cherchent le contact.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I													
II											■		
III								■					
IV				■									
V					■						■		
VI							■						
VII						■				■			
VIII			■									■	
IX							■						
X													

SOLUTION DU Nº 623

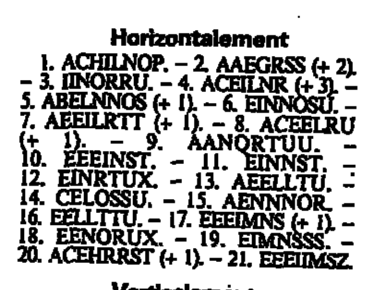
Horizontalement

I. Cancérologue. – II. Orion. Ténors. – III. Méandres. UGC. – IV. Poivrée. Ster. – V. Option. Mutai. – VI. Sa. Viagère. – VII. Ignition. Lie. – VIII. Teía. Sauveur. – IX. Plis. Sotte. – X. Uraètes. Iton. – XI. Rassasièrent.

Verticalement

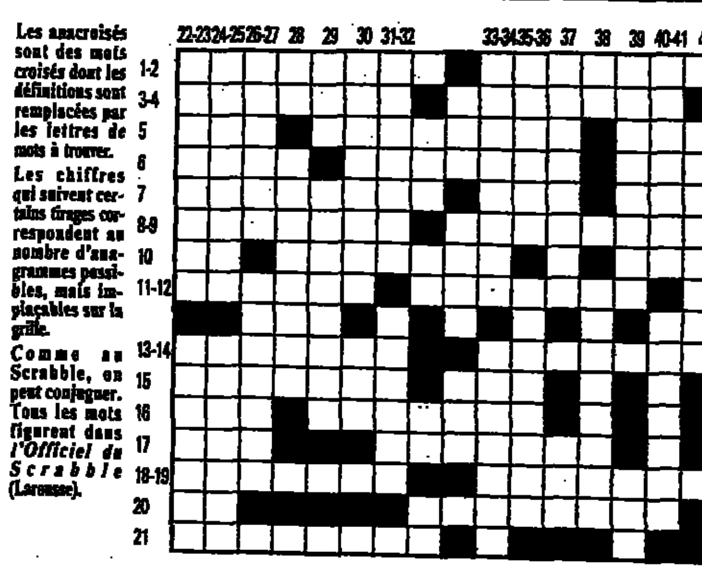
1. Compositeur. – 2. Aréopage. Ra. – 3. Niait. Nipas. – 4. Conviviales. – 5. Endroit. Ita. – 6. Renaisses. – 7. Otée. Goa. Si. – 8. Les. Menus. – 9. On. Sûr. Voir. – 10. Gouttelette. – 11. Urgea. Luton. – 12. Escrimèrent.

FRANÇOIS DORLET



anacroisés ®

Nº 626



Horizontalement

1. ACHILNOP. – 2. AAEGRSS (+ 2). – 3. IINORRU. – 4. ACEILNR (+ 3). – 5. ABELNNOS (+ 1). – 6. EINNOSU. – 7. AEEILRTT (+ 1). – 8. ACEELRU (+ 1). – 9. AANORTUU. – 10. EEEINST. – 11. EINNST. – 12. EINRTUX. – 13. AEELLTU. – 14. CELOSSU. – 15. AENNNOR. – 16. EELLTTU. – 17. EEEIMNS (+ 1). – 18. EENORUX. – 19. EIMNSSS. – 20. ACEHRRST (+ 1). – 21. EEEIIMSZ.

Verticalement

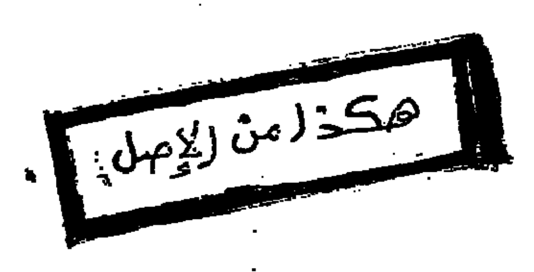
22. ELNPRTUU. – 23. AILNOST (+ 6). – 24. AACEEENR. – 25. CEEINNU. – 26. AIILMT (+ 2). – 27. EINOORT. – 28. EEEILNNS. – 29. AILNRTTU. – 30. EHIILORS. – 31. AENORST (+ 3). – 32. EERTVX. – 33. AAIMNNRT (+ 1). – 34. AELMOSU (+ 1). – 35. AAENNU. – 36. EEEMRRSS. – 37. CEEINQSU. – 38. AELLSSUU. – 39. AEGINTUX. – 40. DENOORS. – 41. AEHMNST. – 42. AEELMNST (+ 3).

SOLUTION DU Nº 625

1. MARXIEN. – 2. OURAGANS. – 3. AUSSITOT (TOUSSAIT). – 4. VERONAIS, de Vérone (VERAISON...). – 5. ETRIERS (REITRES, RETIRES, TRIERES). – 6. NIAISER (RESINAL...). – 7. COMPRISE. – 8. DRIVERAS (VERDIRAS). – 9. RONERAIE, lieu planté de rôniers. – 10. SCIANTE (NATICES, CASTINE). – 11. ILLYRIEN. – 12. PETANQUE. – 13. EUSSENT. – 14. RESUMAIT (MAURISTE...). – 15. DEBINAT. – 16. TARIRIEZ (TRAIRIEZ). – 17. ECOURTAI (COUTERAI, ECROUAIT, ECROUTAI). – 18. EPERLAN. – 19. MINUTEUR. – 20. MEVENDRA. – 21. PARSEME (AMPERES, ASPERME, EMPARES). – 22. IRONIE. – 23. RURBAIN, relatif aux banlieues (BRUNIRA). – 24. OTOSCOPE. – 25. IONISER (IRONIES, IRONISE). – 26. NEMORAL, qui vit dans les forêts (NORMALE). – 27. ERADIQUA. – 28. NAITRAI (RATINAI, TRAINAI, RAINAIT). – 29. LUSITAIN (INSULTAI, LUTINAIS). – 30. LESTAI (LAITES...). – 31. USERONS (SUERONS). – 32. RONDIRAI, taillerai les ardoises (NORDIRAI). – 33. CHISTERA (CHARITES, CITHARES). – 34. ATROPHIEE. – 35. AMNESIE (SEMAINE). – 36. ATERIEN (ARETINE...). – 37. CANZONE. – 38. SYSTEME. – 39. FESTINER, festoyer (FREINTES, INFESTER).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET





SANS VISA

LA TABLE

Merlans

En colère ou en lorgnette, frit ou poché ; la chair la plus fine de l'océan

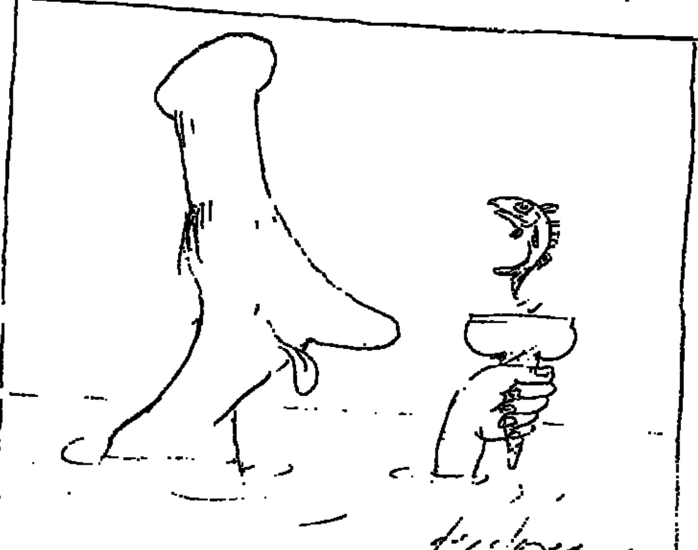
LE merlan, un sorbet de la mer ! L'expression est de James de Coquet qui signalait par là sa chair légère et transparente. De digestion facile, c'est un des meilleurs poissons de mer. Et pourtant...

Nourriture populaire (un proverbe ancien le désignait « viande de postillon »), moins coûteux que soles, turbots et autres poissons du snobisme, les gourmands et les gourmets savent bien, eux, ses mérites. Même s'il est un « gadidé », c'est-à-dire un cousin de la vulgaire morue !

C'est, aussi, qu'il faut savoir l'acheter car, pêché au filet, il perd ses écailles, s'écrase ou s'amollit puis, éviscéré, perd son bel aspect brillant argenté. Il vous faudra donc un poisson « de ligne », de taille moyenne et, bien sûr, éloigné de la période de fraie qui rend sa chair molle et fadasse.

On chantait, dans ma jeunesse : *« Si les merlans ont l'air lent, c'est qu'la mer les rend lents »*, et chaque bonne brasserie ou presque affichait à sa carte le merlan frit. Pour ce faire, on le farinait d'où, autrefois, le surnom donné aux perruquiers puis ensuite aux coiffeurs : on allait chez le merlan parce que l'ancêtre, l'artisan des perruques, semblait toujours enfariné comme poisson prêt à la friture.

Le simple merlan frit (on lui garde la tête, le vidant par les ouïes et une incision sous le ventre) devait inspirer les chefs qui imaginèrent de le faire se mordre la queue, d'où le merlan en colère. Ils n'eurent point à s'en mordre les doigts car ainsi paré à l'anglaise et frit, entouré de persil frit, le plat est plaisant à regarder avant d'être dégusté (1).



Mais cela exige du doigté, une huile de friture impeccable et le simple merlan frit n'est point si courant aujourd'hui. Il figure sur la carte de tous les Fouquet's, bien évidemment. Sous le nom de merlan Colbert parce que, pané à l'anglaise, on lui a, préalablement, ôté les arêtes et on l'accompagne d'une sauce (plus exactement d'un beurre « maître d'hôtel »). De même, il se devait de ne pas manquer à la carte du Grand Colbert (2, rue Vivienne). Et on le retrouve au Procope (13, rue de l'Ancienne-Comédie).

Vous aimerez aussi le merlan au persil frit tout simple (mais d'une fraîcheur indiscutable) de chez Lasserre ou de Laurent (*un détail* : ce persil frit doit être craquant, sans laisser goût de gras et, légèrement poudré de sel, devient ainsi un véritable légume d'accompagnement).

On a oublié le merlan en lorgnette : le poisson fendu de la tête à la queue est délivré de ses viscères et de l'arête, la paroi ventrale coupée et les deux filets restants sont roulés, attachés à la tête formant ainsi une grande brochette panée à l'anglaise et frite. Passons.

A signaler encore le merlan Berthomier de Coconnas (2 *bis*, place des Vosges) ouvert en deux, salé, citronné et poivré avant d'être chapeluré et poêlé dans un mélange de vin blanc, fumet de poisson et beurre fondu, au four. Une vieille tradition, dont Claude Terrail est fier, veut qu'il s'agisse ici d'un « poutassou », c'est-à-dire un merlan de Méditerranée. Comme ses frères de l'Atlantique et de la Manche, il a les écailles molles, le nez pointu, mais est teinté de bleu à l'intérieur de la bouche et des branchies.

LA REYNIÈRE

(1) Le merlan frit en colère, vous le trouverez chez Paul Chêne, 123, rue Lauriston (16e). Tél. : 47.27.63.17.

VOYAGE

Zanzibar à l'horizon

Suite de la page 9

Ces années de la traite et du négoce marquent aussi l'expansion du kiswahili, devenu langue véhiculaire de l'Afrique de l'Est, de la côte aux Grands Lacs. Zanzibar a donné sa langue à cette région de l'Afrique ; le dialecte de Zanzibar est aujourd'hui le dialecte de référence du kiswahili standard, langue nationale de la Tanzanie et du Kenya, parlée et comprise de tous, soit de plus de 50 millions de locuteurs. Et la ville possède un institut de kiswahili, seul et unique en son genre en Afrique de l'Est.

Zanzibar ne s'est pas encore remise des événements de 1964 ; la population de la « ville de pierre », qui était de 15 000 habitants, a baissé de près de 20 % dans les années qui suivirent, avant de revenir se stabiliser autour de ce chiffre qui représente 10 % de la population de la cité. C'est dans la « ville de pierre » que résidait l'essentiel de la population arabe, dans des maisons à étages, construites autour d'un patio-puits de jour, et dont les parties habitables étaient situées dans les étages supérieurs et sur la terrasse.

Ces demeures, type achevé de la maison swahilie, sont aujourd'hui en piteux état ; dès avant la révolution, leurs propriétaires arabes étaient souvent ruinés, au profit des Indiens, et notamment des ismaéliens, et la révolution n'a rien arrangé ! En 1983, une étude des Nations unies a montré la dégradation du patrimoine bâti de la « ville de pierre » : les maisons commençaient à s'effondrer, et dix personnes ont péri sous leurs décombres dans la seule année 1984. Ces 200 hectares coincés entre le palais du sultan, sur la mer, et Creek Road, aujourd'hui artère commerçante, jadis bras de mer formant une petite île, fourmillent de mosquées – il y en a quarante-huit – perdues dans un fouillis de ruelles sombres, prises entre les bâtisses swahilies ou indiennes de trois ou quatre étages, aux façades lépreuses.

Les demeures abandonnées par leurs propriétaires, souvent omanais, ont été squattées, puis nationalisées et louées à leurs nouveaux occupants, la plupart du temps venus de la ville africaine, de l'autre côté de Creek Road ; là où il y avait une famille, il y en a aujourd'hui dix qui font chacune la cuisine au charbon de bois.

Le tourisme semble être une des seules possibilités de développement de Zanzibar, et cette ville arabo-islamique présente des atouts que ni Lamu (Kenya), trop village de pêcheurs, ni Mombasa, trop grand port cosmopolite, ne peuvent offrir ; il fallait donc agir : ainsi a été créée en 1986, à l'initiative des Nations unies, une mission de conservation, la Stone Town Conservation and Development Authority.

La « ville de pierre » n'est pas morte pourtant : elle est toujours habitée par une population d'artisans et de commerçants affables, même si leurs activités semblent tourner au ralenti. Deux mille cinq cents édifices ont été répertoriés : un tiers appartiennent à l'Etat, un tiers à des associations islamiques *(Waqf)*, un tiers à des particuliers. L'Etat a non sans mal accepté de revendre une partie de son parc immobilier à des particuliers : plus de trois cents maisons sont ainsi revenues, depuis 1986, sur le marché, souvent rachetées par leurs anciens propriétaires omanais... Mais les prix flambent, à mesure que s'allonge la piste de l'aéroport, qui, grâce à un financement omanais, pourra bientôt accueillir les gros porteurs de Gulf Air et des autres compagnies ; aussi les acquéreurs, censés restaurer leurs anciennes maisons, voient maintenant dans l'arrivée de touristes, voire d'amateurs de résidences secondaires au cachet original, une occasion de faire de bonnes affaires.

Maisons menacées de ruine

Or l'Etat ne s'était pas donné les moyens de parer à cette éventualité. Une clause de cinq ans d'interdiction de revente vient d'être introduite dans le cas de privatisation de ces anciens « biens nationaux » : il ne faudrait pas décourager les investisseurs alors que les maisons sont menacées de ruine ! Le Parlement de Zanzibar est peu préparé à passer aussi brutalement du train-train socialiste à la régulation d'un marché immobilier. Tout le travail d'Ahmed Sheikh, responsable de la Stone Town Conservation and Development Authority, est de veiller à ces aspects législatifs tout en contrôlant les aspects architecturaux de la rénovation qui ne sont pas moins préoccupants.

Ainsi le département technique de sa mission vient de retrouver et de mettre au point des techniques de préparation de la chaux qui s'étaient perdues ; ces types d'enduits, pourvu qu'ils soient bien dosés, sont idéaux sous ce climat, alors que le ciment, bien plus facile à se procurer, est à proscrire. Il faut former les *fundi* – les artisans – nombreux ici, qui ont perdu les procédés et les tours de main anciens. Où trouver les menuisiers capables de sculpter les portes qui contribuent au charme de ces maisons, avec leurs arabesques enchevêtrant des fleurs de lotus, mariant l'Arabie et l'Inde ?

Pause-prière à la mosquée

Personne ne sait plus sculpter ces motifs, encore repris en Inde, et le gouvernement indien n'a toujours pas fourni le coopérant demandé. Il faut des menuisiers, des plâtriers, des stucateurs. La Communauté européenne se propose de prendre le relais des Nations unies pour la conservation du patrimoine ; l'ambassade de France envisage de restaurer l'ancien hôpital de la mission anglicane pour en faire un centre culturel ; les ONG allemandes et scandinaves, très présentes en Tanzanie, vont fournir quelques artisans « compagnons » pour former aux anciens métiers du bâtiment les artisans zanzibarites.

Le raz-de-marée touristique venu du Kenya – quatre cent mille touristes cette année, un million l'an prochain – va-t-il submerger Zanzibar ? Le promeneur a du mal à le croire, qui goûte le charme rétro de noms désuets comme « hôpital Lénine », « stade Mao-Tse-Toung », ou « lycée Ben Bella ».

Quelques coopérants se risquent dans des ruelles fraîches où des barbus tapent le carton, assis en tailleur à l'ombre des mosquées. En cet été 1990, la grande affaire était la Coupe du monde de football, dont les résultats s'inscrivaient quotidiennement à la craie sur un tableau noir, rue de Goa. Tout près de la cathédrale catholique et face à la nouvelle mosquée saoudienne, dont le minaret a la politesse de ne pas surplomber la tour. La plupart des mosquées sont ici discrètes. Les ibadites, dont l'empreinte marque l'islam zanzibarite, affectent un égalitarisme de principe : faute de minarets et de *mihrabs* proéminents, leurs mosquées se fondent dans le tissu urbain. La pause-prière à la mosquée du coin fait partie de la vie quotidienne. Quant au *buibui*, cet étrange voile noir venu de l'Hadramaout au début du siècle, les femmes l'arborent avec nonchalance, et même un rien de provocation ; vingt ans de socialisme et d'éducation égalitaire ont émancipé les filles de Zanzibar, qui parfois portent des shorts sous leur *buibui*...

Dans le quartier de Malindi, près du port, de vieux messieurs arabes parlent encore de « Sa Hautesse », le sultan, avec respect... L'héritier du trône est aujourd'hui à Oman, d'où il envoie, comme les autres émigrés de l'importante diaspora zanzibarite, des mandats aux membres de sa nombreuse famille demeurés dans l'île...

Zanzibar, *« terme alphabétique de l'errance »*, écrivait Alain Borer dans son beau livre sur Rimbaud, faisant allusion à l'obsession du départ à Zanzibar qui se manifeste dans la correspondance du représentant à Harrar de la maison Bardey. Alain Borer se trompe : Zanzibar n'était pas un terme, c'eût été un début. Rimbaud connaissait Stanley, et il savait que tout commençait à Zanzibar pour un traitant d'envergure. Qu'en est-il un siècle plus tard ? Les Omanais ouvrent un consulat, l'Aga Khan investit ; certains se prennent à rêver d'un avenir style Singapour ou d'un statut d'indépendance... Un peu trop parfois : l'ancien premier ministre est en prison depuis deux ans pour avoir trop voulu accélérer ce mouvement... Zanzibar est-elle au terme de son errance politique ? Rien en tout cas ne sera plus pareil, et bien peu regretteront les sombres décennies qui viennent de s'écouler !

ALAIN RICARD

□ **Rectificatif.** – Le numéro de téléphone du restaurant *Le Dromadaire*, 85 rue Leblanc, 75015, Paris, est le 45-58-61-01 et non celui qui a été imprimé par erreur dans la chronique de La Reynière intitulée « Fourchettes d'août » publiée dans *le Monde* du 28 juillet.

« Le Louvre, des fortifications à nombres », par Natya. ...v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-

CULTURE

CINÉMA

Les charmes de la parabole

A l'occasion de la sortie du film de Mahmoud Zemmouri, « De Hollywood à Tamanrasset » portrait de l'Algérie envahie par les antennes

ALGER

de notre correspondant

Pour les partisans du FIS, elles sont d'abord l'instrument du diable, des antennes *« paradiaboliques »* dressées contre l'Islam et promises dès que possible à l'interdiction. Pour les autres, elles sont des ancrages de rêve, fragile moyen d'évasion d'une société d'où suintent l'ennui et le désœuvrement. Pour tous, elles sont un sujet de passion.

Aucune statistique officielle ne permet de dénombrer ces disgracieuses soucoupes géantes qui encombrent les toits d'Alger, voire, par peur des vols, les balcons. Le phénomène en tout cas touche aujourd'hui villes et villages, contaminant des millions de téléspectateurs. Paradoxe savoureux : alors que l'Algérie est en passe de rejeter le socialisme, la parabole réhabilite le collectivisme sauvage en assurant avec une seule antenne le cablage de centaines de foyers qui captent ainsi les chaînes françaises et étrangères, y compris Canal Plus qui semble ici se jouer du décodeur.

La « parabolite » est apparue en Algérie il y a quelque quatre ans. D'abord réservée aux riches, l'épidémie a bientôt gagné les autres couches de la population, même les plus modestes, apportant la fortune aux malins qui avaient su flairer l'importance du marché. Aux installateurs plus ou moins compétents sont venus se joindre d'astucieux aigrefins. La chronique algéroise regorge d'anecdotes édifiantes sur les « spécialistes » qui vendent pour neuf du matériel de seconde main ou qui empochent l'argent des assoiffés d'images puis disparaissent sans laisser d'adresse. Malgré tout, la demande demeure forte, témoin du dynamisme d'un marché abordé en pleine anarchie, sans que les pouvoirs publics aient voulu ou pu réagir.

Car dans un pays où, encore récemment, l'Etat s'occupait de tout, l'antenne parabolique a sans doute été le premier terrain entièrement laissé à l'initiative privée, générant escrocs et profiteurs au premier rang desquels figurent ceux qui, après avoir acheté et installé leur parabole, y ont, moyennant redevance, relié tout leur quartier. L'importation du gadget revient, toutes taxes comprises, à quelque 60 000 dinars (environ 37 000 francs) et il suffit de câbler une vingtaine de voisins pour amortir la dépense. Mais les « branchés » sont souvent bien plus nombreux, assurant de confortables profits aux propriétaires de la merveilleuse antenne.

La course aux programmes

Encore faut-il y ajouter les profits induits, plus modestes mais non négligeables. Aucun magazine algérien, orgueil national oblige, ne donne les programmes des chaînes françaises ! Voilà un excellent créneau laissé également à l'initiative privée : pour 10 dinars, tel kiosque du centre d'Alger vend sous la gandoura la photocopie des programmes du *Monde*, dont le supplément hebdomadaire du dimanche-lundi demeure une denrée recherchée. D'autres débrouillards se font envoyer par télécopie, de Paris, les programmes. Ronéotés, ils sont ensuite proposés au porte-à-porte à une clientèle d'« abonnés » fidèles.

Les islamistes qui mènent le combat contre les paraboles et l'idéologie *« anti-islamique »* qu'elles véhiculent, auront dans ces conditions fort à faire pour enrayer la progression du virus. Ici et là, après leur victoire électorale du 12 juin, ils avaient bien mené quelques actions d'intimidation (*le Monde* daté 24-25 juin) mais la campagne semble aujourd'hui suspendue. Comment en effet lutter contre le seul moyen d'échapper un peu à l'ennui qui étouffe toute la société ? En plein désert culturel, alors que les cinémas mis à sac, sont désertés par les amateurs, il est difficile de fermer le seul robinet qui dispense un peu de rêve...

Si les mêmes séries américaines inondent la télévision algérienne et française, la différence est en revanche flagrante en matière d'information. Les Algériens constatent ainsi, non sans aigreur, que les chaînes françaises sont souvent plus rapides qu'eux à rendre compte de l'actualité locale, allant même, comme la Cinq au lendemain des élections, jusqu'à organiser entre les principaux responsables politiques du pays « le » débat qui compte.

Pis, la langue utilisée par les présentateurs algériens – un arabe classique modernisé à l'usage des médias – n'est pas toujours comprise des téléspectateurs qui ne parlent que l'arabe dialectal ou le français. Regardées par des millions d'Algériens, les informations françaises sont maintenant devenues un facteur de la politique locale, objet permanent de récriminations devant l'interventionnisme supposé de Paris qui rêverait, comme on le soutient souvent à Alger, *« de faire tourner en arrière la roue de l'Histoire »*.

Et puis il y a le non dit, l'insaisissable si présent, cette chose honteuse et fascinante : le sexe. Ici la télévision se regarde d'abord en famille, ce qui justifie la censure au nom des bonnes mœurs. Baiser chaste ou dialogues un peu lestes, tout film diffusé sur la chaîne algérienne est implacablement coupé, quitte à bousculer parfois la logique de l'intrigue. Dans une société rigoriste où se fait lourdement sentir la présence du groupe, pas question de reconnaître l'intérêt que suscitent sur les chaînes étrangères ces publicités trop suggestives, ces corps trop libres, ces films trop osés. Charme discret de la parabole, dans l'intimité de la chambre conjugale, hors de portée des enfants et des parents, trône de plus en plus souvent un second téléviseur.

GEORGES MARION

La télé qui rend fou

Le sujet du troisième film de Mahmoud Zemmouri, *De Hollywood à Tamanrasset*, ressemble à un remake de *Reine d'un jour*. Dans la périphérie d'Alger la Blanche, hérissée d'antennes paraboliques, il n'y a rien à faire, à dire, à vivre, sinon se goinfrer de télévision. Un beau jour, les habitants, pris de vertige par l'ennui, décident de vivre les palpitantes aventures de leurs héros favoris. L'un cultive les muscles de Rambo, l'autre la morgue de Joan Collins dans *Dynastie*, ou l'intuition bohème de Colombo. La schizophrénie gagne.

Pour divertissante qu'elle soit, la comédie n'est pas une caricature, mais le reflet d'une réalité algérienne. *« Je voulais montrer que dans ce pays, pour des raisons politiques, sociales et donc culturelles, le vide est comblé de façon anarchique tous azimuts ; que cette invasion, ce déluge d'images audiovisuelles aliènent les esprits, chambardent les comportements jusqu'à rendre littéralement fous les plus vulnérables des citoyens consommateurs, en perte d'identité. »* Une comédie si grinçante que le cinéaste a eu maille à partir avec la censure. Mahmoud Zemmouri attend toujours la sortie de son film en Algérie.

B. M.

La visitation collective

Reprise de « Théorème », de Pier Paolo Pasolini

Un mystérieux jeune étranger, beau comme les ragazzi des faubourgs de Rome (c'est, pourtant, l'acteur anglais Terence Stamp), fait son apparition dans la villa d'un industriel milanais. Il séduit toute la famille et même la servante. Il va avoir avec chacun, chacune, des relations sexuelles et passionnelles avant de disparaître comme par enchantement. Etait-ce un ange ? Non, puisque les anges n'ont pas de sexe.

L'Office catholique international du cinéma ne s'y trompa pas. Il donna son prix à ce film, *Théorème*, réalisé en 1968, pour avoir su distinguer, chez Pier Paolo Pasolini, marxiste héritier de Gramsci, un sens du sacré opposé aux valeurs matérialistes de la société capitaliste.

Cette distinction fit scandale au Vatican et dans les milieux catholiques, pour lesquels Pasolini sentait forcément le soufre. Un avocat obtint la saisie de *Théorème*. Il y eut un procès pour délit *de « publication obscène »*, mais le président du tribunal leva le séquestre.

De *Théorème*, Pasolini disait que c'était une *« visitation collective »*. Cet *homme, constamment tourmenté et* souvent attaqué de toutes parts, avait, l'année précédente, dans *Œdipe roi*, fait passer, à travers la tragédie de Sophocle, ses désirs, ses angoisses, sa propre histoire. Ni obscène ni même licencieux malgré le postulat « érotique », *Théorème* est un cri de colère contre la bourgeoisie en pleine décomposition – celle-là même qui voulait ramener Pasolini à son ordre moral – ayant perdu le sens des valeurs mystiques et religieuses. Après le passage du « visiteur », vient le temps des prises de conscience dont on ne se remet pas.

Lucia, la mère (Silvana Mangano, ici grande figure pasolinienne) s'offre à des jeunes gens de rencontre ; la fille (Anne Wiazemsky) sombre dans la léthargie ; le fils (Andres José Cruz) quitte la maison et devient un peintre sans talent ; la bonne (Laura Betti) retourne dans son village, guérit un malade et fait de la lévitation ; le père, enfin (Massimo Girotti), donne ses usines à ses ouvriers, se met nu dans la gare de Milan et s'enfuit au milieu d'un désert.

Il y a vingt ans, ce fut un fameux choc, autant par les surprises du sujet que par la rigueur d'un style tragique, générateur d'un trouble idéologique et mystique. Ce trouble, aujourd'hui, subsiste mais comme celui du « premier testament » d'un auteur de films qui, après avoir cru pouvoir réformer la société, dut se replier sur sa marginalité et commença sa marche vers la mort. Elle l'attendait sur une plage d'Ostie.

JACQUES SICLIER

PHOTOGRAPHIE



LIONEL GUILLAIN

Les wagons aux corps abandonnés

Un jeune photographe français a saisi les dormeurs dans les transports en commun nippons

TOKYO

de notre correspondant

Dans le courant d'air, une mèche mutine s'égare au-dessus des yeux aux paupières étirées qui ne forment plus que deux traits. La tête légèrement inclinée, dodelinante dans les secousses, les mains reposant sur son sac à plat sur des genoux serrés, cette jeune femme, à la mise soignée, s'est assoupie. Corps abandonnés des trains et des métros japonais. L'imagination vagabonde sur ces yeux fermés, sur ces visages qui s'offrent au regard des autres ou à leur indifférence.

Trains de l'été aux corps moites, alanguis par la chaleur, qui se ressaisissent dans la fraîcheur de l'air conditionné, trains de l'hiver aux corps engoncés qui se détendent dans la tiédeur du wagon... Trains des quartiers aisés avec des élégantes sur leur quant-à-soi, le visage incliné perdu dans leurs cheveux, trains des gagne-petits, plus libres de manières, où les hommes s'affalent sur la banquette pour « piquer un roupillon » dans un grand soupir démué de cérémonies.

Même dans les wagons des heures de pointe, aux foules compactes, on ne peut manquer d'être frappé par le nombre de dormeurs. Le menton sur la poitrine, coincés sur les banquettes ou même debout, yeux clos, portés par la houle générale, certains voyageurs semblent hiberner de station en station.

Comment expliquer cette propension peu commune des Japonais à s'assoupir dans les transports ? Le sociologue y verra, non sans raison, la nécessité de récupérer des heures de sommeil que la longueur des trajets et les horaires de travail ont ravi aux salariés. Il soulignera aussi les spécificités du cas des transports nippons.

Avec leurs banquettes courant le long des vitres et séparées par un vaste espace médian destiné aux voyageurs debout, les métros, par exemple, ne sont en rien ces *« wagons roses aux coussins bleus »* d'une *« rêverie pour l'hiver »* d'Arthur Rimbaud. Prosaïques, mais d'une propreté de clinique, ils sont cependant sécurisants, avancera notre observateur. La délinquance en est quasiment absente. En revanche, la sollicitude à l'égard du voyageur y est extrême. Une voix égrène les stations, vous détaille minutieusement les changements, vous rappelle de faire attention à la marche en descendant et de ne rien oublier. Une prise en charge qui, pour irritante qu'elle soit aussi, incite, avouons-le, à se détendre.

L'anthropologue, lui, ajoutera que les Japonais ont une faculté étonnante à s'extraire du contexte dans lequel ils se trouvent. Il existe, dans toutes sociétés, des distances invisibles qui éloignent les êtres bien davantage que celles imposées par l'espace. Au Japon, où le formalisme de la communication ne confère d'existence à l'Autre que par le jeu de la présentation, il peut s'instaurer une distance abyssale dans le rapport à autrui. Indifférence dédaigneuse ? Non, simplement lorsque l'Autre est à l'extérieur du cercle de reconnaissance, on ne lui doit rien – *« même pas la convenance »*, écrit Augustin Berque. On ne s'en occupe pas. On l'ignore. A l'extrême, on ne le voit pas.

Cette altérité absolue favorise, facilite ce repli dans l'assoupissement à partir du moment où l'environnement est constitué, à la lettre, d'étrangers. C'est le cas dans un train. Au demeurant, il n'y a pas que les salariés harrassés qui s'adonnent au sommeil en archipel : Mme Doi, présidente du P S, ou M. Morité, président de Sony, sont connus pour leur capacité à s'extraire du contexte environnant et à s'offrir, dès que l'occasion s'en présente, même en public, quelques minutes de repli.

Lorsqu'on aura disserté de toutes ces choses, il restera à se replonger dans ce plaisir simple du regard, à feuilleter, au fil des trajets, le « dictionnaire des visages » des trains. Roland Barthes, que la paupière étirée asiatique fascinait, avait noté cette « descente dans le sommeil » dans les moyens de transport nippons. Yasunari Kawabata ayant fait, pour sa part, du jeu du regardant et du regardé une subtile figure d'un érotisme non exempt de perversité dans son roman *les Belles Endormies*.

Plaisirs fugaces. Le temps d'une rêverie au milieu du fracas du passage sur un pont, du grincement des essieux et des tressautements des aiguillages tandis que se déroule le paysage d'une banlieue qui n'en finit pas de se ressembler. Un petit cri, une dame digne, en kimono mauve, chignon impeccablement tiré, se dresse, s'enquiert auprès de son voisin, s'affole, se tapotant le visage de son mouchoir et se résigne : assoupie, elle vient de rater sa station...

PHILIPPE PONS

► « Les dormeurs », une série de quarante-huit photographies de Lionel Guillain, sont exposées à la Galerie Nemuri à Tokyo.

□ **Réouverture de deux musées parisiens aux visites individuelles.** – Les musées Hébert et Jean-Jacques Henner qui avaient suspendu les visites individuelles à la suite d'une série de trois vols (*le Monde* du 7 juillet), les autorisent de nouveau plusieurs jours par semaine et pour une durée limitée. La décision de fermer ces musées – ainsi que les musées Eugène-Delacroix, Gustave-Moreau et Ennery – aux visites individuelles, était intervenue le 5 juillet, au lendemain d'une série de trois vols commis au Louvre, aux musées Hébert et Carnavalet à Paris.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry ».
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN :0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20
Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

AGENDA

CINÉMA

VENDREDI 10 AOUT

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

VENDREDI

Le Quinzième Prélude de Chopin (1922), de Viatchelav Tourjansky. Ce cochon de Morin (1923), de Viatcheslav Tourjansky, 18 h ; Cinéma soviétique : l'Homme à la Caméra (1929), de Dziga Vertov, 19 h ; Cinéma soviétique : Okraina (1933), de Boris Barnet, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles
(40-26-34-30)

VENDREDI

Si vous avez manqué le début : la Forme d'une ville : Cités-cinés la ville du septième art, Rita Mitsouko chante Marcia Baila (1987) de Philippe Gautier, Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, 14 h 30 ; Café, cafés : Publicité Darty, 16 h 30 ; les Cafés de Paris (1966) de Guy Gilles, 18 h 30 ; le Paris des écrivains : Paris au temps de Proust (1978) de Ph. Prince, Celeste (1981) de Percy Adlon, 18 h 30 ; Au-delà du périph' : A la Varenne (1933), Belle Epoque, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Logos I, 5• (43-54-42-34).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8• (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Escurial, 13• (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5• (43-37-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

BEST OF THE BEST (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9• (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10• (47-70-21-71).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Denfert, 14• (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33) ; Denfert, 14• (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6• (46-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6• (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40).

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13• (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5• (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8• (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8• (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; La Bastille, 11• (43-07-48-60) ; Escurial, 13• (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; Pathé Wepler, 18• (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8• (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASET (Fr.-Alg., v.o.) : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8• (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9• (47-70-10-41).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14• (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

DOUBLE JEU (A., v.o.) : UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43).

ECHEC ET MORT (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18• (45-22-47-94).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19• (46-42-13-13).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

FULL CONTACT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

I PICCARI (It., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9• (47-70-33-88).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8• (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

JE T'AIME A TE TUER (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8• (45-63-16-16).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; Bretagne, 6• (42-22-57-97) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; Denfert, 14• (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; Bienvenüe Montparnasse, 15• (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; Bienvenüe Montparnasse, 15• (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6• (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15• (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14• (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La Pagode, 7• (47-05-12-15).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-08) ; Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33).

LA NURSE (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40).

RETOUR VERS LE FUTUR 3• PARTIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15• (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; Miramar, 14• (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

RÊVES (Jap., v.o.) : Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnos, 14• (43-27-52-37).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Cinoches, 6• (46-33-10-82).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : La Pagode, 7• (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14• (43-27-52-37).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6• (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5• (43-54-15-04).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Epée de Bois, 5• (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06).

TU MI TURBI (It., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83).

TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40).

UN ANGE DE TROP (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8• (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5• (43-54-42-34) ; Lucernaire, 6• (45-44-57-34).

VOYAGEURS SANS PERMIS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX

CADILLAC MAN. Film américain de Roger Donaldson, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01).

FIRE BIRDS. Film américain de David Green, v.o. : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18• (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR. (*) Film américain de Stephen Hopkins, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6• (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Rex, 2• (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; Miramar, 14• (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18• (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

IMMEDIATE FAMILY. Film américain de Jonathan Kaplan, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13• (43-31-60-74) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18• (45-22-47-94).

KANSAS. Film américain de David Stevens, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86).

LE PREMIER POUVOIR. (*) Film américain de Robert Resnikoff, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; v.f. : Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14• (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

LES GRANDES REPRISES

ANNA KARÉNINE (A., v.o.) : Action Christine, 6• (43-29-11-30).

L'ARDENTE GITANE (A., v.o.) : Action Christine, 6• (43-29-11-30).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

L'ATALANTE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6• (43-26-80-25).

BABY DOLL (A., v.o.) : Action Christine, 6• (43-29-11-30) ; Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14).

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00).

DOUBLE DÉTENTE (A., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Miramar, 14• (43-20-89-52).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

FANTASIA (A., v.f.) : Rex (le Grand Rex), 2• (42-36-83-93).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : La Bastille, 11• (43-07-48-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Racine Odéon, 6• (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8• (45-61-10-60).

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6• (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8• (43-59-04-67).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40).

LUDWIG (It., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5• (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8• (45-61-10-60).

MACADAM COWBOY (*) (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6• (46-33-97-77).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15• (45-54-46-85).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8• (45-74-93-50).

LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6• (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8• (45-61-10-60) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; v.f. : UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95).

OTELLO (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2• (47-42-97-52).

LA PARTY (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

PAT GARRETT ET BILLY THE KID (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5• (43-29-44-40) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81).

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

QUOI DE NEUF PUSSYCAT ? (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5• (43-29-44-40).

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Action Christine, 6• (43-29-11-30).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

THÉORÈME (**) (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43).

LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : Action Christine, 6• (43-29-11-30).

LES CAFÉS-THÉATRES

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Adélaïde 90 : 20 h 45.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Pas d'âge pour l'amour : 21 h.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). La France, ta fierté fout l'camp : 22 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Les Versets satiriques : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 18 h 30. Bajazet : 20 h 45.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 30. La Mouette : 20 h 30. Baudelaire : 22 h 30.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Histoire d'en rire : 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). One-man-show André Lamy : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. La Fontaine-fables : 20 h. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Viol au-dessus d'un nid de poètes : 20 h. La Vie à deux : 21 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Une journée chez ma mère : 21 h.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Plait dit Allais : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Y a Farid Chopel : 20 h 15. Oh, ben oui! : 22 h.

THÉATRE DE PARIS (48-78-52-22). Au secours... tout va mieux! : 20 h 45.

THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). La Provocation ou le Procès de Ceausescu : 20 h. Mata-Hari : 21 h 15.

THÉATRE GRÉVIN (42-33-43-00). Tranches de vie conjugale : 21 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). Le Silence de la mer : 20 h 30. Le Spectacle du jeu de l'oie : 22 h 15.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente : 20 h 30.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 11 AOUT

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Grande Arche et quartier de la Défense », 11 heures et 14 h 30, hall du RER, sortie L (C. Merle).

« Rodin et la caricature », 14 h 30, 77, rue de Varenne (Art pour tous).

« Hôtels célèbres du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).

« Le Marais, de l'hôtel de Sully au palais de Soubise », 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine (Sauvegarde du Paris historique).

« Le Palais-Bourbon » (carte d'identité), 14 h 10, métro Assemblée-Nationale (M. Banassat).

« L'hôtel d'Evreux, siège du Crédit foncier de France », 15 heures, 19, rue des Capucines.

« Le Panthéon, de la crypte à la terrasse », 15 heures, devant la mairie, place du Panthéon.

« L'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Sur les pas des templiers », 15 heures, sortie métro Temple (I. Hauller).

« Histoire de la franc-maçonnerie, des origines à nos jours », 15 heures, Musée du Grand Orient, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« Le Jardin des plantes ou le jardin du roi », 15 heures, entrée, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (Paris et son histoire).

« Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse des rois de France », 16 heures, devant le portail principal (Connaissance de Paris).

DIMANCHE 12 AOUT

« Versailles : le potager du roi », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (Office de tourisme).

« Le Louvre, des fortifications à l'intérieur de la Pyramide », 11 heures et 14 h 30, métro Louvre-Rivoli (C. Merle).

« Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse », 11 heures et 15 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le parc Monceau et son quartier », 12 heures, sortie métro Monceau.

« L'art de vivre au dix-huitième siècle au Musée Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau.

« Le Front de Seine, une ville nouvelle dans l'ancien village de Vaugirard », 15 heures, quai André-Citroën, devant l'Hôtel Nikko (Monuments historiques).

« Saint-Denis, nécropole des rois de France », 14 h 15, portail central de la basilique (Lutèce visites).

« Académie française et Institut », 14 h 45, devant l'Institut (M. Banassat).

« Saint-Etienne du Mont et l'histoire de montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, entrée principale, place Sainte-Geneviève (Connaissance de Paris).

« Notre-Dame, témoin de l'Evangile des templiers », 15 heures, sortie métro Cité (I. Hauller).

« De Coluche à Michel Audiard, pèlerinage émotionnel au cimetière de Montrouge », 15 heures, entrée du cimetière, près du métro Porte-d'Orléans (V. de Langlade).

« Parcours de l'insolite au Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (D. Fleuriot).

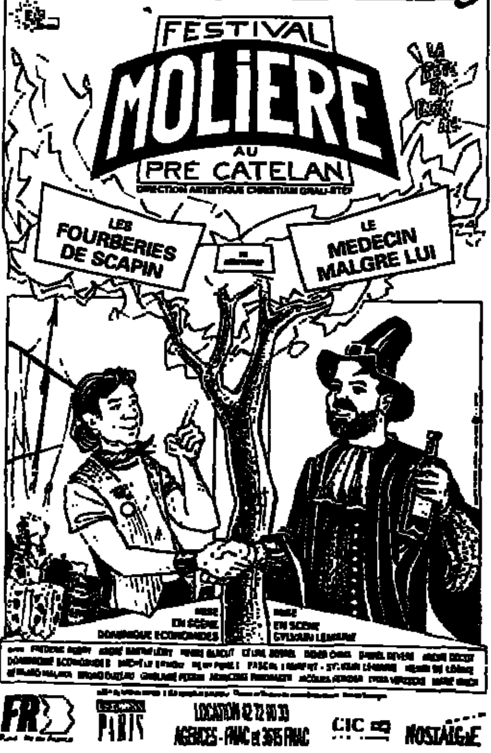
« Le vieux village de Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, métro Saint-Germain-des-Prés (Résurrection du passé).

« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 12 AOUT

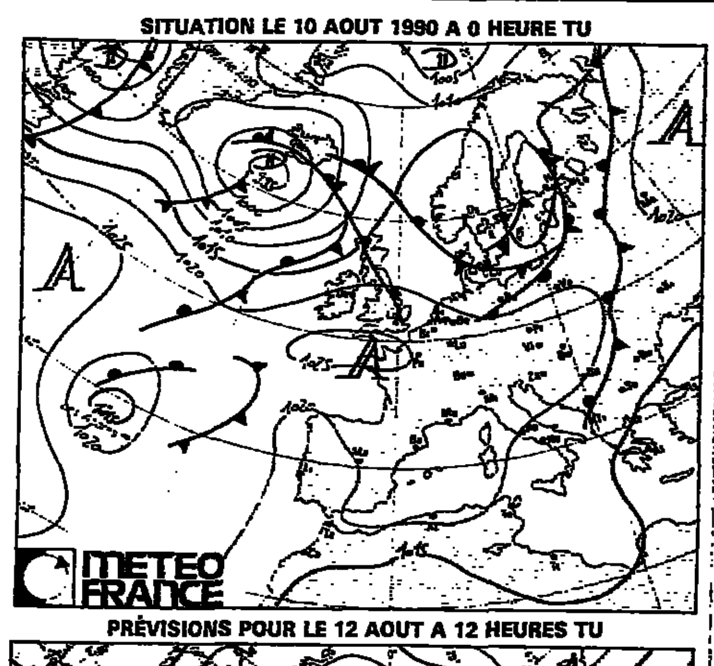
1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Initiation à la radiesthésie », par C. Gion ; « Secrets des nombres », par Natya.



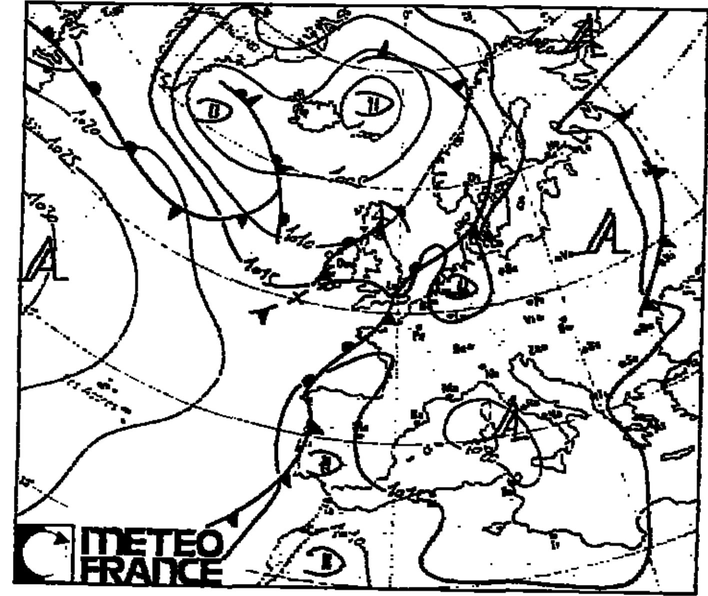
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 AOUT 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 12 AOUT A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 10 août à 0 heure et le dimanche 12 août à 24 heures.

Les hautes pressions se maintiendront sur notre pays samedi, le tenant à l'écart de toute perturbation.

Samedi : soleil, chaleur et sécheresse.

Le soleil brillera encore en toutes régions.

Sur la façade atlantique et la moitié ouest des Pyrénées, quelques bancs de nuages élevés feront également leur apparition l'après-midi.

Sur le relief des Pyrénées-Orientales, des Alpes et de la Corse, quelques nuages inoffensifs se développeront dans l'après-midi.

Les températures seront en hausse :

Les minimales seront comprises entre 9 et 13 degrés sur le Nord et le Nord-Est, entre 12 et 15 degrés sur le reste de la moitié nord, et entre 14 et 18 degrés sur la moitié sud, voire 20 degrés sur le littoral méditerranéen.

Les maximales ne dépasseront pas 23 degrés sur le littoral de la Manche ; elles seront voisines de 28 degrés sur le Nord et la Bretagne et comprises entre 29 et 32 degrés sur le reste de la moitié nord ; sur la moitié sud, elles seront comprises entre 30 et 33 degrés, pouvant localement monter jusque 34 ou 35 degrés dans le Midi.

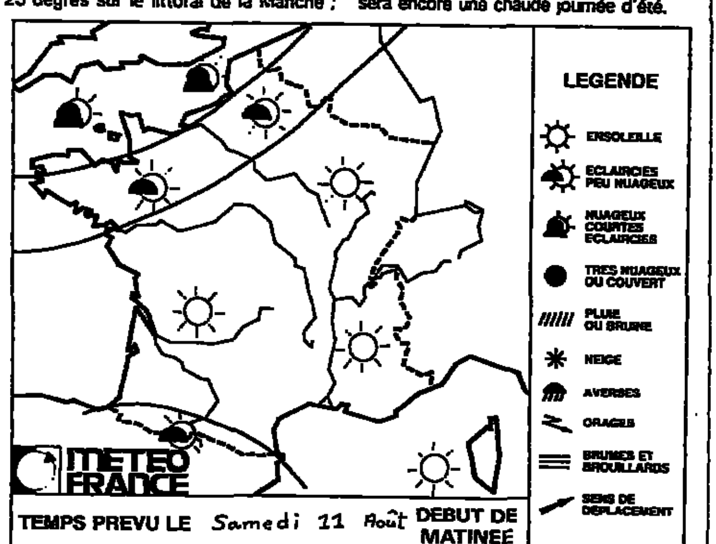
Dimanche : tendance orageuse à l'Ouest, soleil et chaleur à l'Est.

Sur toutes les régions atlantiques, de la Bretagne au Pays basque, le soleil sera voilé dès le matin par des bancs de nuages élevés ; l'après-midi, certains de ces nuages deviendront menaçants, et un orage isolé pourra éclater.

Sur le Bassin parisien, le Nord, Champagne-Ardenne et le Centre, la journée sera chaude et ensoleillée ; toutefois, là aussi, le temps deviendra lourd au cours de l'après-midi, et un petit orage pourra éclater çà et là.

Sur Midi-Pyrénées, le Massif Central, la Bourgogne et le Nord-Est, chaleur et soleil seront au programme, avec simplement quelques bancs de nuages élevés l'après-midi.

Sur tout le Centre-Est et le Sud-Est, ce sera encore une chaude journée d'été.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 10-8-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 9-8-90 à 6 heures TU et le 10-8-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	28	17	D
BIARRITZ	26	15	D
BORDEAUX	29	13	D
BOURGES	28	12	D
BREST	23	11	D
CAEN	25	10	D
CHERBOURG	19	12	D
CLERMONT-FER.	26	11	D
DIJON	27	12	D
GRENOBLE St-M-H	29	12	D
LILLE	27	14	N
LIMOGES	26	16	D
LYON	27	12	D
MARSEILLE-MAR.	27	17	D
NANCY	26	10	D
NANTES	29	15	D
NICE	27	20	D
PARIS-MONTS.	27	16	D
PAU	28	13	D
PERPIGNAN	30	16	D
RENNES	28	11	B
ST-ETIENNE	26	10	D
STRASBOURG	27	10	D
TOURS	28	14	-
TOULOUSE	29	12	D
POINTE-A-PITRE	32	24	O
ÉTRANGER			
ALGER	30	18	D
AMSTERDAM	24	18	C
ATHÈNES	32	23	D
BANGKOK	35	27	C
BARCELONE	28	20	D
BELGRADE	19	13	N
BERLIN	21	15	A
BRUXELLES	27	15	N
LE CAIRE	33	22	D
COPENHAGUE	22	13	P
DAKAR	30	27	D
DELHI	33	27	C
DJERBA	31	25	D
GENÈVE	25	10	D
HONGKONG	29	29	N
ISTANBUL	28	22	D
JERUSALEM	28	17	D
LISBONNE	32	18	D
LONDRES	28	15	N
LOS ANGELES	26	19	D
LUXEMBOURG	25	14	D
MADRID	34	18	N
MARRAKECH	37	15	D
MEXICO	24	13	B
MILAN	26	17	N
MONTRÉAL	26	14	N
MOSCOU	28	15	D
NAIROBI	23	15	C
NEW-YORK	29	22	N
OSLO	23	11	N
PALMA-DE-MAJ.	31	17	D
PÉKIN	30	19	D
RIO-DE-JANEIRO	23	17	N
ROME	30	19	D
SINGAPOUR	31	24	C
STOCKHOLM	18	7	D
SYDNEY	20	8	D
TOKYO	30	25	A
TUNIS	34	23	D
VARSOVIE	19	14	N
VENISE	26	16	D
VIENNE	25	15	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Une campagne offerte par les afficheurs

L'eau, cause nationale

L'eau est une denrée rare. Mais il faut de grandes chaleurs estivales pour que l'on prenne conscience de cette rareté. Sur 1 336 millions de kilomètres carrés terrestres, l'eau douce ne représente qu'une surface infime, inférieure à 3 % (1). Et si les Européens souffrent ponctuellement de la sécheresse et s'inquiètent d'un possible manque d'eau, les pays de la région sahélienne, par exemple, vivent dans ce manque depuis le début des années 70. C'est ce rôle de l'eau, vitale pour l'homme et son environnement, que les trois plus grands afficheurs français – Avenir (Havas), Giraudy (Hachette) et Dauphin – avec le concours de la société d'affichage de la SNCF, France-Rail Publicité, vont illustrer du lundi 13 août au vendredi 17 août.

Douze mille panneaux publicitaires vont inonder le territoire (Paris, région parisienne et villes de plus de 100 000 habitants). La campagne, conçue par l'agence CLM-BBDO et notamment par un directeur artistique qui répond au patronyme de Nicolas Verdeau (*sic*), se décline en cinq images d'espèces animales menacées (un éléphant, un guépard, un panda, un rhinocéros et un orang-outang). L'annonce coiffant ces images (*« Tout ce qui vit peut disparaître »*) est soulignée par un verre d'eau et un message expliquant que *« l'eau aussi est en danger »*.

L'investissement de cette campagne offerte par les afficheurs et l'agence, représente un coût global d'environ 25 millions de francs. Elle se situe dans le droit fil de celle lancée en faveur de la natalité, intitulée *« Est-ce que j'ai une tête de mesure gouvernementale ? »*, planifiée durant l'été 1985. La période des vacances est en effet celle qui s'y prête le mieux, puisque l'activité publicitaire enregistre une baisse sensible.

Y.- M. L.

(1) *Tourbillons et turbulences, la machine des climats*, de Yvonne Rebeyrol, éditions la Découverte/Le Monde.

CARNET DU Monde

Naissances

– Jean-Charles et Marie-Claire LOMBARD
sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille,

Margaux,

le 30 juillet 1990, au foyer de Jean-Renaud et Joséphine.

01300 Saint-Benoît.

Décès

– Mme André Deniau,
Geneviève et Xavier Deniau,
Monique Nouodorsqui et Alain Deniau,
Florence, Thierry, François, Thomas, David, Benjamin et Judith-Laure Deniau,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

André DENIAU,

survenu à Versailles, le 8 août 1990.

– Nous apprenons le décès, dans sa quatre-vingt-treizième année, de

Thérèse GODIER,
agrégée de l'université,
professeur honoraire
au lycée Jules-Ferry,

le 4 août.

L'inhumation a eu lieu au cimetière d'Emerainville (Seine-et-Marne).

Suzanne et Georges Godier,
25, rue Carnot,
93130 Noisy-le-Sec.

– Claude et Jocelyne Laigle,
leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean LAIGLE,
professeur agrégé de l'université,

survenu le 31 juillet 1990, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Neuilly-sur-Seine.

– Le 8 août 1990, à Antibes,

Françoise MORIN,
peintre,

a cessé de vivre à quarante-deux ans.

Elle était toute amour.

Elle ne nous quittera jamais.

5, avenue des Chênes,
06600 Antibes,
12, avenue d'Eylau,
75116 Paris,
11, résidence de France,
94430 Chennevières.

– Le président et les membres du Collège de psychanalystes ont appris avec une profonde tristesse le décès de leur collègue, le

Docteur François PERRIER,

survenu le 2 août 1990.

Membre fondateur du Collège de psychanalystes, François Perrier a toujours soutenu l'ouverture théorique sur la base d'une écoute clinique rigoureuse. A ce titre, il occupe une place importante et originale dans le mouvement analytique français.

(*Le Monde* du 7 août.)

– La Société des américanistes a le profond regret de faire part du décès de

M. Jacques SOUSTELLE,
président d'honneur
de l'association.

– Le président et le conseil d'administration de la Chambre de commerce France-Israël
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques SOUSTELLE.

– La Maison de l'Amérique latine a la grande tristesse de faire part de la disparition de

M. Jacques SOUSTELLE,
membre fondateur,
ancien ministre,
membre de l'Académie française.

(*Le Monde* du 8 août.)

– **VALENTIN**

nous a quittés accidentellement le 8 août 1990 dans la Vallouise (Hautes-Alpes), qu'il aimait tant.

Anniok et André Xixons,
ses parents,
Raphaël et Jérôme,
ses frères,
Ses grands-parents,
Les familles Blaison et Xixons,
Ses amis,
l'accompagneront samedi 11 août, 10 h 30, en l'église des Prés-de-Puy-Saint-Vincent (Hautes-Alpes).

M. et Mme Xixons,
Prey-d'Aval,
05290 Puy-Saint-Vincent.

– Mme Corinne Blanchard-Yeckes,
son épouse,
Mme Christiane Nombel-Blanchard,
sa belle-mère,
M. et Mme Marc Blanchard,
et leurs fils,
M. et Mme Thierry Blanchard,
et leurs enfants,
Mlle Catherine Blanchard,
ses belles-sœurs et beaux-frères,
vous font part du décès de

M. Erwin YECKES,

survenu à New-York le 5 août 1990.

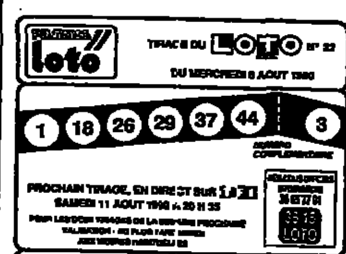
230 East 79 St, Apt 11F,
New-York, NY 10021.
17, rue des Sauniers,
Fontbedeau,
17200 Royan.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 10 août :

DES ARRÊTÉS

– Du 24 juillet 1990 portant interdiction de vente aux mineurs, d'exposition et de publicité par voie d'affiches et de toute publicité.



PHILATÉLIE

Préoblitérés, millésime 1990

La Poste mettra en vente générale, dans la première quinzaine de septembre, quatre nouveaux timbres oblitérés d'avance (préoblitérés), aux valeurs qui correspondent aux nouveaux tarifs modifiés depuis le 2 juillet.

Ainsi, l'accordéon (1,46 F), la musette ou biniou (1,89 F), le tambourin (3,06 F) et la vielle (5,10 F) succèdent à la harpe (1,39 F), au piano (1,79 F), à la trompette (2,90 F) et au violon (4,84 F), mis en vente l'an passé à la même époque.

Rappelons que les « préos » servent à affranchir certaines catégories de correspondances déposées en nombre et évitent à la Poste un travail fastidieux d'oblitération.

Ces timbres, qui ne sont délivrés que par quantités multiples de cent, avec minimum de mille pour chaque valeur, peuvent être obtenus au détail auprès des Points-philatélie et par correspondance (Service philatélique, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15).

Les figurines, de format vertical 20 × 26 mm, dessinées par Charles Bridoux, sont imprimées en offset.



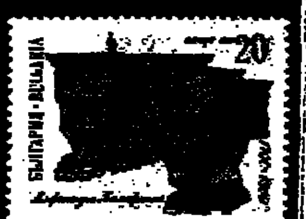





Rubrique réalisée
par la rédaction
du *Monde des philatélistes*
5, rue Antoine-Bourdelle
Tél. : 42-22-38-28

En filigrane

• **Lamartine en Bulgarie.** – Les postes bulgares ont émis un timbre-poste d'une valeur de 20 stotinki, le 15 juin, à l'effigie



de Lamartine, à l'occasion du bicentenaire de la naissance du poète mâconnais. Le timbre imprimé en offset, est tiré à 1 200 000 exemplaires.

• **Vente aux enchères Stanley Gibbons.** – Une vente aux enchères se déroulera le samedi 18 août au Pan Pacific Hotel à Singapour. Au programme, près de mille lots d'Extrême-Orient, de Brunei au Tibet. Forte représentation de Hongkong, Malaisie. Catalogue contre 5 livres sterling auprès de Stanley Gibbons, 399 Strand, London WC2R OLX, Angleterre.

• **Albertville 92 et Cuba.** – D'ici à 1992, de nombreux pays vont émettre des timbres pour célébrer les Jeux olympiques d'hiver de 1992 organisés en France, à Albertville. Ainsi, Cuba a déjà émis un bloc-feuillet sur ce sujet, d'une valeur de 1 peso, qui représente un descendeur.

• **Tirages.** – En 1989, au palmarès des tirages, *le Bicentenaire de la Révolution française*, dessiné par Folon, à 2,20 F, arrive en tête avec 42 232 940 exemplaires. En queue de peloton, *le Vicomte de Noailles* ne compte que 1 964 055 vendus. Dans cette même série des personnages de la Révolution, Noailles est précédé dans l'ordre par *Barnave, La Fayette, Mirabeau, Drouet* et *Siéyès*. Pour de plus petits tirages, se replier sur Andorre : *Chien de berger* (246 489), *Lièvre* (245 119) ou *Fresque romane d'Andorre* (179 812)...

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Samedi 11 août :
Contrexeville, 15 h et 21 h : mobilier, objets d'art ; **Divonne-les-Bains**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Nimes**, 10 h et 15 h 30 : objets d'art, mobilier ; **Pau**, 14 h 30 : art nouveau, art déco, argenterie ; **Vannes**, 14 h : mobilier, objets d'art.

Dimanche 12 août :
Contrexeville, 15 h et 21 h : mobilier, objets d'art ; **Coutances**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Divonne-les-Bains**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Douarnenez**, 20 h 30 : tableaux, livres ; **La Baule**, 21h : tableaux anciens et modernes ; **Rambouillet**, 14 h 30 : tableaux, sculptures modernes ; **Semur-en-Auxois**, 14 h 30 : mobilier, tapis.

FOIRES ET SALONS

Saint-Quay-Portrieux, Méounes, Barjac, La Baule, Pléaux, Pleumeur-Bodou, Arcachon, Saint-Girons, Guérande.

Samedi seulement : **Lanuejouls** ; dimanche seulement : **Saillans, Chénier, Noirmoutier.**

SPORTS

ATHLETISME

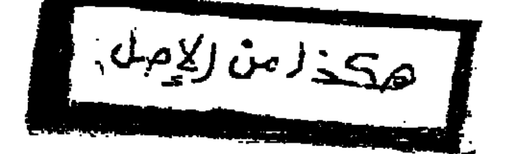
Ben Johnson « gracié » par le gouvernement canadien

Le gouvernement canadien a levé la suspension à vie qu'il avait infligée au sprinter Ben Johnson après que ce dernier eut été déchu pour dopage de son titre olympique aux Jeux de Séoul en 1988. Cette décision, rendue publique jeudi 9 août, devrait lui permettre de participer aux Jeux de 1992 à Barcelone si la fin de la suspension est confirmée par le Comité international olympique (CIO) et la Fédération internationale d'athlétisme.

Ben Johnson devrait en fait être autorisé à courir de nouveau le 24 septembre prochain, deux ans jour pour jour après sa victoire en Corée en 9 sec 79, un record du monde jamais homologué. Il se dit d'ores et déjà convaincu de décrocher la médaille d'or à Barcelone.

Le gouvernement canadien, acceptant les recommandations du rapport de la Commission d'enquête Dubin sur le dopage, publié le 26 juin dernier, a maintenu en revanche la suspension à vie de toute subvention fédérale au champion. Celui-ci n'en a sans doute que faire : de nombreux organisateurs de meetings seraient prêts à dépenser des centaines de milliers de dollars pour arranger une confrontation avec son éternel rival Carl Lewis ou encore avec la nouvelle vedette du sprint américain Leroy Burrel.

□ **Saut à la perche : un Français champion du monde junior.** – Un jeune athlète français, Jean Galfione, dix-neuf ans, est devenu champion du monde junior de saut à la perche, jeudi 9 août, à Plovdiv (Bulgarie). Il a franchi 5,45 mètres au deuxième essai et remporté ainsi le premier titre mondial jamais enlevé par l'athlétisme français dans cette catégorie d'âge.



AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans *le Monde radio-télévision* ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 10 août

TF 1

20.30 Jeux : Intervilles.
Bourg-en-Bresse – Pontivy.
22.30 Magazine : Sirocco.
Sommaire : Jours tranquilles à As-Soudah ; Dessine-moi Kinshasa ; Maurice Krafft sur les traces de l'Atlantide.
23.30 Série : Merci Sylvestre.
0.25 Journal.

A 2

20.40 Série :
Profession comique.
21.35 Série : Héritage oblige.
Comtesse Anna.
22.30 Journal et Météo.
22.45 Cinéma :
Les possédés. ■
Film français d'Andrzej Wajda (1987).

FR 3

20.35 Magazine : Thalassa.
Les Sama, derniers nomades de la mer, de Jérôme Bouyer.
21.30 Journal et Météo.
21.55 Téléfilm :
L'amour aveugle.
De Guy Demoy.
23.25 Cinéma d'animation :
De l'autre côté.
23.55 Musique :
Carnet de notes.
Suite en ré, de Bach, par le Simple Symphony et Benoît Fromager, flûte.

CANAL PLUS

20.30 Sport : Football.
Championnat de France : Montpellier-PSG.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Documentaires :
Les allumés...
L'amour vache.
23.00 Cinéma :
Une chance pas croyable. ■
Film américain d'Arthur Hiller (1987).
0.35 Cinéma :
Jésus de Montréal. ■■■
Film canadien de Denys Arcand (1988).

LA 5

20.35 Série :
Sur les lieux du crime.
Le fouineur.
22.15 Série :
L'inspecteur Derrick
23.15 Spécial Tour de France à la voile.
23.20 Série : Kojak.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm :
Equipe tous risques.
De Lance Lindsay.
22.10 Série : Clair de lune.
23.00 Série :
Les années coup de cœur.
23.30 Magazine :
Avec ou sans rock.
0.15 Six minutes d'informations.
0.20 Sexy clip.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.00 Documentaire :
Propaganda, l'image et son pouvoir (6).
21.00 Documentaire : Sea coal.
22.10 Court métrage :
Nuits noires.
De Gisèle Cavali.
22.35 ▶ Vidéo-danse :
Violences civiles.
23.00 Documentaire :
Barenboïm joue Beethoven.

FRANCE-CULTURE

20.50 Le roman du Rhin.
21.05 Festival d'Avignon 1990.
Un prénom d'archiduc.
22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli.
La grenouille.
22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Les ténors du saxophone.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Nuits bleues.
Révérend Gary Davis.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 A la fraîche.
21.30 Concert (donné le 29 janvier lors des Semaines Mozart de Salzbourg) : Sonate pour violon et piano nº 38 en ut majeur K 403, Quatuor pour piano et cordes nº 2 en mi bémol majeur K 493, Divertissement pour trio à cordes en mi bémol majeur K 563, de Mozart.
23.07 Nuits chaudes. Souvenirs, passions et secrets de rêves dans les couleurs et parfums de nuits d'été.
0.58 Les valses de l'été.

Samedi 11 août

TF 1

14.25 La Une est à vous.
15.45 Tiercé à Enghien.
15.55 La Une est à vous (suite).
17.40 Magazine :
Trente millions d'amis.
Soleil électronique pour perroquet du Léman ; L'ami de Koko et de Ciocio ; Jeu : Sacrétatou ; Les conseils de l'été.
18.10 Série : Paire d'as.
19.05 Série : Marc et Sophie.
19.30 Jeu :
La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
20.35 Variétés :
Le grand cocotier.
Emission présentée par Stéphane Collaro. Avec la Compagnie créole, Les Forbans, Phil Barney, Mort Shuman.
22.15 Série : Columbo.
23.25 Magazine :
Formule sport.
0.20 Journal et Météo.

A 2

14.25 Série : Larry et Balki.
14.50 Magazine :
Sports passion.
Equitation : CSIO de Dinard ; Athlétisme : Grand Prix Vandamme.
17.25 Série : Un duo explosif.
17.50 Magazine :
Villa de star.
Présenté par Michel La-Rosa. Gonzague Saint-Bris.
19.00 Série : Mac Gyver.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Jeu :
Les clés de Fort Boyard.
De Jacques Antoine, animé par Patrice Laffont et Marie Talon.
21.45 Série :
Les brigades du Tigre.
22.50 Documentaire : Derniers Far-West (rediff.).
De Michel Honorin.
2. Le Zaïre.
23.50 Journal et Météo.
0.05 Variétés :
Les concerts imaginaires.

FR 3

14.00 Magazine :
Racines.
Les traditions des pays d'origine des Français venus d'ailleurs.

— De 15.00 à 19.00 La Sept —

19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

— De 20.00 à 0.00 La Sept —

CANAL PLUS

15.20 Téléfilm :
Un choix difficile pour le sergent Wilson.
De Gary Nelson, avec Jack Warden, Bonnie Bartlett.
17.00 Snooker.
Norwich Union du 1er juin à Bruxelles.
18.10 Cabou cadin.
Barney ; Charlotte, Fléo et Benjamin ; Gophers ; Captain N ; Sharky et Georges.

— En clair jusqu'à 20.30 —

19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
Présenté par Marc Toesca.
20.30 Téléfilm :
Pas si fous, les flics de Midwatch.
D'Aaron Lipstadt, avec Brian McNamara, Clayton Rohner.
22.05 Documentaire :
Etosha, un lac au cœur du désert.
De David et Carol Hughes.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma :
Hello Mary Lou. ■
Film canadien de Bruce Pittman (1987). Avec Lisa Schrage, Michael Ironside, Wendy Lyon.

LA 5

15.05 Les héritiers (rediff.).
16.30 Un juge, un flic (rediff.).
17.35 Série : Rintintin junior.
18.00 Série : Riptide.
19.00 Journal images.
19.10 Les mordus de la vidéo.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Téléfilm :
L'invisible ennemi.
De Hajo Gies.
22.15 Magazine : Désir.
23.10 Humour : Sylvie Joly.
Spectacle enregistré à l'Olympia.
0.05 Journal de minuit.

M 6

14.10 Série : Daktari.
15.05 Série : Laramie.
15.55 Documentaire :
Chasseurs d'images.
Mygale.
16.10 Magazine : Adventure.
16.20 Série : Section 4.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Informations :
M 6 express.
18.05 Variétés : Multitop.
19.30 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série :
Madame est servie.
20.35 Téléfilm : La faute.
D'André Cayatte.
21.55 Téléfilm : Marquée à vie.
De Paul Wendkos.
23.35 Six minutes d'informations.
23.40 Les privés de la nuit.
Séries :
Peter Gun et Mister Lucky.
0.30 Musique : Rap line.
Emission présentée par Olivier Cachin.
1.20 Musique :
Boulevard des clip.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (4).
15.00 Magazine : Imagine.
15.30 Documentaire : Hôtels, the story. Middle East-Mena House-Le Caire.
16.30 Documentaire :
La mer en mémoires (1).
De Lazlo Szabo.
16.55 Documentaire :
Occidorientales (1).
De Barrie Gavin.
17.55 Documentaire :
Voyage sans retour.
De Pierre Pommier.
18.40 Alice au pays des droits de l'enfant.
18.45 Cinéma d'animation : Images.
19.00 Documentaire :
Questions sur le théâtre.
De Jean-Claude Lubtchansky.
19.45 Vidéo-danse : Vire-volte.
20.00 Documentaire :
Histoire parallèle.
21.00 Opéra :
Giovanna d'Arco.
22.30 Soir 3.
22.45 Opéra : Giovanna d'Arco (suite).
23.45 ▶ Documentaire :
Le reflet de la vie.
D'Eliane de Latour.

FRANCE-CULTURE

21.00 Agora.
Avec Guy Gilbert (Avec mon aube et mes santiags), (rediff.).
21.30 Cuny/Claudel/Bataille.
Seconde rencontre : Paul Claudel.
22.35 Musique : Nocturne. La Roque-d'Anthéron, dixième Festival international de piano. Œuvres de Mozart, Haydn, Schubert, Litz, Wagner Pedro Burmester (piano).
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Trio pour violon, violoncelle et piano nº 2 en mi bémol majeur D 897, Sonate pour arpeggione et piano en la mineur D 821, Duo pour violon et piano en la majeur op. 162, D 574, Quintette pour piano et cordes en la majeur op. 114 D 667, de Schubert, par Mario Joao Pires, piano ; Augustin Dumay, violon ; Gérard Caussé, alto ; Gary Hoffman, violoncelle ; Vincent Pasquier, contrebasse. Les sept péchés capitaux : la gourmandise.
23.05 Le monde de la nuit.

Dimanche 12 août

TF 1

10.05 Club Dorothée.
10.55 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.23 Météo des plages.
11.25 Magazine : Auto-moto.
11.55 Jeu : Tournez... manège.
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo et journal.
13.20 Divertissement :
Le bêtisier.
13.50 Sport : Automobile.
Grand Prix de formule 1 de Hongrie, en direct de Budapest.
16.00 Variétés :
Y a-t-il encore un coco dans le show ?
16.25 Tiercé à Deauville.
16.30 Série : Côte Ouest.
17.20 Dessins animés :
Disney parade.
18.30 Magazine : Téléfoot.
19.20 Divertissement :
Vidéo gags.
19.55 Loto sportif.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma :
Bras de fer. ■■
Film français de Gérard Vergez (1985).
22.20 Faisons la route ensemble.
22.25 Magazine :
Ciné dimanche.
22.30 Cinéma : La horse. ■
Film français de Pierre Granier-Deferre (1971).
23.55 Journal et Météo.
0.10 Musique :
Les rencontres internationales de piano de la côte basque.

A 2

10.00 Présence protestante.
10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe, célébrée en l'église Notre-Dame de Bonne-Nouvelle à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales).
12.05 Jeu : Bonne question, merci de l'avoir posée.
12.30 Jeu :
Les mariés de l'A 2.
13.00 Journal et Météo.
13.20 Série :
Détective gentleman.
14.15 Documentaire :
La planète des animaux.
Une saison au soleil.
15.10 Série : Coupable ou non coupable.
16.40 Documentaire :
La planète de l'aventure.
Le vol du kangourou.
17.35 Club sandwich.
18.45 Magazine : Stade 2.
Athlétisme : Grand Prix Vandamme à Bruxelles et championnat du monde juniors ; Equitation : championnat du monde à Stockholm ; Football : championnat de France ; Automobile : Grand Prix de formule 1 de Budapest ; Tir : championnats du monde ; Voltige aérienne : championnats du monde ; Aviron : Coupe d'Europe ; Boxe : match de Nicoletta ; Les résultats de la semaine.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 ▶ Série :
Les cinq dernières minutes.
22.10 Feuilleton : Nord et Sud (7e épisode).
23.45 Journal et Météo.
0.00 Danse : Un tramway nommé désir.
Ballet de Valérie Bettis.

FR 3

11.30 Magazine : Mascarines..
12.00 Flash d'informations.
12.05 Magazine : Estivales.
12.45 Journal.
13.00 Magazine :
D'un soleil à l'autre.
De Jean-Claude Widemann.
13.30 Magazine : Musicales.
D'Alain Duault.
14.30 Magazine :
Sports 3 dimanche.
Fun génération ; Voile : Tour de France ; Cesta punta : championnat de France par équipes ; Equitation : CSIO de Dinard.
17.30 Magazine : Montagne.
Hunza : un don des glaciers.
18.00 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 Série : Benny Hill.
20.35 Documentaire :
La guerre d'Algérie.
De Peter Batty.
1. Les chemins de la Révolution.
21.30 Série :
Il était musicien.
1. Monsieur de Saint-Saëns.
22.00 Journal et Météo.
22.20 Magazine : Le divan.
D'Henry Chapier. Le professeur Luc Montagnier.
22.45 Cinéma :
Les croix de bois. ■
Film français de Raymond Bernard (1931).
0.30 Musique :
Carnet de notes.

CANAL PLUS

10.50 Cinéma : Une chance pas croyable. ■
Film américain d'Arthur Hiller (1987).

— En clair jusqu'à 13.35 —

12.30 Flash d'informations.
12.35 Série : Allô ! Allô !
13.05 Documentaire :
Australie, un autre monde.
De David Parer.
3. Plongée dans les mers australes.
13.35 Dessins animés :
Décode pas Bunny.
15.05 Documentaire :
Les allumés...
Gabe, Gaba, chasseurs de venins, de Martin Figère.
15.30 Sport :
Les Goodwill Games.
17.05 Magazine : Mag max.
18.00 Cinéma :
L'ouragan. ■
Film américain de Jan Troell (1979).

— En clair jusqu'à 20.30 —

20.00 Flash d'informations.
20.05 Les superstars du catch.
20.30 Cinéma : Assistance à femme en danger. ■
Film américain de Jerry London (1986).
22.00 Flash d'informations.
22.10 Sport : Golf.
L'US PGA 1990 (4e journée).
0.00 Cinéma :
Adorable menteuse. ■■
Film français de Michel Deville (1961).

LA 5

11.10 Série :
Shérif fais-moi peur.
12.05 Série : Wonder woman.
13.00 Journal.
13.15 Sport : Moto.
Grand Prix de Suède des 500 cm³, en direct d'Anderstorp.
14.05 Les mordus de la vidéo.
14.45 Sport : Moto.
Grand Prix de Suède des 250 cm³, en direct d'Anderstorp.
15.40 Série : Madame le juge.
17.15 Série : Rintintin junior.
18.05 Série : Riptide.
18.50 Journal images.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Téléfilm : Commando 5
De E. W. Swackhamer.
22.20 Drôle de cinoche.
22.30 Cinéma :
Ces messieurs de la famille □
Film français de Raoul André (1968).
0.00 Journal de minuit.

M 6

10.30 Dessins animés.
11.00 Série : Les espions.
11.55 Infoconsommation.
12.00 Informations :
express.
12.05 Magazine :
Sport 6 première.
12.15 Série : Mon ami Ben.
12.35 La météo des plages.
(et à 19.25, 22.15).
12.40 Série :
Les routes du paradis.
13.25 Série :
Madame est servie (rediff.).
13.50 Série : Roseanne.
14.20 Série : Sam et Sally.
15.20 Série : Laramie.
16.05 Documentaire :
Chasseurs d'images.
Crotale.
16.20 Série : Section 4.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Informations :
M 6 express.
18.05 Série : Clair de lune.
19.00 Magazine :
Culture pub remix.
19.30 Série :
Les années coup de cœur.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série :
Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Duel au-dessus du Pacifique.
22.20 Six minutes d'informations.
22.25 Téléfilm :
Séduction fatale.
D'Ellen Cabot.
23.40 Six minutes d'informations.
23.45 Les privés de la nuit.
Séries :
Peter Gun ; Mister Lucky.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (5).
15.00 Feuilleton :
L'or du diable (4e épisode).
16.00 Série :
C'est notre univers. De Ken Howard.
16.30 Documentaire :
Les instruments de musique et leur histoire.
17.00 Documentaire :
Propaganda, l'image et son pouvoir (6).
18.00 Documentaire : Sea coal.
19.10 Court métrage :
Nuits noires.
De Gisèle Cavali.
19.30 Vidéo-danse :
Violences civiles.
20.00 Documentaire :
Barenboïm joue Beethoven.
De Christopher Nupen.
21.00 Série :
Médecins des hommes (Afghanistan, le pays interdit d'Alain Corneau).
22.30 Court métrage.
23.00 Documentaire : Le temps des cathédrales (7).

FRANCE-CULTURE

13.30 Mardis du cinéma. Sacha Guitry le cinéaste (rediff.).
15.00 Le bon plaisir de... Claude Roy (rediff.).
19.00 Savoir-faire, tradition paysanne et développement.
19.30 Entretien.
20.30 Reines, sirènes et magiciennes (rediff.).
21.00 Festival d'Avignon 1990.
Teatr, pièce en treize tableaux, d'après Mikhaïl Boulgakov.
22.35 Musique : Nocturne.
La Roque-d'Anthéron, dixième Festival international de piano. Intégrale des valses de Chopin, par Jean-Marc Luisada, piano.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

13.00 Les sentiers battus.
14.02 La vie de château.
17.00 Concert (donné le 25 mai à Munich) : Concert pour piano et orchestre nº 1 en ré mineur, op. 15, de Brahms ; Symphonie nº 6 en fa majeur, op. 68, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Kurt Sanderling ; sol. : Radu Lupu, piano.
19.00 Concert jazz.
20.05 La vie de château.
Concert (donné le 15 juillet lors du Festival Chopin à Paris) : Nocturne pour piano en si majeur. op 62, nº 1 ; Barcarolle pour piano en fa dièse majeur, op. 60 ; Sonate pour piano nº 3 en si mineur, op. 58 de Chopin ; Nocturne pour piano, Barcarolle pour piano nº 5 en fa dièse mineur, op. 66, de Fauré, par Dominique Merlet, piano.
23.05 Library of Congress.

Audience TV du 9 août 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	35,5	Santa-Barbara 14,1	McGyver 6,7	Actual. rég. 12,2	Top albums 0,9	Fièvre Hawaï 0,9	Chacun... 0,6
19 h 45	36,9	Roue fortune 15,5	McGyver 7,7	Edition... 9,3	Top albums 1,5	Journal 2,0	Dis donc papa 1,1
20 h 16	45,0	Journal 20,5	Journal 10,0	La classe 6,8	Scrupules 1,3	Journal 3,8	Mme est servie 2,7
20 h 55	46,4	Orages d'été 15,6	Jeux... 12,4	Nuage... 8,7	Doux amer 1,6	Roses.. 6,7	Dernière... 1,7
22 h 08	39,0	Orages d'été 19,7	Ages tendres 6,9	Soir 3 5,4	Flash 0,5	Bande ann 4,2	Malédiction 2,7
22 h 44	21,2	J'ai bien... 7,4	Le journal 4,2	Ciné-regards 1,5	Boires.. 0,6	Deux flics... 4,4	Coplan... 2,5

ÉCONOMIE

Les conséquences de l'embargo sur le brut irakien et koweïtien

Une nécessaire concertation

Les ministres des finances des grands pays industrialisés vont-ils se réunir rapidement pour tenir compte de la situation nouvelle créée par l'invasion irakienne? L'idée, lancée par M. Jacques Delors *(lire page 6)*, est évidemment dans tous les esprits depuis que le monde d'abord stupéfait – et probablement assez incrédule – découvre peu à peu l'ampleur des menaces qui pèsent sur toutes les économies.

Il est difficile de dire clairement ce qui menace le plus l'économie mondiale à l'heure actuelle. Mais une chose est sûre : le conflit et les dégâts peut entraîner risquent de peser lourd dans la mesure où le retour à la normale demanderait six mois, peut-être plus.

Il y a dix ans, le début du conflit qui devait opposer pendant si longtemps l'Irak et l'Iran nous a appris une chose, *a priori* étrange : la peur et les comportements qu'elle provoque dans le monde économique (entreprises, consommateurs) peuvent d'abord apporter plus d'activité, de croissance et d'emplois. C'est ce qui s'était passé en 1979-1980, chacun stockant, important, achetant... L'euphorie n'avait guère duré. La chute devait suivre, brutale pour les uns, longue et douloureuse pour d'autres.

La sortie d'une crise qui fut la plus dure que le monde ait connue depuis la récession des années 30 aurait pu être écourtée ou adoucie si les grands pays industrialisés n'avaient pas cherché à résoudre leurs problèmes, chacun isolément, avec des politiques différentes et souvent contradictoires. Au prix d'une concertation internationale accrue, la politique monétaire très brutale menée par les Etats-Unis sous la houlette de M. Volker au début des années 80 aurait peut-être pu éviter la formidable flambée des taux d'intérêt qui s'ensuivit et se propagea au monde entier. Peut-être aussi la hausse vertigineuse du dollar.

Confrontés aux menaces d'une accélération de l'inflation, les pays industrialisés vont avoir la tentation de relever les taux d'intérêt. Une course à la hausse peut être évitée si chacun prend des engagements dictés par la raison. L'engagement notamment de ne pas faire supporter aux seules politiques monétaires le poids des ajustements qui seront peut-être nécessaires. De véritables progrès ont été faits depuis dix ans en matière de coopération internationale. C'est bien pour cela qu'une réunion du groupe des Sept apparaît urgente.

Al. V.

L'Agence internationale de l'énergie ne redoute pas de pénurie pétrolière dans l'immédiat

Les représentants des vingt et un Etats membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) se sont réunis jeudi 9 août à Paris afin de faire le point sur la situation pétrolière et plus précisément sur les approvisionnements dans un contexte de crise. M. Ulrich Engelmann, président du comité directeur de l'AIE, a estimé que l'embargo pétrolier sur l'Irak ne justifiait pas pour l'instant le recours à des mesures d'urgence, notamment des dispositions visant à diminuer la demande.

Les États membres de l'AIE (c'est-à-dire tous les grands pays consommateurs du monde capitaliste sauf la France) disposent de 142 millions de tonnes de réserve. C'est pourquoi le président du comité directeur a déclaré qu'*« il n'y avait pas de pénurie pour l'instant »*.

Ce haut niveau des stocks correspond à cent jours de consommation, en moyenne, pour les pays occidentaux. Aussi, M. Engelmann a-t-il souligné que le niveau actuel des stocks pétroliers – cent cinquante jours d'importations dans les vingt et un pays de l'AIE – était bien plus élevé que lors du choc pétrolier de 1979. Devant l'augmentation des prix du pétrole, l'AIE répond que *« ce n'est là qu'une réaction spéculative à des événements politiques négatifs »*.

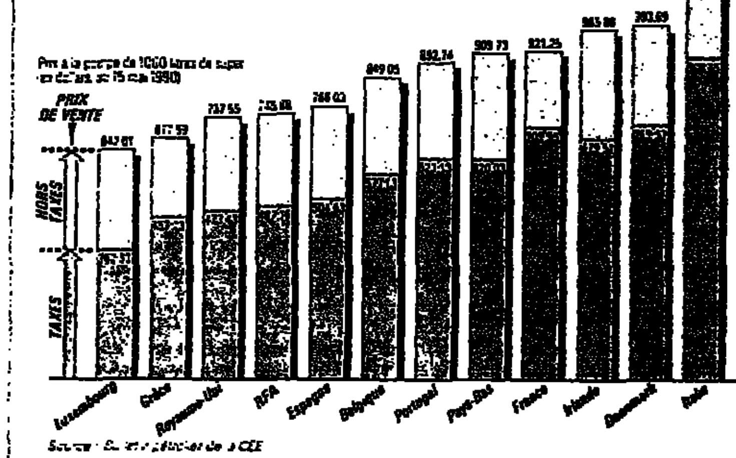
M. Engelmann a toutefois appelé les compagnies pétrolières et les pays consommateurs à ne pas *« céder à la panique »*. Et il a exhorté certaines compagnies à ne pas profiter de la situation. Les pays producteurs sont en mesure d'augmenter leur extraction de brut, à la demande de l'AIE, qui se tient prête à adopter des mesures exceptionnelles en cas d'apparition de phénomènes de pénurie. Les représentants des vingt et un pays membres de l'AIE, fondée en 1974, se réuniront à nouveau le 23 août.

Ces déclarations ont eu un retentissement politique et économique important puisque sur le marché de New-York le prix du pétrole a continué, le 9 août, sa décrue amorcée la veille. Le prix de la qualité West Texas Intermediate a reculé de 0,29 dollar. A Londres le 10 août à l'ouverture, le baril de Brent se négociait à 24,8 dollars.

D'autre part, aux Etats-Unis, plusieurs compagnies pétrolières ont diminué le prix de l'essence à la pompe (qu'elles avaient exagérément relevé il y a quelques jours) en réaction à la colère des consommateurs et à un appel du président Bush. En Australie, les prix de l'essence ont été bloqués.

Enfin, la société Kuwait Petroleum Corporation, qui contrôle toutes les sociétés pétrolières nationalisées au Koweït, et qui dispose de quelque quatre mille stations-service en Europe et d'une flotte d'une trentaine de pétroliers, a annoncé qu'elle avait déplacé le centre de ses activités à Londres.

Les prix du super en Europe



L'éventail des prix de vente du super-carburant en Europe est ouvert, entre un Luxembourg ou une Grèce très bon marché (il en va de même pour le gasoil) et l'Italie fort chère. On notera le poids considérable des impôts en France. Hors taxes, la France est le pays le moins cher pour l'automobiliste, alors qu'en les incluant elle devient l'un des plus mal placés.

Le contrôle des prix à la pompe entre en application en France

Le ministère de l'économie et des finances a confirmé jeudi 9 août les marges maximales applicables à la vente des carburants : 37 centimes par litre pour le super et 42 centimes pour le gazole. Le prix de vente à la pompe est de 5,61 F à Paris pour le vendredi 10 août. Les prix de vente plafonds sont déterminés chaque jour par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), en fonction des cours des marchés internationaux à Rotterdam, à partir de la moyenne des prix de la semaine précédente de J – 8 à J – 2 (et non pas J – 1, comme annoncé par le décret). Les prix sont modulés en fonction des huit zones définies par la DGCCRF, Paris faisant figure de référence. Ils varient de – 3 à + 8 centimes, soit un écart maximal de 11 centimes hors taxes.

Ces prix seront annoncés quotidiennement aux distributeurs par un communiqué de presse du ministère, par Minitel (36-14 CONSOM) et grâce à des répondeurs aux directions départementales de la concurrence et du ministère de l'industrie. Une enquête de la DGCCRF constatait jeudi que si le prix fixé par décret était de 5,54 F à Paris, la moyenne des prix pratiqués était de 5,73 F. Des sanctions éventuelles, prévues par l'ordonnance de 1986, pourront s'appliquer dès samedi, après la mise en place d'un système de *« surveillance attentive »*.

Le gouvernement italien décide une augmentation des prix des carburants

ROME

de notre correspondante

Alors que les déclarations des présidents de l'ENI (Société nationale des hydrocarbures) et de l'Union des pétroliers privés avaient été, depuis le début de la crise, tranquillisantes – l'abondance du brut impliquant, selon eux, une décrue notable – Rome a décidé une augmentation du prix des carburants à dater du 8 août à minuit.

En Italie, les prix sont fixés par le gouvernement. C'est le comité interministériel des prix, après consultation avec les ministères des finances et de l'industrie, qui a décidé, mercredi matin, d'autoriser les distributeurs à augmenter leurs tarifs.

Le super sera donc vendu à la pompe 1 510 lires, après avoir subi une augmentation de 25 lires. Une hausse fiscale de 60 lires était déjà intervenue il y a deux semaines. Le gazole coûtera 980 lires, ayant été augmenté de 20 lires, le fuel domestique, 957 lires (plus 35 lires), l'huile combustible, 557 lires (plus 27 lires). L'ENEL (Société nationale d'électricité) vient de faire savoir qu'à l'automne les factures seront plus chères (plus 6,60 lires au kilowatt-heure).

Alors que le gouvernement avait affirmé ne pas envisager d'intervenir sur les prix de l'essence par la *« défiscalisation »*, toute ambiguïté est levée dorénavant. Les « pétroliers » ont obtenu satisfaction à leur demande de s'aligner sur l'évolution des prix européens, en dépit de leurs déclarations rassurantes sur l'ampleur et la durée de la crise. Pour le gouvernement, un moyen, probablement, de freiner la consommation. – *(Intérim.)*

Un décret de M. Gorbatchev

Création d'un fonds de privatisation en URSS

Un Fonds de la propriété d'Etat chargé de la gestion et de la privatisation a été créé en URSS par un décret de M. Gorbatchev pris jeudi 9 août. Selon ce texte, publié par l'agence Tass, le Fonds est chargé de *« protéger les droits de l'Etat à la propriété et ses intérêts (...) et de gérer les parts de l'Etat dans les sociétés mixtes par actions, de mettre en œuvre des mesures de privatisation de l'économie, d'évaluer la valeur des biens de l'Etat durant leur location-vente, de les vendre ou de les transformer en d'autres formes de propriété »*.

Une des raisons de la création de ce Fonds, qui traduit la volonté de désétatiser un certain nombre d'entreprises, est, selon le texte publié par Tass, *« d'élaborer et de mettre en œuvre le programme de transformation des entreprises d'Etat en sociétés mixtes par actions, ainsi qu'en entreprises fondées sur d'autres formes de propriété, tout en brisant simultanément le monopole dans la production »*.

Un autre décret – émanant celui-là du présidium du Parlement de la Fédération de Russie – a interdit jeudi 9 août la vente par l'Union soviétique à l'étranger *« des ressources stratégiques »* russes sans l'autorisation du Parlement de Russie. Ce décret annule donc certains accords de commerce extérieur. Il porte sur les diamants, les métaux précieux et autres, le pétrole, le gaz, l'uranium et autres ressources stratégiques.

La publication de ce décret, qui concerne la plus importante République de l'Union, productrice d'une très grande partie des matières premières, fait suite à la déclaration de souveraineté adoptée par la Russie en juin sous l'impulsion de M. Boris Eltsine, devenu président du Parlement de la République de Russie. – *(AFP.)*

Pas d'inquiétude particulière à Marseille

A Marseille, deuxième port pétrolier européen après Rotterdam, l'embargo sur le pétrole irakien et koweïtien ne suscite aucune crainte particulière. Les tonnages en cause sont faibles et les responsables des raffineries locales de l'étang de Berre pensent pouvoir compenser facilement cet embargo par des approvisionnements de substitution.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Au cours du premier semestre 1990, les arrivées de pétrole en provenance d'Irak et du Koweït n'ont représenté que 5,5 % du trafic pétrolier du Port autonome de Marseille (1,45 million de tonnes sur un total de 26,07 millions de tonnes) au lieu de 6,7 % sur l'ensemble de l'année 1989. Pour la majeure partie ce pétrole a été traité par les quatre raffineries locales installées sur le pourtour de l'étang de Berre, le reste étant destiné aux raffineries desservies par l'oléoduc sud-européen au départ de Fos-sur-Mer.

« En première analyse, nous pensons que l'embargo n'aura aucune influence sur notre trafic », estime M. Bruno Vergobbi, le directeur des installations de Fos au Port autonome de Marseille (PAM). *« L'Irak est, certes, un fournisseur important, après, notamment, l'URSS et le Nigéria, mais dans un marché qui s'est beaucoup diversifié au cours des dernières années. Nos clients, dont les stocks sont très confortables, trouveront facilement d'autres sources d'approvisionnement dans le monde. Pour nous, le pétrole n'a pas de couleur. Les seules conséquences à redouter ne pourraient venir que d'un bouleversement de l'économie nationale lié à un renchérissement durable des prix pétroliers entraînant une forte diminution de la consommation et une réduction de l'activité des raffineries françaises. Nous n'en sommes pas là. »*

Le PAM pourrait, au contraire, bénéficier « à la marge » d'une reconversion partielle des approvisionnements des raffineries allemandes qui utilisent concurremment les oléoducs de Fos et de Trieste. Une augmentation de ces approvisionnements passant par Gibraltar au lieu de Suez – dans le cas, par exemple, de livraisons supplémentaires en provenance du Venezuela ou du Nigéria – avantagerait, en effet, le port de Marseille.

La raffinerie Esso, de Fos-sur-Mer, est la plus touchée par l'embargo, puisque le brut irakien a représenté 47 % de ses approvisionnements au cours du premier semestre 1990. Ses responsables estiment cependant qu'ils trouveront, sans trop de difficultés, des solutions de rechange.

« Même si cette crise s'annonce assez rude, elle fait partie des aléas du marché auxquels nous nous adaptons en permanence », explique le directeur de l'exploitation, M. Jean-Claude Fallaix. *« Sur le plan technique*, ajoute-t-il, *nous ne nous faisons aucun souci sur les possibilités d'obtenir d'autres bruts. Le « hic » est qu'il sera, inévitablement, plus cher, d'une part en raison de l'augmentation générale des prix et, d'autre part, parce que nous en retirerons une valorisation moindre par rapport à notre outil de production. »*

Le réveil des peurs

La réorientation des approvisionnements de la raffinerie devrait être, au demeurant, rapide – sur le marché « spot » les transactions se décident dans l'heure – et ne laisse craindre aucune rupture d'autant que les stocks actuels d'Esso, comme ceux de ses concurrents, sont au moins égaux, légalement, à trois mois de production. *« Nous avons de quoi voir venir et tout dépendra de la façon dont vont réagir les autres fournisseurs »*, indique M. Fallaix. L'embargo a déjà provoqué, cependant, l'annulation d'une cargaison de brut irakien d'environ 130 000 tonnes dont l'unité de Fos attendait la livraison dans le courant du mois d'août.

Les autres raffineries du pourtour de l'étang de Berre sont, en revanche, peu concernées par les mesures d'embargo. BP, à Lavéra, n'a importé, au cours du premier semestre 1990, qu'à peine 2 % de pétrole irakien sur l'ensemble de ses approvisionnements et ne reçoit plus de brut koweïtien depuis 1981.

La raffinerie de Provence, de Total, à La Mède, ne traite pas du tout, elle, de pétrole en provenance d'Irak ou du Koweït puisque la compagnie, qui dispose d'installations de production propres dans les Emirats arabes unis, n'a plus de contrats d'approvisionnement avec ces deux pays depuis 1986. Même situation à la raffinerie Shell, de Berre l'Etang, qui n'est pas destinataire des enlèvements occasionnels auxquels la compagnie procède en Irak.

L'embargo représente, enfin *« peu de chose »* pour la Société du pipe-line sud-européen (SPLSE), qui n'a transporté que 118 000 tonnes de brut irakien – et pas du tout de pétrole koweïtien – depuis le début de l'année sur un total de 10 713 000 tonnes soit 1,10 % (au lieu de 2,4 % pour la période correspondante en 1989). *« Tout continue à peu près comme avant »* commente le directeur, M. Yvon Barriol, qui s'étonne de la *« panique ambiante »*. Comme toujours, pourtant, la crise a réveillé les peurs. *« Depuis l'annonce de l'embargo*, a constaté M. Fallaix, *nous recevons des coups de téléphone de gens qui craignent de manquer de fuel domestique et cherchent à remplir leurs cuves. »*

GUY PORTE

Les élections de l'Allemagne réunifiée auront lieu le 2 décembre

La RFA va modifier son projet de budget pour 1991

Le gouvernement ouest-allemand souhaite finalement que les premières élections dans toute l'Allemagne aient lieu le 2 décembre.

A l'issue d'une réunion du conseil des ministres jeudi à Bonn, le ministre de l'intérieur M. Wolfgang Schaeuble a été chargé de demander au président de la République Richard von Weizsäcker de fixer, conformément à la Loi fondamentale (Constitution), la date du scrutin duquel sortira le premier chancelier de l'Allemagne unifiée, nous indique notre correspondant. Par ailleurs, Bonn compte soumettre au nouveau Parlement ainsi élu le premier budget général de l'Allemagne réunifiée. Le budget 1991 de la RFA, qui devait être examiné cette semaine par le Bundestag, va donc être retiré.

Le ministre ouest-allemand des finances, M. Théo Waigel, a annoncé jeudi 8 août son intention de retirer son projet de budget 1991 et de le remplacer par le premier budget général d'une Allemagne réunifiée. Pour Théo Waigel, il s'agit d'une conséquence logique du processus d'unification en cours entre les deux Etats allemands.

Le budget 1991 de la RFA qui devait être définitivement voté par le Bundestag au mois d'octobre prévoyait un déficit de 31,3 milliards de deutschemarks (104 milliards de francs). Une étude est-allemande récemment publiée estime pour l'an prochain à 62 milliards de marks (210 milliards de francs) le déficit fédéral de l'Allemagne unie, soit un solde négatif deux fois supérieur à celui prévu dans la loi de finances spécifique à la RFA.

Attentisme des milieux financiers

Selon M. Waigel, le nouveau projet de budget devra être discuté par le parlement issu des élections générales, ce qui reporte son examen à la fin de l'année. Cette proposition a suscité l'opposition immédiate du Parti social-démocrate (SPD) pour qui un budget commun aux deux Allemagnes doit être examiné et voté au plus vite, afin de disposer sans délai d'indicateurs précis concernant le coût de la réunification. Bonn s'apprête en effet à demander une troisième rallonge budgétaire en 1990 pour combler l'impasse financière de la RDA, incapable de payer les assurances chômage, maladie et les retraites du second semestre 1990.

Déçu par l'attentisme des milieux financiers ouest-allemands, le gouvernement de Bonn a décidé par ailleurs de subventionner une partie des investissements réalisés en RDA par les entreprises ouest-allemandes. L'enveloppe affectée à une telle mesure n'a pas encore été arrêtée. Malgré tout, les hauts fonctionnaires ouest-allemands des finances restent confiants quant aux capacités de lever sur le marché des capitaux les sommes nécessaires au financement de l'unification allemande. Bonn s'attend à une croissance économique de l'ordre de 3 à 3,5 % pour l'actuelle RFA en 1991, selon les prévisions fournies jeudi par M. Otto Schlecht, le secrétaire d'Etat à l'économie.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

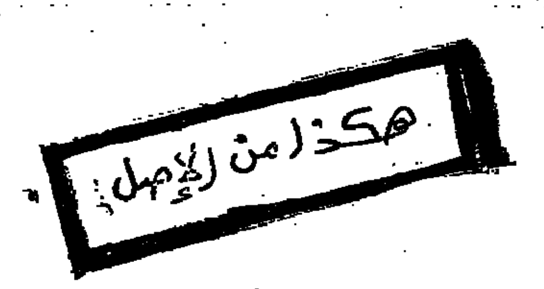
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR



ÉCONOMIE

ENVIRONNEMENT

Pollution près de Rouen

Un mélange de pétrole et d'eau pompé dans la nappe phréatique

ROUEN

de notre correspondant

La nappe phréatique, qui jusqu'en 1985 alimentait la banlieue sud de rouen, est aujourd'hui fortement polluée par des hydrocarbures. On vient d'y pomper 350 000 litres d'un mélange d'eau, de pétrole et de fioul. Cette situation a été révélée par des sondages effectués à la suite de l'explosion d'un pavillon survenue le 4 août dernier à Petit-Couronne (Seine-Maritime).

Deux suspects sont sur la sellette : la raffinerie Shell voisine et la société Tranil qui exploite des pipe-lines transportant les produits de la Shell. La pollution de la nappe phréatique avait été découverte dès 1985 et avait entraîné l'interruption des pompages d'eau qui alimentaient jusque-là certains quartiers de la banlieue sud de Rouen.

Sur plainte de la Compagnie générale des eaux, concessionnaire de la distribution, un expert avait été nommé mais son rapport, déposé seulement en juin 1990, *n'a pas été* rendu public. La Shell, présumée responsable, avait dès 1986 proposé d'effectuer des sondages, mais l'autorisation ne lui en a été donnée qu'en juillet dernier. La quantité d'hydrocarbures recueillie par les premiers pompages avait été faible : quelques dizaines de litres seulement. C'est pourtant de ce pétrole que provenaient les émanations de gaz constatées depuis février dernier par les habitants de Petit-Couronne. La chaleur et la sécheresse auraient favorisé leur migration et leur accumulation dans les sous-sols. La municipalité demande maintenant à la justice de nommer rapidement un expert. De son côté, la préfecture de la Seine-Maritime a pris des arrêtés imposant à la Shell de contrôler l'étanchéité de ses installations, de rechercher l'origine de la pollution, de mettre en œuvre les moyens de résorber la pollution et de garantir la sécurité des populations.

ÉTIENNE BANZET

M. Lalonde face aux chasseurs pyrénéens

Nouvel échec dans les négociations sur le sauvetage des derniers ours

Malgré quatre heures de discussions à la préfecture de Pau, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, et les chasseurs des Pyrénées-Atlantiques, réunis pour mettre au point un plan de sauvetage des derniers ours, se sont quittés jeudi 9 août sur un nouveau constat d'échec (*le Monde* du 3 août).

Les chasseurs refusent de placer en réserve totale environ 3 000 hectares de bois et d'alpages qui sont des zones à ours. En revanche, ils proposent de créer des réserves dans des secteurs peu fréquentés par les plantigrades. *« Nous avons jusqu'à lundi pour aboutir*, a déclaré le secrétaire d'Etat, *sinon je demanderai au préfet de prendre des mesures d'interdiction des battues au sanglier avec des chiens dans ces zones. »* Le Comité intervalléen pour la protection de l'ours, composé d'élus locaux et de chasseurs, a immédiatement réagi : *« Ces mesures de réglementation unilatérales risquent de changer l'atmosphère*, déclare t-il. *A l'adhésion des populations locales peut se substituer un climat de tension difficilement contrôlable. »* Cette mise en garde avait été précédée d'un coup de colère de M. Jean Saint-Josse, président de la fédération des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques. Ce dernier a annoncé qu'il rendait au président de la République sa décoration de l'ordre national du Mérite et a appelé à *« une mobilisation de tous les chasseurs et de tous les élus du département »*, avec création d'une *« cellule de crise »*.

EN BREF

□ **Les élus des Bouches-du-Rhône en total désaccord avec le tracé du TGV.** – *Les représentants des* collectivités locales des Bouches-du-Rhône ont réaffirmé, jeudi 9 août, leur *« total désaccord »* avec les projets en cours, approuvés le 2 août par le ministre des transports et de l'équipement, M. Michel Delebarre. Ils attendent de M. Delebarre qu'il remette *« tout le projet à plat »*, lors de l'audience qu'il leur accordera le 28 août. Selon les élus, la SNCF n'a pas réalisé les études suffisantes et se cantonne dans ses premiers choix. *« Nous sommes conscients qu'il est impossible de faire passer un train roulant à 300 km/h dans une ville et qu'il faut construire une ligne à certains endroits. Mais la réalisation d'une nouvelle liaison sur tout le parcours causerait des dommages irréparables, tant à l'économie qu'à l'environnement de la Provence »*, ont-ils déclaré lors d'une conférence de presse à l'issue d'un entretien avec le préfet de Région à Marseille sur le projet de TGV-Méditerranée.

□ **Légères perturbations dans le métro parisien.** – Un appel de la CFDT à des débrayages des agents de la RATP, de deux heures en fin de service, *jeudi 9 août*, a provoqué quelques perturbations dans le métro parisien. Selon la direction, quatre lignes ont fonctionné à 70 % *en matinée*, et en fin d'après-midi les perturbations se limitaient principalement à la ligne 10 (Boulogne-Saint-Cloud/Gare-d'Austerlitz), le trafic était toutefois assuré à 80 %. La CFDT demande que la prime spéciale de 3 500 F soit accordée à l'ensemble des agents confrontés à la montée des agressions, qu'ils soient dans les stations ou conducteurs de rames, et non aux seuls agents du Groupe d'intervention et de protection des réseaux (GIPR) et aux agents chargés de la surveillance générale.

□ **La CGT réclame une table ronde sur les Chantiers de la Ciotat.** – La CGT a demandé jeudi 9 août que toutes les parties concernées par l'éventuelle reprise du chantier naval de La Ciotat se réunissent pour envisager un *« redémarrage de la construction dans les plus brefs délais »*. Le secrétaire confédéral de la CGT, M. Gérard Alezard, a exprimé l'espoir lors d'une conférence de presse dans les locaux du chantier naval, que *« le gouvernement, le conseil général, le groupe américano-suédois Lexmar (bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation délivrée le mois dernier par le conseil général) et la CGT se rencontrent rapidement pour que l'été 1990 devienne celui du redémarrage du chantier »* ; 130 personnes sont actuellement salariés de Lexmar-France, mais ils sont menacés de chômage technique à la fin août, car Lexmar-États-Unis, présidée par M. Backstrom, avait décidé au début de l'année de ne soutenir les salariés de La Ciotat que pour six mois.

□ **Manifestation des personnels administratifs des hôpitaux publics de Paris.** – Entre 250 et 500 employés des personnels administratifs et ouvriers des hôpitaux publics de Paris ont manifesté, jeudi 9 août dans la capitale, pour réclamer une revalorisation de leur statut dans le cadre de la révision de la grille de la fonction publique hospitalière. La Direction de l'Assistance publique, qui a reçu une délégation de manifestants, a donné son accord pour renégocier ses propositions sur la classification des emplois de catégorie B et C du personnel administratif. Elle a également indiqué que les négociations avec le personnel ouvrier devraient reprendre après le 20 août.

□ **Daimler-Benz se diversifie dans le logiciel.** – Daimler-Benz, premier groupe industriel allemand, a acheté les deux tiers du capital de la société hambourgeoise Curadata System GmbH (CDS), spécialisé dans le matériel logiciel pour les experts-comptables et les conseillers fiscaux. Son chiffre d'affaires s'est élevé en 1989 à 7,5 millions de deutschemarks (25 millions de francs) et son résultat d'exploitation à 1 million de DM (3,35 millions de francs). L'opération a été menée par une des filiales de Daimler-Benz, la Debis Systemhaus GmbH. – *(AFP.)*

INDUSTRIE

Pour près de 1,3 milliard de francs

Poliet vend ses activités de plâtre à un groupe britannique

Le groupe Poliet vient de décider de céder à la firme britannique Bpb Industries Plc ses activités concernant le plâtre, exercées par la Société anonyme de matériel de construction (Samc) et par les Plâtres Lambert. Poliet conserve toutefois l'activité « silice » du groupe Bervialle. C'est dès le début septembre que les activités plâtre et gypse de Poliet passeront donc sous controle britannique. Le montant total de la transaction est estimé à près de 1,3 milliard de francs. Samc et et les plâtres Lambert permettront au groupe Bpb (3 milliards de francs de chiffre d'affaires en France) d'offir un gamme complète de produits de construction.

AGRICULTURE

Premières vendanges

Les premières vendanges du millésime 1990 ont commencé en France, jeudi 9 août, dans la commune de Caux, près de Pézenas (Hérault). Déjà l'an dernier, le propriétaire, M. Henri Collet, avait établi le même record en vendangeant à la même date cette vigne du domaine Daurion, 3 hectares plantés en cépage chardonnay et commercialisés sous l'appellation « vin de pays d'Oc ». L'effet conjoint de la sécheresse et de la canicule associé à un microclimat ont fait que, dès les premiers jours d'août, les raisins du domaine Daurion avaient atteint leur maturité avec une concentration en sucre équivalant à plus de 12 degrés d'alcool.

Dans la plupart des vignobles français on prévoit, pour le millésime 1990, des vendanges aussi précoces que celles de l'an dernier.

J.-Y. N.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Un million de dossiers d'assurés en souffrance

L'interminable conflit de la « Sécu » de l'Essonne

Les agents des vingt-sept centres de paiement de la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de l'Essonne devaient se prononcer, vendredi 10 août à Evry, sur un éventuel durcissement du conflit, qui a éclaté le 11 juin dernier. Alors que 67 % des agents techniciens de la Caisse sont toujours en grève et que près d'un million de dossiers d'assurés sociaux sont en souffrance, les négociations sont, selon l'intersyndicale FO-CGT-CFDT, *« au point mort »* à la suite de l'échec de leur nouvelle rencontre, lundi dernier, avec la direction locale. L'intersyndicale a de nouveau rejeté la proposition de la direction de la CPAM portant essentiellement sur la répartition d'une enveloppe de 4 500 points récupérés sur les économies de gestion déjà réalisées par la Caisse.

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés et le ministère de la santé se refusent toujours, pour leur part, à régler isolément le conflit de l'Essonne et misent désormais sur une reprise *« rapide »* des négociations salariales au niveau national. Menées dans le cadre de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS), ces négociations, qui portent non seulement sur les mesures salariales pour 1990, mais aussi sur la révision de la grille des qualifications des emplois, devraient reprendre *« dès le début du mois de septembre »*, selon un responsable de l'UCANSS.

Attente estivale

Grève ou pas, la torpeur estivale s'est installée au centre de paiement n° 31 de la Caisse primaire d'assurance-maladie de l'Essonne. En cette fin d'après-midi à Corbeil, une poignée d'assurés sociaux attendent tranquillement leur tour pour expliquer leur cas à l'unique guichet ouvert. De l'autre côté de la cloison, une petite affichette annonce la couleur : *« Tout le monde a le SIDA. Salaire Inchangé Depuis des Années. »* Quelques employées s'activent autour d'une banderole, sous le regard indifférent des deux responsables du centre. *« Après huit semaines de grève, on n'a toujours rien et le directeur est reparti en vacances »*, lâche, écœurée, une technicienne gréviste. *« Mais, on ne lâchera pas et, en septembre, d'autres caisses prendront la relève »*, assure-t-elle aussitôt.

Au premier étage, la trentaine de boîtes en plastique contenant les quelque vingt-huit mille feuilles d'assurance-maladie en souffrance au centre, sont réparties sur les bureaux, en fonction des mois de naissance des assurés : *« Cela facilite les recherches pour les avances. »* Car, dès le début du mouvement, – service public oblige – la CPAM de l'Essonne a mis sur pied un système de remboursement par chèque des prestations, sur simple demande des assurés qui se déplacent. Et au centre de Corbeil où tous les agents techniciens sont en grève, une cinquantaine d'assurés sociaux bénéficient, chaque jour, d'avances comprises entre 500 francs et 2 000 francs par semaine, voire davantage pour les cas les plus dramatiques. Une façon d'éviter un embrasement du côté des assurés qui, au demeurant, *« n'ont pas mal réagi jusqu'à maintenant »*, selon la responsable du centre de paiement. Un pis-aller aussi, car chacun sait ici que quelle que soit l'issue du conflit, l'activité du centre restera perturbée *« au moins jusqu'à la fin de l'année »*.

Les feuilles d'assurance-maladie n'en continuent pas moins de s'entasser au centre, même si le flux est plus mince qu'en temps normal. Les agents grévistes – qui, jusqu'à présent, ne se considéraient pas en grève mais *« en action »* – continuent de les traiter en amont de la saisie informatique qui, en revanche, est totalement arrêtée depuis le 11 juin. Mais, quelle que soit la forme d'action suivie, rien ne semble encore avoir réussi à entamer la détermination des techniciennes. *« Ils ont cédé en Seine-Saint-Denis* (1), *alors pourquoi pas dans l'Essonne où nous faisons le même travail. »* La phrase revient ici tel un leitmotiv dans la bouche de ces agents qui, non sans amertume, se targuent d'avoir, *« depuis dix ans, leur bâton de maréchal avec un net de 7 500 francs »*.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) A la suite d'un conflit identique en Seine-Saint-Denis au printemps, les grévistes avaient obtenu satisfaction au bout de neuf semaines de conflit.

INDUSTRIE

Damart achète le numéro un français de la lingerie-corseterie

Damart avait connu un regain de succès dans les années 70, lors des économies d'énergie consécutives au premier choc pétrolier. Aujourd'hui, il tire les conséquences des trois hivers doux consécutifs et achète ... le numéro un français de la lingerie-corseterie.

Le groupe roubaisien a en effet annoncé qu'il allait prendre, à l'occasion d'une augmentation de capital, le contrôle de Valéro et de sa holding Orvale, plus connue sous les marques Boléro, Valisère, Silhouette, Tropic, Saint-Laurent (en lingerie). Damart détenait déjà 25 % du capital d'Orvale et apportera 100 millions de francs à l'occasion de cette augmentation.

Créée en 1986, Valéro a réalisé, en 1989, 700 millions de francs de chiffre d'affaires, Damart affichant pour sa part une croissance de 17 %, à 2,72 milliards. Mais, quoique bénéficiaire (145,6 millions), il avait vu son excédent fondre de 5 % l'an passé.

□ **CODEC : un centre régional de distribution bloqué par des grévistes.** – Une soixantaine d'employés de la plateforme régionale de distribution Codec de Pont-de-Veyle (Ain) ont décidé, mercredi midi 8 août, de bloquer l'activité du centre, à la suite de l'annonce, la veille, du dépôt de bilan du groupe coopératif, qui se trouve désormais en règlement judiciaire. Les grévistes souhaitent obtenir du groupe Promodes, repreneur éventuel de CODEC, l'assurance du maintien de l'activité sur ce centre qui emploie 150 personnes. La plate-forme approvisionne environ 250 magasins aux enseignes Codec et Lion dans le centre-est et le sud-est de la France. – *(Corresp.)*

□ **Sumitomo Chemical s'installe en France.** – Virtuellement absente de la France, la chimie japonaise arrive. Sumitomo Chemical, un des plus grands chimistes du pays du Soleil-Levant, annonce l'implantation dans l'Hexagone au mois d'octobre prochain d'une filiale de production et de commercialisation de produits agrochimiques. La nouvelle société sera dotée d'un capital initial de 7 millions de francs. Elle vendra ses produits, en France, mais aussi en Europe et en Afrique. Leader au Japon en chimie fine et en agrochimie, Sumitomo Chemical a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 68 milliards de yens (2,5 milliards de francs).

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 9 août ↑

La reprise se poursuit

Pour la deuxième séance consécutive, les cours ont monté jeudi à Wall Street. Le mouvement ne s'est toutefois déclenché qu'en fin de journée, après de nombreuses hésitations. Finalement, l'indice Dow Jones des industrielles, un instant tombé à 2 716,58, s'est inscrit à 2 758,91 avec un gain de 24,01 points (+ 0,9 %). Sur 1990 valeurs traitées, 833 ont monté, 671 ont baissé et 486 n'ont pas varié.

Autour du Big Board, les conversations allaient bon train sur les événements du Moyen-Orient. Pour les spécialistes, ce sont les informations selon lesquelles les troupes irakiennes renforceraient leur défense au Koweït en prévision d'une attaque américaine, qui a revigoré la Bourse new-yorkaise. Mais celle-ci a également profité du raffermissement du marché obligataire en liaison avec la hausse des taux d'intérêt rendue nécessaire pour faciliter le placement de la troisième et dernière tranche de l'opération de refinancement record lancée par le Trésor américain, que décidément les opérateurs n'ont guère apprécié.

L'activité a diminué, et 155,81 millions de titres ont changé de mains contre 190,40 millions la veille.

VALEURS	Cours du 8 août	Cours du 9 août
Alcoa	63 3/4	64 1/4
ATT	35	35 1/8
Boeing	52 7/8	54 5/8
Chase Manhattan Bank	18 1/2	19 1/8
Du Pont de Nemours	38 7/8	38 7/8
Eastman Kodak	41	42
Exxon	51 3/4	51 5/8
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	68	68
General Motors	40 3/4	40 3/4
Goodyear	25 1/2	25 3/8
IBM	103 1/8	103 1/4
ITT	54 3/4	55 1/2
Mobil Oil	66 3/8	65 7/8
Pfizer	71 7/8	72 1/8
Schlumberger	65 7/8	66
Texaco	62 3/4	63
UAL Corp. ex-Allegis	114 5/8	114
Union Carbide	17 1/2	17 3/4
USX	33 3/8	33 3/8
Westinghouse	32 7/8	33 1/4
Xerox Corp.	44 5/8	44 1/4

LONDRES, 9 août ↑

Hausse modérée

Comme toutes les places européennes, le London Stock Exchange a retrouvé jeudi un peu de sa sérénité. Après la hausse insignifiante de la veille, les cours des valeurs ont affiché des gains plus sensibles. L'indice Footsie des cent valeurs vedettes a gagné 7,4 points pour s'inscrire à 2 244,9 points, soit une progression modérée de 0,33 %.

L'absence momentanée de toute nouvelle escalade dans le Golfe et la fermeté de Wall Street la veille ont entraîné une hausse des valeurs : à la mi-journée, l'indice Footsie affichait un gain de 14 points, avant de voir son avance réduite de moitié par l'ouverture timide de la Bourse new-yorkaise.

Les valeurs pétrolières ont été affectées par la détente des prix observés sur le marché libre du pétrole et par des dégagements bénéficiaires à l'annonce des médiocres résultats de Shell et de British Petroleum. British Airways a, en revanche, bénéficié de la perspective d'un carburant moins cher que prévu.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

PARIS, 10 août ↑

Expectative

Après une journée de hausse assez convulsive, l'attentisme a très largement prévalu vendredi à la Bourse de Paris. L'ouverture matinale avait été pourtant assez prometteuse avec une nouvelle progression de 0,65 % mesurée à l'indice CAC 40. Mais après avoir d'abord forcé le pas jusqu'à monter d'environ 0,9 %, le marché ralentissait son allure et, vers 13 heures, son avance n'était plus que de 0,38 %. Plus tard dans l'après-midi, le mercure du thermomètre boursier parvenait tout juste à se maintenir à 0,16 % au-dessus de son niveau de la veille.

Une fois encore, les évènements du Moyen-Orient ont été au centre des préoccupations. Sans se faire trop d'illusions, les opérateurs attendent néanmoins avec une impatience à peine dissimulée le résultat du sommet des pays arabes réunis au Caire ce vendredi à l'instigation du président égyptien pour tenter de trouver une solution à la crise.

Si le pessimisme prévaut dans les milieux financiers sur l'issue de cette réunion, les marchés paraissent tous vouloir plus ou moins privilégier une solution de compromis, même bancale. En attendant, la présence des troupes américaines en Arabie saoudite semble rassurer dans la mesure où elle a les moyens de mettre fin à l'escalade de l'expansionnisme irakien. A cet égard, le Pentagone a insisté sur le fait que les forces américaines ne devraient avoir qu'une position défensive.

La stabilité des prix du pétrole de mer du Nord autour de 25 dollars le baril, après la flambée de ces derniers jours au voisinage de 30 dollars, a d'autre part contribué à entretenir le calme sur les marchés boursiers.

Ajoutons que la reprise de Wall Street la veille en fin de journée a fait également assez bonne impression.

Reste que cette nouvelle crise dans le Golfe excite la spéculation sur l'or. A Londres, l'once de métal jaune a monté vendredi en fin de matinée de 1,34 % à 388,75 dollars l'once. A Paris, le prix du lingot de 1 kilo a progressé de 1,5 % à 67 900 F.

TOKYO, 10 août ↓

Au plus bas de l'année

Le Kabuto-Cho a tenté, vendredi, de se redresser. Mais son essai a échoué et l'indice Nikkei, qui, en fin de matinée, avait progressé de 10,57 points, a reperdu ensuite et même largement au-delà, toute son avance initiale. Finalement, il s'est établi à la cote 27 329,55, en baisse de 286,18 points (– 1,04 %) mais aussi à son plus bas niveau de l'année 90.

Les événements du Moyen-Orient continuent de peser sur le marché japonais. Mais, le premier moment d'émotion passé, les investisseurs restent calmes. Pour l'essentiel, la baisse a été largement imputable au manque d'affaires et aux prises de bénéfices sur les positions liées aux indices.

A Tokyo comme ailleurs, les veilles de week-end sont rarement propices aux initiatives, surtout en période de crise comme celle que traverse actuellement le monde pétrolier. Notons que depuis vendredi dernier, le marché japonais a baissé de 7,4 %, un recul jugé ici somme toute raisonnable.

VALEURS	Cours du 9 août	Cours du 10 août
Akai	880	835
Bridgestone	1 310	1 300
Canon	1 580	1 580
Fuji Bank	2 340	2 320
Honda Motors	1 550	1 520
Matsushita Electric	1 810	1 810
Mitsubishi Heavy	831	835
Sony Corp.	7 930	7 810
Toyota Motors	2 000	1 990

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Petit bénéfice pour Philips au premier semestre.** – Même s'il affiche des résultats en baisse sensible au premier semestre, le groupe néerlandais Philips est resté bénéficiaire : le bénéfice d'exploitation a chuté de 420 millions de florins au cours des six premiers mois de 1989 (1,3 milliard de francs) à 43 millions de florins (128 millions de francs) au premier semestre 1990 (dont 37 millions de florins pour le deuxième trimestre 1990). Gonflé par des revenus extraordinaires venant en grande partie de la vente des activités défense de Philips, au début de l'année, le bénéfice net a moins chuté au premier semestre que le bénéfice d'exploitation (à 373 millions de florins, moins 19 %, dont 37 millions seulement pour le deuxième trimestre). L'informatique a tiré dans le rouge la division appareils et systèmes professionnels (perte d'exploitation de 126 millions de florins) et la division composants affiche une perte d'exploitation de 59 millions de florins (100 florins = 297,5 francs).

□ **CCF : augmentation de 1,47 milliard de francs de ses fonds propres.** – Le CCF a augmenté de 1,47 milliard de francs ses fonds propres à l'issue de l'offre d'échange des titres participatifs émis par le groupe contre des actions de la banque privatisée. Près de 95 % des titres participatifs ont été présentés à l'échange, donnant lieu à la création de 7 915 165 actions nouvelles, soit une augmentation de 17,5 % du nombre de titres en circulation. A l'issue de cette opération, les capitaux propres consolidés, part du groupe, du CCF, atteignent près de 7,5 milliards de francs français contre 5,9 milliards de francs français fin 1989, soit une hausse de 26,8 %.

□ **SAS bientôt actionnaire majoritaire de Continental Holdings.** – La compagnie aérienne scandinave SAS (Scandinavian Air System) va acheter 6,9 % des actions de la compagnie aérienne Continental Holdings pour le montant de 52 millions de dollars (270 millions de francs). SAS, qui est déjà propriétaire de 9,9 % du capital d'actions du groupe, deviendra de cette façon actionnaire majoritaire avec 16,8 % de la totalité du capital d'actions et 18,4 % des voix au conseil d'administration.

□ **Krupp et Rheinmetall veulent coopérer dans l'armement.** – Les groupes ouest-allemands Krupp (sidérurgie) et Rheinmetall (armement) ont annoncé jeudi 9 août leur intention de vouloir créer une société de joint-venture spécialisée dans l'armement. Un dossier a été déposé auprès de l'Office fédéral des cartels, dont le feu vert est obligatoire. La nouvelle société s'appellera « MaK System GmbH » et sera détenue à 40 % par Krupp et 60 % par Rheinmetall. Son chiffre d'affaires devrait représenter environ 350 millions de deutschemarks (1,17 milliard de francs). Krupp apportera dans la nouvelle société des secteurs d'activités dépendant actuellement de sa filiale Krupp MaK Maschinenbau GmbH (spécialisée dans les machines-outils et dans le montage des chars Leopard II). Rheinmetall (armement, mécanique) est spécialisé dans la fabrication de canons, d'obusiers, de mitrailleuses lourdes et de toutes sortes de munitions.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amault Associés	416	415
Asystel	105	
B.A.C.	195	189 20
Bqe Tarneaud	189 90	
B.I.C.M.	845	840
Boiron (Ly)	385	370
Boisset (Lyon)	238 70	231 60
Câbles de Lyon	3100	3120
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1085	1125
Cabasson	490	442
Cardif	565	580
C.E.E.	358	360
C.E.G.E.P.	285	288
C.F.P.I.	272	271
Ciments d'Origny	637	634
C.N.I.M.	1037	1068
Codetour	275 80	276 50
Comareg	323	328
Conforama	1005	1000
Creeks	340	349
Defsa	210 50	....
Dauphin	650	625
Demachy Worms Cie	576	578
Desquenne et Giral	283 20	285
Devanlay	1000	995
Deville	435	445
Dollfus	170	....
Editions Belfond	260	242 10
Elysée Invest.	14 20	14 35
Europ. Propulsion	385	390
Finacor	197	
Garonor	865	865
GFF (group. fon. f.)	455	400
Grand Livre	436	440
Gravograph	215 10	226
Guintoli	1105	1028 o
I.C.C.	251 50	252
IDIA	330	330
Idianova	153	150
I.M.S.	1154	1157

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
IN2	285	280
I.P.B.M.	133	139
Loca Investis.	335	330 20
Locamic	121	120
Metra Comm.	183 20	180 10
[illegible]	216	207 30 o
Molex	202	
Navale-Delmas	1050	1020
Olivetti-Logabax	590	588
Ont. Gest. Fin.	599	600
Prosbourg	93	90
Présence Assur.	550	404 o
Publ. Filipacchi	546	561
Razel	615	615
Rhône-Alp. Ecu (Ly.)	320	320
St-H. Matignon	250	244
S.C.G.P.M.	601	...
Segin (Ly.)	307	306
Select Invest (Ly)	100	100
Serbo	490	494
S.M.T. Goupil	195	195
Sopra	203	205
[illegible]	190	180
TF1	267 60	265
Thermador H. (Ly)	270	...
Unilog	188	183 40
Union Fin. de Fr.	488	491
Viel et Cie	175	..
Y. St-Laurent Groupe	958	957

Marché des options négociables le 9 août 1990

Nombre de contrats : 16 978

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	480	–	–	3,50	4,50
CGE	600	12,50	31	45	–
Elf-Aquitaine	680	34	–	17	22
Eurotunnel SA-PLC	50	3,25	5,80	3,20	4
Euro Disneyland SC	100	0,60	–	9,50	–
Havas	600	9	–	33	–
Lafarge-Coppée	400	–	35	18	20
Michelin	90	2,50	5	8	8,50
Midi	1 200	–	25	–	–
Paribas	560	–	–	31	–
Pernod-Ricard	1 083	36	–	31	–
Peugeot SA	680	9,20	29	70,10	85
Rhône-Poulenc CI	380	3,50	8	40	46,50
Saint-Gobain	520	2,60	8	64,90	73
Source Perrier	1 500	25	–	87,50	–
Société générale	600	1	7	123	–
Suez Financière	380	9,50	19	25	36,50
Thomson-CSF	100	7	–	6	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 9 août 1990

Nombre de contrats : 64 284

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	99,96	100,08	99,92
Précédent	99,36	99,48	99,58

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
101	0,35	1,08	1,63	2,11

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,3675 F ↑

Le dollar s'inscrivait en hausse vendredi 10 août, s'échangeant à Paris à 5,3675 F contre 5,3435 F jeudi à la cotation officielle. Les transactions étaient calmes, dans l'attente de nouveaux développements de la situation dans le Golfe. Le déroulement, meilleur que prévu, de l'adjudication de bons du Trésor américain à trente ans, jeudi, a un peu raffermi le billet vert.

FRANCFORT	9 août	10 août
Dollar (en DM)	1,5925	1,5975
TOKYO	**9 août**	**10 août**
Dollar (en yens)	148,68	148,75

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (10 août) 9 7/16 - 9/16 %

New-York (9 août) 8 1/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	8 août	9 août
Valeurs françaises	84,40	85,50
Valeurs étrangères	89,20	89,70
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	491	481,94
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 757,09	1 779,86

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	8 août	9 août
Industrielles	2 734,90	2 758,91

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	8 août	9 août
Industrielles	1 748,50	1 752,80
Mines d'or	201,70	203,70
Fonds d'Etat	77,88	77,98

TOKYO

	9 août	10 août
Nikkei Dow Jones	27 615,73	27 329,55
Indice général	2 068,41	2 056,88

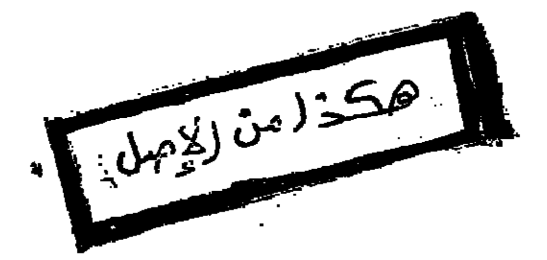
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,3515	5,3535	+ 75	+ 85	+ 160	+ 180	+ 545	+ 590
$ can.	4,6636	4,6694	– 165	– 129	– 301	– 252	– 632	– 607
Yen (100)	3,5708	3,5738	+ 62	+ 76	+ 116	+ 142	+ 366	+ 411
DM	3,3506	3,3533	+ 34	+ 51	+ 73	+ 96	+ 202	+ 249
Florin	2,9731	2,9758	+ 28	+ 42	+ 61	+ 82	+ 191	+ 231
FB (100)	16,3006	16,3167	+ 30	+ 160	+ 90	+ 300	+ 317	+ 898
FS	3,9809	3,9853	+ 11	+ 40	+ 39	+ 75	+ 153	+ 221
L (1 000)	4,5798	4,5854	– 69	– 35	– 154	– 93	– 392	– 314
£	10,0127	10,0218	– 449	– 415	– 871	– 807	– 2262	– 2132

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 15/16	8 1/16	7 7/8	8	7 7/8	8	7 7/8	8
Yen	7 1/4	7 1/2	7 1/2	7 5/8	7 11/16	7 13/16	7 13/16	7 15/16
DM	7 7/8	8 1/8	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16	8 5/8	8 3/4
Florin	8	8 1/2	8 5/16	8 7/16	8 3/8	8 1/2	8 9/16	8 11/16
F.B. (100)	8 3/4	9 1/4	9 3/16	9 7/16	9 1/4	9 1/2	9 7/16	9 11/16
F.S.	8 1/4	8 1/2	8 13/16	8 15/16	8 7/8	9	8 15/16	9 1/16
L (1000)	9 1/2	10 1/2	10 7/8	11 3/8	11	11 1/2	11 3/8	11 7/8
£	14 3/4	15	14 15/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 7/8	15
F franc.	9 1/2	9 5/8	9 3/4	9 7/8	9 7/8	10	10 1/8	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 AOUT

Cours relevés à 13 h 48

Règlement mensuel

COMPTANT (sélection)

Obligations

Actions

Etrangères

Hors-cote

SICAV (sélection) 9/8

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 343	5 367	5 100	5 560
Ecu	6 964	6 971	...	...
Allemagne (100 dm)	335 210	335 780	324	344
Belgique (100 F)	16 304	16 310	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	297 580	298 180	287	307
Italie (1000 lires)	4 580	...	4 350	4 850
Danemark (100 krd)	87 920	...	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	9 991	...	9 600	10 300
Grèce (100 drachmes)	3 415	...	4 050	4 050
Suisse (100 f)	398 100	...	386	408
Suède (100 krs)	91 450	...	87	95
Norvège (100 k)	86 850	...	82	90
Autriche (100 sch)	47 640	...	46 200	49 500
Espagne (100 pes)	5 489	...	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 807	...	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 652	...	4 400	4 800
Japon (100 yens)	3 586	...	3 660	3 880

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/8
Or fin (kilo en barre)	66500	67350
Or fin (en lingot)	66900	67850
Napoléon (20f)	419	428
Pièce Fr (10 f)	375	.....
Pièce Suisse (20 f)	441	452
Pièce Latine (20 f)	420	427
Souverain	499	503
Pièce 20 dollars	2440	2560
Pièce 10 dollars	1335	1320
Pièce 5 dollars	860	.....
Pièce 50 pesos	2550	2590
Pièce 10 florins	396	411

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

YOUGOSLAVIE

Plus de journaux en langue albanaise au Kosovo

La parution du quotidien albanais *Rilindja* du Kosovo a été suspendue, mercredi 8 août, par le Parlement de Serbie. Après la dissolution du Parlement et du gouvernement de la région autonome du Kosovo le 5 juillet dernier, suivie de la mise sous tutelle de l'ensemble des médias de langue albanaise, cette mesure de suspension a été annoncée, jeudi 9 août, par la presse fédérale.

La nomination de nouveaux directeurs et rédacteurs en chef à la tête des médias de langue albanaise de cette province autonome sous contrôle serbe peuplée à 90 % d'Albanais avait provoqué une grève générale des employés et journalistes de la radio-télévision.

Le vice-président du gouvernement serbe chargé du Kosovo, M. Momcilo Trajkovic, a justifié cette mesure en soulignant que la Serbie *« ne* [pouvait] *continuer à financer sa propre opposition »*. Cette décision n'a toutefois pas fait l'unanimité au sein même du Parlement serbe. – *(AFP.)*

L'ESSENTIEL

Le numéro du « Monde » daté 10 août 1990 a été tiré à 523 019 exemplaires.

PAKISTAN

Les Etats-Unis auraient été avertis du limogeage de Mme Bhutto

Au Pakistan, *« les politiciens ne veulent pas partager le pouvoir »*, contrairement par exemple à la France où la « cohabitation » n'a pas si mal marché. Tel est le point de vue de M. « Bob » Oakley, ambassadeur des Etats-Unis à Islamabad, qui aurait été informé du limogeage de Mme Bhutto bien avant celle-ci.

ISLAMABAD

de notre correspondant en Asie du Sud

L'influent ambassadeur des Etats-Unis au Pakistan, qui avait remplacé M. Arnold Raphel, disparu en même temps que le général Zia dans un mystérieux accident d'avion il y a deux ans, a rencontré le président Ghulam Ishaq Khan cinq heures avant l'annonce formelle des changements du 6 août.

Mme Bhutto, elle, a dû téléphoner au président pour s'entendre dire : *« Nouvelles élections »*. Il n'y a pas eu *« violation de la Constitution »*, déclarent des diplomates occidentaux en poste à Islamabad. Ils confirment en revanche *« une certaine implication de l'armée »* dans le coup de force présidentiel ayant abouti à la dissolution des assemblées et à l'état d'urgence qui, jusqu'à présent, n'a été accompagné d'aucun incident.

Mme Bhutto a accusé les *« renseignements militaires »* d'avoir forcé la main du président, sans mettre cependant en cause le général Aslam Beg, chef de l'armée, qui apparaissait avant le 6 août comme un élément-clé du triumvirat au pouvoir à Islamabad. « Benazir » a donné l'impression d'être abattue, jeudi, à la veille de la réunion de la direction de son parti à Karachi, qui lui permettra de compter ses lieutenants (dont certains l'ont abandonné) et de discuter d'un éventuel appel à la Cour suprême.

« Attitude partisane »

La question qui se pose aujourd'hui concerne les élections promises par le président. Auront-elles lieu comme prévu le 24 octobre, alors que M. Ghulam Mustafa Jatoi, chef du gouvernement *« par intérim »*, venu de l'opposition, parle d'entamer des procédures judiciaires sur les pratiques *« inimaginables »* de corruption de l'équipe Bhutto ? Un *« nettoyage »* a déjà commencé dans la province agitée du Sind, principale base électorale du clan Bhutto.

Les Etats-Unis, qui fournissent un milliard de dollars par an et des équipements militaires sophistiqués au Pakistan, *« s'attendent que les élections se déroulent comme prévu »*, a déclaré la Maison Blanche, en rappelant que M. Ishaq Khan avait supervisé la période précédant les élections de 1988. Mais leurs représentants dans la région s'interrogent sur l'apparition d'une *« attitude partisane »* dans les enquêtes sur les cas de corruption, qui devraient aussi prendre en compte, selon eux, la période ayant précédé l'arrivée au pouvoir de « Benazir ». M. Jatoi a certainement des choses à se reprocher, note à ce propos un diplomate.

Mme Bhutto sera-t-elle acceptée *« par les mêmes éléments »* qui l'ont écartée du pouvoir si finalement elle est autorisée à participer aux élections et qu'elle les gagne ? Cette dernière en doute, surtout lorsqu'elle ressasse tout ce qu'elle a enduré en onze ans d'opposition et pendant vingt mois de gouvernement. On dit aujourd'hui qu'elle commençait à *« irriter »* les Américains dans ses méthodes de pouvoir et que les *« louches »* activités des Zardari, époux et beau-père, devenaient trop visibles. – *(Intérim)*

La fête du Front national à Bagatelle

Protestations de M. Sarre (PS) et du MRAP

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, a demandé à M. Jacques Chirac de convoquer *« une session extraordinaire »* de l'assemblée municipale, afin de débattre de l'utilisation de la pelouse de Bagatelle par le Front national pour sa fête annuelle, fin septembre (*le Monde* du 9 août). Dans une lettre adressée à M. Chirac et rendue publique jeudi 9 août, M. Sarre *« s'étonne »* qu'une telle décision, *« pourtant très importante en termes de signification politique »*, ait été prise par le maire de Paris *« sans discussion au sein du Conseil et sans que les élus parisiens aient fait l'objet d'une quelconque information »*.

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a tenu, de son côté, à *« exprimer sa plus totale réprobation »* face à l'autorisation accordée par la mairie de Paris. Le MRAP estime que la municipalité *« fait la courte échelle »* au Front national et lui apporte sa *« caution »* et sa *« complicité »*.

M. Tiberi (RPR) : l'aménagement de la Défense se fait « au mépris des élus »

M. Jean Tiberi, premier adjoint (RPR) au maire et député de Paris, a déclaré, mercredi 8 août, que la présentation par le ministre de l'équipement, M. Michel Delebarre, du *« programme tout ficelé »* d'aménagement ouest du quartier de la Défense (*le Monde* du 3 août) *« lève le voile sur les intentions réelles de ceux qui nous gouvernent »*. *« On tranche et on décide »*, estime M. Tiberi. Pour le premier adjoint, ce projet, qui prévoit un *« quasi-doublement »* du centre d'affaires, est conçu par le gouvernement *« au mépris des élus »*.

« La période estivale que nous traversons n'en finit pas d'être celle des manœuvres insidieuses et des mauvais coups du gouvernement contre les libertés locales », souligne M. Tiberi.

□ **Havas s'intéresse à la production audiovisuelle.** – Dans un entretien à la *Tribune de l'Expansion* du 9 août, le PDG de Havas M. Pierre Dauzier indique que son groupe veut intervenir de façon *« plus substantielle »* dans la production et la détention de droits audiovisuels. Havas s'appuierait notamment sur les entreprises dont il détient des parts, comme Canal Plus et la CLT, Télé-Images et Pandora, et vise une structure de capital *« conforme à des objectifs de marchés »* européens.

URSS

Compromis entre Moscou et Erevan sur le désarmement des milices

Moscou a accepté de laisser les autorités arméniennes appliquer elles-mêmes sur leur territoire le décret promulgué fin juillet par le président Gorbatchev, qui enjoignait à toutes les milices illégales de remettre leurs armes aux autorités sous quinze jours, faute de quoi l'armée soviétique se chargerait de les saisir, a indiqué le nouveau président arménien Levon Ter-Petrossian.

« Il est entendu que l'application du décret sera confiée aux seules autorités de la République, sans intervention de troupes spéciales du ministère de l'Intérieur », a affirmé le dirigeant nationaliste, lors d'une conférence de presse à Moscou jeudi 9 août. *« Je suis sûr qu'on me laissera le temps nécessaire pour l'application du décret présidentiel »*, a-t-il expliqué, après s'être entretenu mercredi au Kremlin avec le premier ministre Nikolaï Ryjkov, le chef du KGB Vladimir Krioutchkov et le ministre de l'intérieur Vadim Bakatine.

M. Ter-Petrossian, élu président samedi par le nouveau parlement où les communistes sont en minorité, avait indiqué s'être aussi entretenu par téléphone avec M. Gorbatchev, en vacances en Crimée, et être convenu d'une *« coopération »* avec l'homme qui l'avait fait emprisonner quelques mois en 1989. De source arménienne, on avait déjà parlé d'un report au 1er septembre de l'application du décret en Arménie.

M. Ter-Petrossian a estimé à cinq mille le nombre des hommes en armes en Arménie, qualifiant de *« mythe »* celui de cent soixante mille hommes, qui circule dans les médias soviétiques. La formation la plus nombreuse, l'Armée nationale arménienne, a fait savoir il y a trois jours qu'elle était *« prête à se soumettre au parlement »*, a-t-il dit.

L'une des solutions contenues dans le projet de déclaration de souveraineté à l'étude actuellement au parlement arménien, est la création d'une armée républicaine en Arménie, *« une évolution en cours dans toutes les Républiques »*. Evoquant les futures relations entre l'Arménie et Moscou, il a estimé que le futur traité de l'Union ne doit être qu'un cadre de coordination entre les Républiques et qu'il ne devait pas y avoir de constitution fédérale.

Quant au problème du Haut-Karabakh, région autonome d'Azerbaïdjan peuplée en majorité d'Arméniens, M. Ter-Petrossian a estimé que le premier pas vers un compromis serait *« le rétablissement d'une autorité soviétique légale au Karabakh (...) alors que c'est l'armée qui y assure actuellement, comme en terre occupée, les tâches politiques, administratives et économiques »*. – *(AFP, AP.)*

Nouvelle inculpation pour un ancien député de la Guadeloupe

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Déjà inculpé d'abus de biens sociaux et de faux en écritures privées, placé sous contrôle judiciaire moyennant une caution de 1 million de francs, M. Henri Beaujean, député (apparenté RPR) de la Guadeloupe de 1986 à 1988, maire du Moule de 1977 à 1988, a de nouveau été inculpé, jeudi 9 août, cette fois d'abus de blanc-seing et de faux en écritures privées.

La première inculpation (*le Monde* daté 22-23 juillet), d'abus de biens sociaux et de faux en écritures privées, se rapportait à des irrégularités constatées dans les comptes d'une société d'économie mixte communale.

Tout en reconnaissant le caractère *« discutable »* de certaines factures et pièces comptables, l'ancien député nie les avoir signées, sans manquer de souligner, pour sa défense, qu'il est *« riche à ne savoir que faire de son argent »*.

M. Patrice Lemonnier, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Pointre-à-Pitre, reproche à présent à M. Beaujean d'avoir convaincu une dizaine de ses concitoyens d'apposer leurs signatures sur un document qu'il avait établi et qui était censé leur permettre d'obtenir gratuitement des tôles ondulées, destinées à réparer des cases sinistrées lors du passage du cyclone Hugo, en septembre dernier. Ce document, où ne figurait pas la signature de M. Beaujean, et qui avait été présenté aux signataires par le verso, était, en fait, une plainte adressée le 15 mai dernier au procureur de la République de Pointre-à-Pitre, pour lui signaler le détournement des aides aux sinistrés qui aurait été commis par Mme Gabrielle Louis-Carabin, nouveau maire (divers droite) du Moule, et quatre de ses adjoints.

EDDY NEDELJKOVIC

CARTES POSTALES

La chaise du curé

C'est un gros bloc de rochers graniteux, tout en haut d'une pointe découpée qui surplombe la mer. Pas une roche sauvage, déchiquetée et hostile, qu'il faudrait conquérir avec ruse et souplesse. Non. Un bon gros rocher confortable, bienveillant, charnu et abrupt sur le versant mer, mais doux, rond, coussinou du côté de la terre.

C'est bien simple, on se retrouve dessus sans presque le savoir. On monte deux, trois mètres, au sortir du chemin des Douaniers. On allonge le pas et hop ! à nous le promontoire, la vue sur les flèches de Saint-Pol-de-Léon, la pointe de Roscoff, où un gros car-ferry attend de partir pour l'Irlande, la silhouette fragile d'une chapelle sur la petite île Callot. Et puis, la baie de Morlaix et les côtes du Trégor.

Reste à trouver la chaise. Et là est le débat. Car l'histoire veut qu'un curé, autrefois, en des temps plus dévots, venait là tous les soirs méditer sur la vie, prier san Karantec et lire son bréviaire. Le lieu est un si bel endroit pour toucher l'Au-delà ; les oiseaux de mer le pressentent, qui se posent parfois comme pour prendre quelque distance avec les éléments qui, l'hiver, se déchaînent tout en bas.

Mais où est donc la chaise qui donna son nom à l'endroit ? Etait-ce ce petit creux au sommet de la roche, qu'une ondée transformerait en moins de dix secondes en bénitier ? Ou bien cette cavité en forme de selle à cheval, légèrement plus bas ? *« Allons donc, trop étroit !,* s'offusque un vieil homme, en haussant les épaules. *Un vicaire ne s'y logerait pas ! Alors un curé, pensez... »*

Un curé de campagne, comme il en existait autrefois, c'était imposant et bien fait, pour ne pas dire gros et gras ; ça cachait, derrière les innombrables replis d'une soutane noire de jais, une bedaine de gourmand qui appréciait les crêpes, le far de sarrasin, les tripes d'un repas de noces, le lard et le ragoût, les galettes de blé noir. Un curé, ça devait aimer la vie et inspirer confiance par une carrure solide, une pogne de bûcheron, une descente de marin, un appétit de paysan. *« Un curé, cela méritait un trône... »*

Et le trône est bien là, un peu en contrebas. Le granit du dossier y est devenu lisse et une pierre de côté offre un accoudoir complaisant. Car le vieil homme est sûr : c'est là « qu'il » s'asseyait, à l'abri des grands vents, pour voir, à l'heure bleue, le soleil glisser derrière Roscoff. Le bon père était sage et l'endroit inspirant.

Les gens de Carantec le savent qui, les soirs d'été, viennent, par deux ou trois, assister au spectacle et quêter près de la chaise un doigt d'éternité. Quand le disque est tombé, dans un silence total, sur une mer embrasée, il en est qui applaudissent. Et tout le monde disparaît avec l'air entendu d'un cercle d'initiés. Le curé, sans nul doute, aurait, lui, récité un ave.

De Carantec (Finistère)
ANNICK COJEAN

EN BREF

□ **Prochaine réunion ministérielle de l'UEO sur le Golfe.** – Une réunion ministérielle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sur la crise du Golfe se tiendra le 20 ou le 21 août, a annoncé vendredi 10 août le ministre belge des Affaires étrangères Mark Eyskens. Proposée par les Pays-Bas et la Belgique à l'occasion d'une réunion de concertation à Bruxelles des douze ministres des affaires étrangères de la CEE, cette réunion a été immédiatement acceptée par la France, qui occupe la présidence de l'UEO depuis le 1er juillet. – *(AFP.)*

□ **Territoires occupés : un Palestinien accusé de collaboration tué et décapité.** – Un Palestinien accusé de collaboration avec Israël a été tué et décapité vendredi 10 août à l'aube par des inconnus masqués dans la localité de Dura, proche de Hébron (sud de la Cisjordanie occupée). Dris Akil, quarante-cinq ans, a été tué à coups de poignard par des inconnus masqués qui l'ont ensuite décapité puis ont exposé sa tête en l'accrochant aux fils du réseau électrique au centre de Dura. – *(AFP.)*

□ **Décès d'un Palestinien à Jérusalem.** – Un Palestinien blessé mardi au cours de manifestations anti-arabes à Jérusalem est décédé jeudi 9 août. Ezzat Halahla, quarante ans, originaire du quartier de Silwan à Jérusalem-Est, avait été grièvement blessé après avoir perdu le contrôle de sa voiture lapidée par des manifestants israéliens. Son épouse et ses deux enfants qui se trouvaient à bord du véhicule avaient été légèrement blessés. – *(AFP.)*

□ **LIBAN : la libération de l'otage suisse liée à la grâce d'Anis Naccache.** – La France a *« des raisons de penser »* que la libération jeudi de l'otage suisse Emmanuel Christen, délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), enlevé il y a dix mois dans le Liban-sud, est en rapport avec la grâce accordée le 27 juillet par le président François Mitterrand à Anis Naccache, a indiqué, jeudi 9 août, le porte-parole du ministère des affaires étrangères à Paris.

□ **LIBÉRIA : évacuation du personnel français de l'ambassade de France à Monrovia.** – La France a suspendu jeudi 9 août les activités de son ambassade à Monrovia et tout son personnel français a été évacué, ainsi que les Français résidant au Libéria ayant pu être joints par l'ambassade, a annoncé jeudi soir le ministère des affaires étrangères. Il ne restait plus à l'ambassade de France à Monrovia que l'ambassadeur, M. Louis Giustetti, et trois gardes de sécurité, a-t-on précisé au Quai d'Orsay. Le ministère n'a pas indiqué le nombre de ressortissants français évacués en même temps que les membres de l'ambassade, mais ils seraient en petit nombre, selon une source informée. Les Français ont été évacués sur un bâtiment américain, a-t-on indiqué de bonne source. – *(AFP.)*

□ **AUSTRALIE : élection d'une femme à la tête de l'Etat de Victoria.** – Vice-premier ministre travailliste de l'Etat australien de Victoria, Mme Joan Kirner a été élue, jeudi 9 août, premier ministre. Elle succède à M. John Cain, démissionnaire, dont le gouvernement avait été éclaboussé par une série de scandales financiers. Mme Kirner, cinquante-deux ans, est la seconde femme à accéder à la tête d'un Etat australien en six mois. – *(AFP.)*

□ **NOUVELLE-ZELANDE : les élections générales auront lieu le 27 octobre.** – Le premier ministre travailliste néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer, a annoncé, jeudi 9 août, que les élections générales auront lieu le 27 octobre. Les derniers sondages, accordant une avance de 30 à 35 points au parti national (opposition), placent les travaillistes en mauvaise position. – *(AFP.)*

□ **PÉROU : trois morts dans les émeutes qui ont suivi l'annonce du plan d'austérité.** – Les soldats péruviens ont tué trois personnes, jeudi 9 août, dans un bidonville de Lima, au cours de violences provoquées par l'annonce, la veille, d'un plan d'austérité draconien destiné à sortir le pays de la faillite. Dans la confusion générale, l'armée a ouvert le feu sur la foule qui brûlait des pneus et dressait des barricades. – *(Reuter.)*

□ **M. Dray (PS) critique la direction d'Air Inter.** – M. Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, a déclaré, jeudi 9 août, que la direction d'Air Inter avait *« préféré l'aventurisme et la victoire à courte vue »* dans le conflit avec le personnel de la compagnie, dont la grève *« visait à obtenir (...) le juste prix des efforts consentis (...) au moment où l'on assiste à un accroissement impressionnant du trafic aérien »*. M. Dray demande à M. Michel Delebarre, ministre des transports, d'user *« de ses prérogatives pour qu'Air Inter soit en mesure de lui présenter un véritable plan social de l'entreprise dans les plus brefs délais »*.

